



Assemblée nationale
Québec

journal des Débats

Quatrième session — 31^e Législature

Le mardi 6 novembre 1979

Vol. 21 — No 61

Président: M. Clément Richard

Table des matières

Dépôt de documents	
Hypothèse d'un découpage électoral.	3327
Rapport du Comité de la protection de la jeunesse.	3327
Rapport de la Corporation professionnelle des comptables généraux licenciés du Québec.	3327
Rapport du Barreau du Québec.	3327
Rapport de l'Office de la protection du consommateur.	3327
Rapports de commissions élues	
Etude du projet de loi no 50 — Loi du ministère de l'Environnement.	3327
Dépôt de documents (suite)	
Rapport du ministère de la Fonction publique.	3327
Rapports du greffier en loi sur les projets de loi privés	
Projet de loi no 217 — Loi modifiant la Loi constituant en corporation le "Monastère des Augustines hospitalières de Lévis".	3327
Projet de loi no 219 — Loi concernant les Augustines de la miséricorde de Jésus du monastère de Roberval.	3328
Projets de loi au nom du gouvernement	
Projet de loi no 56 — Loi modifiant la Loi sur le Régime de rentes du Québec	
Première lecture.	3328
M. Denis Lazure.	3328
Projet de loi no 219	
Première lecture.	3328
Projet de loi no 217	
Première lecture.	3328
Renvoi à la commission des consommateurs.	3329
Questions orales des députés	
Négociations avec le front commun.	3329
Etudes sur le fédéralisme canadien.	3331
Droit de grève dans les écoles et dans les hôpitaux.	3334
Entretien des routes en temps de grève.	3336
Motions non annoncées	
Félicitations aux élus lors des élections municipales.	3337
M. Guy Tardif.	3337
M. Claude Ryan.	3337
M. Yvon Brochu.	3338
M. Camil Samson.	3338
Avis à la Chambre	
Nouvel article 12 du règlement sessionnel (commissions élues permanentes).	3338
Question de privilège relative à un article de journal.	3339
M. Jean Alfred.	3339
Prise en considération du rapport de la commission ayant étudié le projet de loi no 125	
M. Jacques Léonard.	3340
M. Bertrand Goulet.	3341
M. Harry Blank.	3342
M. Jacques Léonard.	3342

Table des matières (suite)

Projet de loi no 107 — Loi instituant la Régie du logement et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives	
Commission plénière	3343
Troisième lecture	3348
M. Guy Tardif	3348
M. Reed Scowen	3350
M. Fabien Cordeau	3352
M. Lucien Caron	3355
M. Harry Blank	3357
M. Guy Tardif	3357
Mise aux voix de la troisième lecture	3362
Prise en considération du rapport de la commission ayant étudié le projet de loi no 125 (suite)	
Mise aux voix des amendements de M. Goulet	3362
Avis à la Chambre	3363
Projet de loi no 53 — Loi sur les corporations de fonds de sécurité	
Deuxième lecture	3363
M. Guy Joron	3363
M. André Raynauld	3364
M. Armand Russell	3366
M. Julien Giasson	3366
M. Guy Joron	3367
Renvoi à la commission des consommateurs	3369
Projet de loi no 54 — Loi sur le recouvrement de certaines créances	
Deuxième lecture	3369
M. Guy Joron	3369
M. Noël Saint-Germain	3371
M. Armand Russell	3372
M. Harry Blank	3374
M. André Raynauld	3375
M. Guy Joron	3376
Renvoi à la commission des consommateurs	3377
Ajournerment	3377

L'exemplaire, 35 cents - Par année, \$8 - Chèque à l'ordre du Ministre des Finances
Adresse: Service des Documents Parlementaires
Assemblée nationale
Hôtel du Gouvernement, Québec.
G1A 1A7

Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1762
ISSN 0709-3632

Le mardi 6 novembre 1979

(Quatorze heures quatorze minutes)

Le Président: A l'ordre, mesdames et messieurs!

Un moment de recueillement.
Veuillez vous asseoir.

Affaires courantes.
Déclarations ministérielles.
Dépôt de documents.

DÉPÔT DE DOCUMENTS

Hypothèse d'un découpage électoral

J'ai l'honneur de déposer, vu qu'il s'agit d'un document d'intérêt public et qui intéresse manifestement les députés, l'hypothèse d'un découpage électoral avec le quotient de 36 000 électeurs, qui a été préparé par la commission et dont j'ai envoyé copie hier aux membres de la commission de l'Assemblée nationale, mais qui a été préparée par la commission permanente de la réforme des districts électoraux.

M. le leader parlementaire du gouvernement, au nom de M. le ministre de la Justice.

Rapport du comité de la protection de la jeunesse

M. Charron: Au nom de mon collègue de la Justice, M. le Président, je voudrais déposer le rapport annuel 1978/79 du Comité de la protection de la jeunesse.

Le Président: Merci. Rapport déposé.
M. le ministre de l'Éducation.

Rapport de la Corporation des comptables généraux licenciés

M. Morin (Sauvé): M. le Président, permettez-moi de déposer le rapport de la Corporation professionnelle des comptables généraux licenciés du Québec pour l'année 1978/79.

Rapport du Barreau du Québec

De même, le rapport annuel du Barreau du Québec pour la même année.

Le Président: Merci. Rapports déposés.
M. le ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières.

Rapport de l'Office de la protection du consommateur

M. Joron: M. le Président, j'ai le plaisir de déposer le rapport annuel 1978/79 de l'Office de la protection du consommateur.

Le Président: Merci. Rapport déposé.

Dépôt de rapports de commissions élues.
M. le député de Champlain.

Etude du projet de loi no 50

M. Gagnon: M. le Président, qu'il me soit permis, suivant les dispositions de notre règlement, de déposer le rapport de la commission élue permanente de l'environnement qui a étudié, les 30 et 31 octobre 1979, le projet de loi no 50, Loi du ministère de l'Environnement. Elle l'a étudié article par article et elle l'a adopté avec ses amendements.

Le Président: Rapport déposé. Merci, M. le député.

Je solliciterais le consentement unanime de la Chambre pour permettre à M. le ministre de la Fonction publique, qui a un document à déposer, de pouvoir le faire, même si nous en sommes maintenant au dépôt de rapports de commissions élues. Est-ce qu'il y a consentement? Il y a consentement.

M. le ministre de la Fonction publique.

DÉPÔT DE DOCUMENTS (suite)

Rapport du ministère de la Fonction publique

M. Gendron: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer le rapport annuel du ministère de la Fonction publique pour l'année financière 1978/79.

Le Président: Merci. Rapport déposé.
Dépôt de rapports du greffier en loi sur les projets de loi privés.
M. le leader parlementaire du gouvernement.

Projet de loi no 217

M. Charron: M. le Président, je dois communiquer à l'Assemblée que le greffier en loi m'a avisé de deux projets de loi privés, qui, si l'Assemblée y consentait, pourraient être déposés aujourd'hui même. Il y a d'abord le projet de loi qui porterait le numéro 217 et qui est une loi modifiant la Loi constituant en corporation le monastère des Augustines hospitalières de Lévis; le greffier nous informe que le projet de loi est conforme à l'avis, celui-ci est suffisant en nombre. Il a toutefois été déposé au secrétariat des commissions après le jour d'ouverture de la session. Je fais donc motion pour que cette dérogation soit permise en vue du dépôt du projet de loi.

Le Président: Est-ce que cette motion sera adoptée? Adopté, M. le leader parlementaire du gouvernement.

Projet de loi no 219

M. Charron: Je dois solliciter la même dérogation, M. le Président, et j'en fais donc motion, pour que nous puissions déposer le projet de loi 219, Loi concernant les Augustines de la Miséricorde de Jésus du monastère de Roberval. Le projet est conforme à l'avis, l'avis est suffisant en nombre, mais il y a la dérogation du fait que cela a été déposé après le jour de l'ouverture.

Le Président: Est-ce que cette motion sera adoptée?

Des Voix: Adopté.

Le Président: Adopté.

Est-ce que les rapports seront adoptés maintenant? Adopté.

Présentation de projets de loi au nom du gouvernement.

M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Charron: J'aimerais que vous appeliez l'article h) du feuillet, s'il vous plaît, M. le Président.

Projet de loi no 56**Première lecture**

Le Président: M. le ministre des Affaires sociales propose la première lecture du projet de loi no 56, Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec.

M. le ministre des Affaires sociales.

M. Denis Lazure

M. Lazure: M. le Président, ce projet de loi contient surtout des modifications d'ordre technique et correctif à la Loi sur le Régime de rentes du Québec. Il reconnaît à un ex-conjoint le droit de demander à la Régie des rentes le réexamen d'une décision portant sur le droit à un partage des gains et d'en appeler, par la suite, à la Commission des affaires sociales. Il rectifie la définition du mot "année" en la précisant et il clarifie le sens de certains articles traitant notamment de l'authenticité des documents et copies de documents de la régie, de la réduction de la rente du conjoint survivant et du début du paiement de la rente de retraite lorsqu'il y a eu partage des gains. (14 h 20)

Il prévoit expressément l'application de la Loi sur la preuve photographique des documents aux documents de la régie et autorise leur destruction après reproduction.

Il modifie l'exercice financier de la régie pour le rendre identique à celui du gouvernement. Il corrige une erreur de rédaction d'un article concernant la présomption d'exactitude des données inscrites au registre des gains, après l'expiration

d'un délai de quatre années à compter de leur inscription au registre.

Enfin, il autorise la correction du registre des gains d'un cotisant salarié lorsque, à la suite d'un jugement ou d'une sentence arbitrale, il appert qu'un revenu a été payé au cours d'une année alors qu'il aurait dû être payé au cours d'une année antérieure.

Le Président: Merci. Est-ce que cette motion de première lecture sera adoptée?

Le Secrétaire-adjoint: Première lecture de ce projet de loi.

Le Président: Deuxième lecture, prochaine séance ou séance subséquente.

Présentation de projets de loi au nom des députés.

M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Charron: L'article d) du feuillet, M. le Président.

Projet de loi no 219**Première lecture**

Le Président: M. le député de Roberval propose la première lecture du projet de loi privé 219, Loi concernant les Augustines de la Miséricorde de Jésus du monastère de Roberval. Est-ce que cette motion de première lecture sera adoptée?

Le Secrétaire-adjoint: Première lecture de ce projet de loi.

Le Président: M. le leader parlementaire du gouvernement, puis-je vous suggérer de faire une motion de déférence?

M. Charron: Après l'autre projet de loi, si vous voulez, M. le Président.

Le Président: Après l'autre.

M. Charron: L'article e), s'il vous plaît.

Projet de loi no 217**Première lecture**

Le Président: M. le député de Beauce-Nord propose la première lecture du projet de loi privé no 217, Loi modifiant la Loi constituant en corporation le monastère des Augustines hospitalières de Lévis. Est-ce que cette motion de première lecture sera adoptée?

Le Secrétaire-adjoint: Première lecture de ce projet de loi.

Le Président: M. le leader parlementaire du gouvernement.

Renvoi à la commission des consommateurs

M. Charron: Je propose, M. le Président, que ces deux projets de loi soient déferés à la commission des consommateurs, coopératives et institutions financières.

Le Président: Est-ce que cette motion sera adoptée?

Des Voix: Adopté.

Le Président: La motion de déférence est adoptée, M. le leader parlementaire du gouvernement. Nous en sommes maintenant à la période de questions orales.

M. le chef de l'Opposition officielle.

QUESTIONS ORALES DES DÉPUTÉS**Négociations avec le front commun**

M. Ryan: C'est moi qui me suis trompé. Je vais laisser passer M. le député de Portneuf, M. le Président, je viendrai en deuxième. Dans notre parti il n'y a pas de question de susceptibilité.

Le Président: M. le député de Portneuf.

M. Pagé: Merci, M. le Président. La panique ayant gagné les péquistes de Maisonneuve en fin de semaine, plusieurs de ceux-ci ont fait des déclarations.

Ma question s'adresse au premier ministre, M. le Président, et elle est relative à une déclaration du candidat péquiste dans Maisonneuve alors que le ministre des Finances déclarait, dans sa conférence de presse la semaine dernière: "Je tiens simplement ici à souligner, je pense, le travail remarquable qui a été fait par chacune des tables patronales," rendant ainsi hommage aux négociateurs patronaux.

Le candidat du Parti québécois dans Maisonneuve déclarait dans la Presse du lundi 5 novembre: "Le gouvernement serait bien fou de porter la responsabilité d'un blocage à la table des négociations si ce sont ses partenaires qui en sont à l'origine." Le premier volet de la question au premier ministre: Qui dit vrai? Le ministre des Finances ou le candidat péquiste dans Maisonneuve, M. Desmarais?

Le deuxième élément de la question: Le candidat du Parti québécois à ce moment-là disait: "J'exige du gouvernement qu'il fasse tous les efforts pour éviter le débrayage. J'insiste pour qu'il révise sa position à ce sujet. S'il ne le fait pas, il est clair qu'on s'en va vers un débrayage." Il faisait allusion évidemment aux clauses d'indexation et de protection du revenu.

M. le Président, j'aimerais savoir du premier ministre comment celui-ci, comme chef du gouvernement, accepte une telle déclaration d'un candidat, d'une part, et, d'autre part, on se rappellera que le leader du gouvernement, le député de Saint-Jacques, selon les reportages qu'on a eus à

la radio et à la télévision en fin de semaine, a parlé pour et au nom du gouvernement en déclarant publiquement que le gouvernement allait modifier ses offres et formuler de nouvelles propositions mercredi, en parlant de demain.

Au premier ministre: Qui dit vrai? Le ministre des Finances ou le candidat Desmarais? Deuxième volet de la question: Comment le gouvernement peut-il être justifié de ramener le débat de la négociation, si ce n'est pas être alarmé et vouloir sauver coûte que coûte cette élection que vous êtes en train de perdre dans Maisonneuve?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): M. le Président, je dirai d'abord qu'il ne faut pas que le député de Portneuf, pas plus que nos amis d'en face, prenne tous ses désirs pour des réalités pour ce qui concerne les élections partielles.

Deuxièmement, je dirais ceci: Les négociations se poursuivent, en particulier du côté du front commun, plus rapidement. Elles sont déjà plus avancées que jamais auparavant dans les autres rondes qui ont précédé. Troisièmement, pour ce qui est de la contradiction que cherche le député de Portneuf entre les propos du candidat du Parti québécois dans Maisonneuve et ceux du ministre, je pense que la moindre décence me commande de demander au ministre des Finances comment il réconcilie ces choses-là.

Le Président: M. le ministre des Finances.

M. Parizeau: M. le Président, je voudrais d'abord dire au député de Portneuf que, quand il me cite, il pourrait me citer dans le contexte. Je pense que c'est élémentaire.

La phrase qu'il citait de moi avait trait à une conférence de presse où je notais que, finalement, toutes les parties patronales avaient accepté de délester leurs demandes sur le normatif, sur les clauses de gérance, en somme, de façon qu'à chacune des tables il ne reste qu'une dizaine de clauses ou moins. C'était à cette occasion. Comme j'ai eu l'occasion depuis déjà plusieurs mois d'indiquer à quel point je trouvais longs les délais de la part de certains de nos partenaires patronaux, que je l'ai dit en public, que je l'ai répété, c'était la moindre des choses qu'une fois l'opération terminée, je dise qu'effectivement, elle était terminée et qu'ils avaient fait du bon travail. Cela faisait seulement six mois que je disais que c'était vraiment trop long. Ils avaient enfin accepté. Il ne faut donc pas sortir cette phrase de son contexte.

Pour ce qui a trait à de nouvelles offres, je répéterai ici quelque chose qui parfois peut prêter à ambiguïté pour ceux qui ne suivent pas cela tous les jours, mais on ne va pas le leur reprocher. Le gouvernement, comme on peut le constater depuis déjà plusieurs semaines, dépose chaque semaine sur les objets de la table centrale un certain nombre de propositions qui, jusqu'à maintenant et encore cet après-midi dans peu de temps, dans quelques minutes, rencontrent cer-

taines demandes fondamentales des syndicats. C'est ainsi que, pour la retraite, j'ai eu l'occasion de dire en cette Chambre que nous avons fait un pas considérable dans le sens de ce que les syndicats demandaient. Pour les congés de maternité, on leur a donné exactement ce qu'ils voulaient. Sur le plan de la formule d'indexation, j'ai indiqué la semaine dernière le principe de la protection du revenu contre l'inflation de tous les travailleurs dans le secteur public. Dans un quart d'heure à peu près, on déposera aux tables notre position à l'égard des primes d'éloignement, autre sujet de la table centrale, et on verra à quel point le gouvernement va très loin dans le sens des demandes syndicales. Je ne veux pas ici préjuger des dépôts qui seront faits à la table dans quelques minutes, mais il paraît que, selon les coutumes, cela ne se fait pas.

Il nous reste — nous allons commencer à le faire demain — c'est une des données centrales de la négociation — j'ai eu l'occasion de le dire depuis plusieurs mois — à déposer nos propositions quant à une amélioration très nette de la sécurité d'emploi. Ce sujet va commencer demain. Il est tout à fait possible que, pour ceux qui ne suivent pas cela au jour le jour, on puisse dire: Il va y avoir de nouveaux dépôts ou il devrait y avoir de nouveaux dépôts.

En fait, il y a déjà, depuis plusieurs semaines, des dépôts qui sont faits régulièrement, toutes les semaines, par le gouvernement et qui, dans un bon nombre de domaines, offrent aux syndicats l'essentiel de leurs demandes. Quant à savoir si on doit leur offrir l'essentiel de leurs demandes sur le salarial, j'ai déjà eu l'occasion de dire, M. le Président, qu'un principe nous guide. C'est celui de ne pas faire payer, par leurs impôts, 80% de la population, des salaires à 20% à ceux qui travaillent dans le secteur public pour leur payer des salaires qui seraient plus élevés que les leurs. Il y a une question de justice sociale ici, qui continue de nous guider, qui va continuer de nous guider dans les jours qui viennent, mais qui, néanmoins, ne nous empêchera pas de faire tous les efforts, cette semaine, pour faire en sorte que l'on puisse en arriver à un dénouement rapide.

(14 h 30)

Les syndicats du front commun et nous sommes au moins d'accord sur une chose: c'est qu'il faut terminer ça avant Noël. À partir de demain matin, commence une phase de négociation qu'on ne peut pas qualifier d'intensive, à toutes fins utiles; ce sera littéralement, comme on dit en anglais, autour de l'horloge, sans arrêter, avec le front commun pour voir dans quelle mesure on ne peut pas en arriver effectivement à un règlement encore plus rapide que celui auquel on pensait. Je ne sais pas dans quelle mesure cela aboutira. On sait comment on commence ces rondes de négociations. On ne sait pas nécessairement comment on les termine.

Le Président: M. le député de Portneuf.

M. Pagé: On a eu droit à une longue déclara-

tion du ministre des Finances sur l'ensemble ou les sujets importants de la négociation. J'aimerais bien concrètement, qu'il réponde à la question. Le premier ministre n'a pas voulu y répondre. J'aimerais, au moins, que le ministre des Finances y réponde. Endossez-vous la déclaration de votre candidat dans Maisonneuve, à l'égard des négociateurs patronaux? Est-ce que vous l'endossez ou si vous ne l'endossez pas? Premier élément.

Deuxième élément, M. le Président — j'en fais là une question additionnelle — le ministre nous a parlé de plusieurs sujets ou objets de la négociation. Mais le ministre des Finances n'a pas fait référence et n'a pas fait de commentaire à l'égard des clauses de protection du revenu. C'était l'essentiel de la déclaration du candidat péquiste dans Maisonneuve en fin de semaine. C'est aussi ce qui a été repris par le député de Saint-Jacques à savoir que des propositions, des offres allaient être formulées aux tables centrales, mercredi, relativement aux clauses de protection de revenu. Est-ce qu'il y en aura? S'il n'y en a pas, comment le leader du gouvernement, qui est membre du gouvernement, qui doit parler au nom du gouvernement — je présume qu'il est responsable — était-il justifié, en fin de semaine, de faire une telle déclaration, s'engageant à ce que des offres sur les clauses d'indexation et les clauses de protection du revenu soient déposées mercredi?

Le Président: M. le ministre des Finances.

M. Parizeau: Il m'est très difficile, M. le Président, d'endosser, de toute façon, des déclarations qui étaient faites au conditionnel.

Si je vois bien, si je lis bien les journaux, parce qu'en fait, je n'en sais pas plus que ce que j'en ai vu dans les journaux, ce que notre candidat disait dans Maisonneuve au sujet de la possibilité que certaines parties patronales ne s'entendent pas avec nous pour des raisons qui, par exemple, pourraient être politiques, était au conditionnel.

Je vous dirai une chose, M. le Président, à cet égard: Tant qu'il n'apparaît pas clairement que l'un ou l'autre de nos partenaires patronaux tient, comment dire, à saboter l'action que nous menons, je ne vois pas pourquoi je porterais quelque accusation que ce soit. Il y a une question de bonne foi élémentaire dans ce type de discussions où on prend pour acquis la bonne foi des gens jusqu'à preuve du contraire, comme dans toute négociation, dit le chef de l'Opposition, et je suis parfaitement d'accord avec lui. On peut poser des questions hypothétiques, mais moi, je ne fais des déclarations que sur des faits. Pour ce qui a trait au dépôt de nouvelles propositions monétaires, il est tout à fait possible que les allusions qui ont été faites en ce domaine — et, là encore, je n'en sais pas plus que ce que j'ai lu dans les journaux — viennent de ce qu'effectivement j'ai eu l'occasion de dire à cette Chambre que nous aurions à traduire cette semaine les principes salariaux que j'ai énoncés la semaine dernière. J'ai bien dit cela la semaine dernière et c'est effectivement cette semaine que la traduction doit se

faire. Je ne vois pas, M. le Président, de contradiction.

Le Président: M. le chef...

M. Charron: M. le Président...

Le Président: M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Charron: ... je n'en ferai pas une question de privilège. Je veux confirmer seulement ce que le député de Portneuf et le ministre des Finances viennent de dire. J'ai répété dans Maisonneuve la semaine dernière ce que le ministre des Finances avait affirmé lui-même dans cette Chambre lors du débat la semaine dernière. A une exception près, M. le Président. J'y étais, je me souviens de ce que j'ai dit et je me rappelle aussi avoir vu le téléjournal de dimanche soir avec des gens qui m'avaient accompagné également dans cette assemblée publique de Maisonneuve. Je n'ai jamais dit... Je serais le premier surpris de savoir que j'ai fixé à mercredi ce geste. En répondant à la demande qui venait de nous être faite, j'ai dit oui que nous allions faire le maximum possible et le ministre des Finances, responsable des négociations, avait lui-même manifesté cette ouverture ici, la semaine dernière. En aucun temps — je ne sais pas à partir de quoi, d'ailleurs, je l'aurais dit, car je n'en suis pas informé — je n'aurais mentionné la date de mercredi.

Le Président: M. le député de Portneuf, une dernière question.

M. Pagé: M. le Président, c'est un sujet qui est très litigieux, qui est très délicat, ces négociations, et on estime qu'il faut que cela aille bien. On ne peut pas se permettre comme société d'avoir un débrayage général éventuellement. Je voudrais demander au premier ministre, très brièvement, si, comme chef du gouvernement, il va laisser aller la situation où tous et chacun de ses ministres peuvent dire n'importe quoi, n'importe où et même ses candidats qui ne seront jamais députés. Allez-vous les rappeler à l'ordre, oui ou non, afin qu'il y ait un interlocuteur une fois pour toutes?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): M. le Président, je pense que le député de Portneuf vient d'avoir, par les réponses qu'il a reçues, une confirmation du fait qu'il n'y a pas de contradiction entre les membres du Conseil des ministres. Qu'il puisse y avoir des inquiétudes qui s'expriment dans une campagne électorale, c'est normal. Pour ce qui est de dire n'importe quoi, n'importe quand, n'importe comment, je pense que le député de Portneuf devrait se regarder dans la glace.

Le Président: M. le chef de l'Opposition.

Etudes sur le fédéralisme canadien

M. Ryan: M. le Président, je serais tenté de demander à nos amis du gouvernement s'ils ont commandé des sondages secrets pour contre-carrer ceux dont les résultats ont paru ces jours derniers, mais je vais passer à une question qui s'y rattache plutôt indirectement. C'est un problème que je voudrais clarifier avec le ministre des Affaires intergouvernementales.

A plusieurs reprises, depuis que je siége dans cette Chambre, je lui ai demandé s'il allait rendre publiques les études dont il annonçait, en 1977, qu'elles étaient faites ou commandées sous l'autorité de son ministère au sujet de divers aspects du fonctionnement du fédéralisme canadien. On a déjà eu toutes sortes de réponses, mais le 10 octobre, à l'occasion d'une motion que j'avais présentée sur l'extrême discrétion qu'observe le gouvernement en ces matières, j'ai obtenu la réponse suivante du ministre des Affaires intergouvernementales. Voici ce que je veux dire. J'avais nommé les études en question en me basant sur des affirmations faites antérieurement par le ministre lui-même. Je présuiais donc que ces études existaient.

Voici ce que le ministre m'a répondu: "Prenez, par exemple, cette histoire, ce grand chiard qu'il nous fait — il, c'est votre serviteur — à propos des études du groupe Bonin. A entendre le chef de l'Opposition tantôt, ces études sont demeurées secrètes. Or, elles ont toutes été publiées. Chaque député à l'Assemblée nationale en a reçu des copies." Là, le ministre s'adresse à moi-même: "Je vous les ai envoyées à vous-même avec une lettre. Vous les avez eues. J'ai publié toutes les études dont j'ai dit qu'elles seraient publiées. Je suis absolument formel à cet égard."

Je voudrais demander au ministre ceci, c'est une question en trois volets, d'abord, les études que j'avais mentionnées en m'inspirant de son propre témoignage antérieur, devant une commission parlementaire, sur des sujets comme l'agriculture — il n'est pas question du Benelux et de l'Irlande — au Canada et au Québec, l'immigration au Canada et au Québec, la Société centrale d'hypothèques et de logement, les politiques commerciales et tarifaires, il en avait énuméré une trentaine.

Je voudrais lui poser les trois questions suivantes. D'abord, est-ce que le ministre maintient aujourd'hui les affirmations qu'il faisait dans cette Chambre au sujet de la question que je lui avais posée, que ces études m'ont été adressées avec une lettre qui les accompagnait? Je voudrais savoir lesquelles il m'a adressées. Encore une fois, ce sont les études qui traitent du bilan du fédéralisme canadien.

Je sais très bien quelle sera la réponse à cette première question. Deuxièmement, ces études existent-elles? Troisièmement, si elles existent, pourquoi ne sont-elles pas mises à la disposition du public?

Le Président: M. le ministre des Affaires intergouvernementales.

M. Morin (Louis-Hébert): M. le Président, je pense que je vais reprendre exactement ce que j'ai déjà dit dans le passé, parce que j'ai eu l'occasion, depuis les dernières fois qu'on a discuté de cette question en Chambre, de relever tout ce que j'avais dit à ce propos. J'ai notamment revu ce que j'avais dit en décembre 1977, un vendredi, à une question avec débat, ce que j'ai dit aussi à deux ou trois reprises lorsque j'ai défendu les crédits de mon ministère et ce que j'ai aussi dit à l'occasion d'autres questions.

Il y a deux types d'études que nous avons commanditées qui portent sur des sujets d'arrière-plan, dirigées par M. Bernard Bonin, qui sont à peu près 25 ou 30 sujets différents regroupés dans huit ou neuf volumes. Elles ont toutes été, successivement, tel que promis, rendues publiques. Ce sont celles-là que le chef de l'Opposition, comme les autres d'ailleurs, a reçues ici à l'Assemblée nationale. C'est très clair. J'ai même donné, à l'occasion, le coût de ces études et il n'y a vraiment rien de secret à cet égard.

Par contre, comme c'est normal dans n'importe quel ministère — j'ai été très clair à cet égard, je regrette de ne pas avoir ici toutes mes déclarations; si je les avais, je pourrais les citer — je l'ai très bien dit à l'époque, au chef parlementaire du Parti libéral, qui participait à la discussion avec l'Union Nationale, il y a, dans n'importe quel ministère comme dans le mien, des études qui portent sur des dossiers de négociation et dans lesquelles on essaie de compiler le plus possible de données, mais qui ne sont pas nécessairement préparées de sorte que ça puisse être publié de cette façon, parce que, souvent, ce sont des résumés d'autres travaux plus abondants, plus élaborés.

(14 h 40)

Sur ces dossiers de négociation, à deux reprises au moins, j'ai dit qu'on me blâmerait si je les rendais publics, puisqu'il s'agit de choses qui, d'une part, peuvent évoluer dans le temps, parce qu'il peut y avoir dans ces textes des passages qui s'appliquent à des situations qui ont été corrigées ou qui se sont aggravées et, deuxièmement, parce que ce ne serait pas très responsable, comme gouvernement, de publier ces textes. Je crois que cela ne se fait nulle part au monde. J'ai remarqué que, dans la loi que le gouvernement fédéral se prépare à adopter sur les documents, ce genre de texte est très clairement exempté. Je pense que c'est parfaitement normal et, à cet égard, on a exactement la même attitude.

Il n'y a aucun mystère de ce côté-là. Nous avons étudié beaucoup de sujets. Il y en a d'autres qui restent à étudier. On continue, et je pense que c'est normal. Avant que nous n'arrivions, ce n'était pas aussi complet. Nous avons voulu un peu plus systématiquement reprendre ce travail. C'est précisément ce qui s'est passé.

Le Président: M. le chef de l'Opposition.

M. Ryan: M. le Président, je voudrais m'intéresser à l'une de ces études en particulier. Le 24 mai 1979, devant la commission parlementaire qui étudiait les prévisions budgétaires du ministère des Affaires intergouvernementales, le député de Jean-Talon interrogeait le titulaire de ce ministère à propos d'une étude sur l'assurance-chômage. Je vais citer quelques extraits du dialogue qui s'est poursuivi à ce moment-là, pour en venir à ma question.

M. Rivest: Est-ce que c'est la dernière? Il n'y en a pas une sur l'assurance-chômage?

M. Morin (Louis-Hébert): Non. Je ne sais pas de quoi au juste M. Ryan parlait l'autre jour — ça m'arrive souvent, d'ailleurs — on va vous aider à comprendre — mais je n'ai pas compris; je voulais le lui demander. Il a fait allusion à une étude...

M. Rivest: Il n'existe pas d'étude au ministère sur l'assurance-chômage en ce moment?

M. Morin (Louis-Hébert): J'aimerais vraiment savoir de quoi...

M. Rivest: Regardez donc encore.

M. Morin (Louis-Hébert): Je ne sais pas de quoi il parle.

M. Rivest: D'accord.

M. Morin (Louis-Hébert): Alors, ces études sont considérées distribuées, M. le Président. Elles sont publiques dorénavant, etc.

M. Rivest: Est-ce que le ministre s'engage à regarder de nouveau s'il n'y a pas une étude sur l'assurance-chômage?

M. Morin (Louis-Hébert): Il y a bien plus que ça, mais non.

M. Rivest: Est-ce qu'il y en a une?

M. Morin (Louis-Hébert): Je ne le sais pas; je n'ai rien trouvé encore précisément là-dessus.

Je voudrais demander au ministre des Affaires intergouvernementales s'il maintient toujours la même affirmation. Et je voudrais lui citer un extrait d'une étude qui existe sûrement quelque part au gouvernement, que j'ai dans les mains actuellement, qui s'intitule "Incidences du régime d'assurance-chômage au Québec", dans laquelle je ne trouve aucune considération d'ordre de stratégie gouvernementale, mais des faits, des données concrètes et des chiffres qui intéressent tous les citoyens, et qui de toute évidence, a été commandée par le ministère des Affaires intergouvernementales. L'introduction commence comme ceci: "Vers la fin d'octobre 1977, le ministère des Affaires intergouvernementales demandait à plusieurs ministères un ensemble d'études sur les incidences des politiques fédérales au Canada. Dans ce

cadre, on confiait au ministère du Travail et de la Main-d'Oeuvre, entre autres, l'analyse du régime d'assurance-chômage quant à ses incidences au Québec".

On continue. Vous avez les noms des auteurs dans celle-là. C'est déjà une amélioration par rapport à d'autres études qu'on a vues, où on n'avait même pas le courage de donner le nom des auteurs tellement elles étaient mal faites.

A la page 58 de l'étude, je vais citer un passage et je vais demander ensuite au ministre si c'est pour cela, à cause de ce passage, qu'il n'a pas voulu que l'étude soit rendue publique.

Des Voix: Ecoutez, là.

M. Ryan: Et je vais demander au ministre s'il s'agit ici de l'observation de faits ou de considérations stratégiques.

"Au tableau 24, écrivent les auteurs, nous dégageons, à l'aide de l'estimation précédente et du montant total des prestations versées au Québec en 1976, le déficit au compte de l'assurance-chômage de notre province, soit \$703 800 000."

Il est constaté au tableau qu'en 1976, l'Ontario a versé en cotisations un montant de \$107 millions supérieur aux prestations que cette province a reçues.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, la tradition parlementaire veut qu'on soit particulièrement large avec le chef de l'Opposition. Je pense l'avoir été jusqu'à maintenant. Je voudrais vous rappeler simplement qu'il y a déjà plus de vingt minutes qui se sont écoulées durant la période des questions. Normalement, ce n'est pas censé être une période de débats, comme le dit clairement notre règlement. Je vous demande de formuler la question.

M. Ryan: Je voudrais demander au ministre des Affaires intergouvernementales s'il était d'intérêt public, à la veille du grand débat référendaire, que l'on publie ces données qui sont évidemment d'intérêt général et pourquoi cette étude en particulier reste-t-elle encore enfouie dans les dossiers ou les tiroirs du gouvernement? Je tiens à déclarer que je la mets à la disposition de tous les journalistes qui y sont intéressés à compter de maintenant.

Le Président: M. le ministre des Affaires intergouvernementales.

M. Morin (Louis-Hébert): Oui, M. le Président. Tantôt, le chef de l'Opposition a commencé en citant quelque chose. Il a dit que j'aurais dit: Je ne sais pas au juste de quoi M. Ryan parlait l'autre jour. Je dois dire que cela m'arrive souvent de dire cette phrase-là, comme cela arrive à beaucoup de Québécois.

Je voudrais faire trois ou quatre commentaires sur ce qui vient d'être dit. Le premier, c'est que je confirme que nous avons toujours et j'ai toujours dit que nous avons des études d'arrière-plan et des dossiers de négociations dont nous nous ser-

vions à l'occasion. Pour cela, il fallait savoir à quoi s'en tenir pour ce qui concerne l'état de la situation. Cela vaut pour peut-être cinquante domaines. C'est peut-être ce que j'ai dit à un moment donné.

Deuxièmement, nous travaillons sur ces questions-là, comme c'est parfaitement correct de le faire, avec tous les ministères, parce qu'il ne faut quand même pas que nous nous confinions, nous autres, à des explorations en vase clos. Je pense qu'on a besoin de l'expertise de tout le monde pour que les dossiers soient les plus réalistes possible.

Troisièmement, il y a effectivement — c'est peut-être cela que le chef de l'Opposition veut dire — relativement plus, proportionnellement, de paiements d'assurance-chômage versés aux Québécois. Je crois que le système dans lequel on est expliqué pourquoi cela se passe de la sorte. C'est une confirmation justement d'une situation qu'on déplore d'un gouvernement à l'autre, depuis des années.

Quatrièmement, je dirais au chef de l'Opposition qu'à la page 81, si je ne me trompe, du rapport Pépin-Robarts, il trouvera justement sous la signature des auteurs du rapport que, s'il y a plus de paiements de transfert, c'est-à-dire non productifs, vers le Québec qu'il n'y en a vers d'autres provinces, relativement, il reste qu'il y a moins de dépenses fédérales d'ordre productif qui sont versées au Québec. Je pense que c'est un élément majeur de l'image que le chef de l'Opposition essaie de dresser.

Le Président: M. le leader parlementaire de l'Opposition, dernière question.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, je pense que les faits révélés par le chef de l'Opposition sont suffisamment sérieux et graves pour que nous prenions le temps mis à notre disposition pour poser au moins une ou deux autres questions additionnelles. Comment le ministre des Affaires intergouvernementales peut-il expliquer à cette Chambre, premièrement, le fait qu'il n'ait pas déposé le document en question, qui n'est pas un document de stratégie ni de négociation, mais un document de base et d'information?

Deuxièmement, comment le ministre des Affaires intergouvernementales peut-il expliquer le fait qu'il ait répondu négativement lorsqu'on lui a demandé en cette Chambre et en commission parlementaire l'existence même d'un document bien identifié comme étant un document sur l'assurance-chômage? Comment le ministre des Affaires intergouvernementales se trouve-t-il présentement dans une situation pour répondre, comme il l'a fait il y a quelques instants, d'une façon que je n'ose même pas qualifier, pour respecter notre règlement?

Le Président: M. le ministre des Affaires intergouvernementales.

M. Morin (Louis-Hébert): M. le Président, il est toujours étonnant d'entendre des questions comme celles-là, qui viennent de la part de quelqu'un

qui a justement été ministre des Affaires intergouvernementales, et qui sait très bien que dans ce ministère, comme dans d'autres aussi, il existe — cela, j'y tiendrai toujours — des dossiers de négociation qu'on ne peut quand même pas rendre publics pour faire plaisir à vos amis d'Ottawa.

Deuxièmement, lorsque le débat a eu lieu, je m'en souviens très bien à l'époque, le contexte était le suivant. Des études avaient été faites sur ce qu'on appelle les flux financiers, c'est-à-dire les sommes qui viennent d'Ottawa par rapport aux sommes qui retournent vers Ottawa. Il s'agit toujours de savoir — c'est le vieux problème — si on en reçoit plus qu'on en donne ou inversement. J'ai moi-même participé à ces études, c'est moi-même qui les ai commencées en 1963 et 1964, lorsque j'étais sous-ministre. La première de la série a été publiée en 1965 pour les travaux du comité parlementaire de la constitution dont j'étais le secrétaire avec, comme cosecraire, le député actuel de Jean-Talon.

(14 h 50)

A cette époque — je n'ai pas la citation ici, je la sortirai — dans l'introduction de ce document, je disais que ces études étaient partielles et qu'il ne fallait pas, à partir de celles-là, déduire, en ce qui concerne le fonctionnement du régime fédéral, des renseignements qui n'y étaient pas.

Des études de cette sorte ont été reprises en 1968-1969 et elles ont été rendues publiques en 1969-1970 — je ne me souviens pas exactement de la date — et elles portaient exactement le même avertissement, c'est-à-dire que ce sont des travaux d'ordre technique qui ne peuvent pas servir à juger d'un régime fédéral.

Quand on m'a posé ces questions, il s'agissait de savoir — ça, j'en suis, d'ailleurs, je viens de le voir par les questions qui ont été posées par le chef de l'Opposition — il s'agit toujours du même vieux problème à savoir si on reçoit plus d'argent par rapport à ce qu'on donne à Ottawa. Dans le cas de l'assurance-chômage, je pense que ce que j'ai dit tantôt est parfaitement exact, on en reçoit plus, parce qu'il y a plus de chômeurs au Québec, étant donné le système dans lequel on est présentement.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, si on me permet...

Le Président: M. le leader parlementaire de l'Opposition, très brièvement, parce que... Oui, je comprends, M. le député de Verdun...

M. le député de Saint-Louis, vous êtes en train de prendre le temps qui serait dévolu, au leader parlementaire de l'Opposition.

Alors, je voudrais vous signaler qu'il y a 31 minutes de la période des questions d'écoulées. Soyez bref, s'il vous plaît!

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, ma question sera d'autant plus brève qu'elle me semble très précise.

Le ministre n'a pas déposé ce document. Il en a même nié l'existence. A-t-il maintenant l'inten-

tion de le déposer? Et, deuxièmement, y a-t-il d'autres documents de cette nature que le ministre cache sciemment?

Le Président: M. le ministre des Affaires intergouvernementales.

M. Morin (Louis-Hébert): M. le Président, le ministre ne cache rien sciemment. Le ministre se conforme à une règle qui est parfaitement normale dans n'importe quel pays démocratique, c'est celle dont j'ai parlé tantôt. C'est que les documents de négociation, nous les gardons, et c'est notre responsabilité de le faire. Il ne s'agit pas, à ce moment-là, de s'en servir comme instrument politique et partisan. C'est justement ça, je pense, qu'il faut éviter dans le débat.

Le Président: M. le chef de l'Union Nationale.

Droit de grève dans les écoles et dans les hôpitaux

M. Biron: M. le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Il y a trois semaines...

Une Voix: Démissionnez!

M. Biron: ... le 16 octobre dernier, j'ai...

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît!
M. le chef de l'Union Nationale.

M. Biron: Il y a trois semaines, le 16 octobre dernier, j'ai posé des questions au premier ministre à propos du droit de grève dans les secteurs public et parapublic et, en particulier, dans les écoles et dans les hôpitaux. Je voudrais tout simplement citer au premier ministre une partie de ma question et une partie de sa réponse.

Je disais: "Est-ce que le premier ministre ne croit pas, justement, que la primauté des droits des citoyens, des vieillards et des enfants en particulier, est une raison suffisante en soi pour remplacer le droit de grève dans ce secteur des hôpitaux et des écoles?"

Le premier ministre qui m'avait répondu terminait sa réponse en disant ceci: "Je serais d'accord pour dire simplement ceci, c'est que le moins qu'on puisse dire, c'est que c'est déplorable et que cela ne peut pas durer indéfiniment. C'est une question de jours, peut-être même pas de semaines, avant qu'on soit obligé de réagir, c'est sûr". Cela fait trois semaines de cela, M. le Président. On nous annonce une grève générale dans ces secteurs des hôpitaux et des écoles pour le dimanche 11 novembre et le lundi matin, 12 novembre. Est-ce que le premier ministre juge que trois semaines, c'est trop long et est-ce encore une question de jours pour réagir avant que cela devienne une grève véritablement générale dans ces deux secteurs?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): Quand je parlais d'une question de jours, M. le Président, c'était dans le contexte... C'est la seule fois, je pense, que c'est arrivé; donc, le député de Lotbinière trouvera dans le contexte de ma réponse, en particulier en ce qui concerne ce qu'on appelle les moyens de pression — je vais reprendre ce que disait le député de Bonaventure — que j'ose de moins en moins qualifier de la part du Syndicat de la fonction publique, qu'il s'agissait essentiellement d'une question de jours que je n'ai pas essayé de définir dans le genre trois, quatre, cinq, six pour être sûr que les chèques, c'est-à-dire les prestations absolument essentielles pour des gens qui sont parmi les plus fragiles, les plus mal pris dans la société, puissent être envoyés. Depuis lors, on a réussi à s'organiser, entre autres, à la Commission des accidents du travail. Je ne veux pas dire qu'il y a là une solution pour longtemps, mais on a réussi à s'organiser à la Commission des accidents du travail après beaucoup d'efforts avec les cadres pour pouvoir émettre pour le mois de novembre les chèques les plus pressants, en particulier pour les invalides permanents. On suit de jour en jour ce qui, de près ou de loin, peut affecter directement ce qu'on peut appeler très nettement la santé ou la sécurité de milliers de citoyens.

Dans tout ce qui se passe, au milieu d'une vaste confusion dans les esprits, c'est évident, il y a quelque chose de nouveau et de profondément inquiétant qui se déroule. Je pense que le ministre des Finances l'a assez clairement expliqué l'autre jour dans un tableau général de ce qui se passe. Malheureusement, cela n'a pas beaucoup reçu le traitement cohérent que cela aurait mérité, à notre avis, dans les media d'information, mais, enfin, cela fait partie des problèmes. Quelque chose d'assez inquiétant ressort et c'est ceci: c'est que la grève contre l'Etat, c'est-à-dire l'employeur public, est en train de devenir non plus un dernier recours, ce que la grève, semble-t-il, devrait être surtout dans un secteur comme celui-là, mais un instrument de harcèlement dont on use à tout propos sans aucun égard pour l'ensemble des citoyens et parfois, de plus en plus souvent même, sans beaucoup d'égards pour les syndiqués qu'on s'abstient indéfiniment de consulter, et cela dans le plus délicat de tous les domaines.

Cela veut dire que la grève est presque en train de devenir un instrument de facilité. C'est contraire à la notion même de grève, à notre avis. Ce qui n'exclut pas, surtout en ce qui concerne le front commun, comme cela a été dit tout à l'heure, qu'on continue, en tenant compte de la bonne foi qu'il faut présumer jusqu'au bout de toute négociation, qu'on continue des négociations qui, de l'avis du gouvernement, ont suffisamment avancé et plus rapidement que jamais, pour ne pas justifier ces pseudo-moyens de pression auxquels on assiste ou qu'on évoque de tous bords et de tous côtés. Il est évident que si cela continue, et à plus forte raison si cela s'accroît, on aura à prendre des décisions très importantes en tant que gouvernement. Mais comme la situation évolue vraiment d'heure en heure, le Conseil des

ministres sera appelé à regarder cela très intensément demain, mercredi. Il y aura également une séance jeudi et s'il en faut davantage, il y en aura d'autres, parce que c'est vraiment quelque chose qui évolue d'heure en heure et sur quoi je voudrais m'abstenir d'aller plus loin pour l'instant ici à l'Assemblée nationale.

Le Président: M. le chef de l'Union Nationale.

M. Biron: Une simple question additionnelle au premier ministre. Le premier ministre a parlé de ceux qui étaient mal pris, les plus mal pris dans la société. On annonce pour dimanche une grève générale dans les hôpitaux, en particulier. Je pense que les malades sont assez mal pris, d'autant plus que le premier ministre dit que la grève est devenue, dans la fonction publique, un instrument de harcèlement, un instrument de facilité. Est-ce que le gouvernement entend, avant la fin de semaine, avant dimanche, avant que les gens ne sortent en grève d'une façon définitive, possible en tout cas, mettre certaines balises pour que ces décisions malheureuses de la part de certains chefs syndicaux, peut-être, soient quand même changées pour répondre aux besoins des citoyens du Québec? Est-ce que le gouvernement entend apporter devant cette Assemblée nationale une loi spéciale avant vendredi, ce qui pourrait régler le problème et assurer à la population du Québec les services dans les hôpitaux en particulier?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): M. le Président, j'ai bien dit que la situation évolue d'heure en heure. Je ne sais pas où le chef de l'Union Nationale a pris ce qu'il vient de nous annoncer, c'est-à-dire qu'il y aurait une grève générale dans les hôpitaux lundi. Nous avons su, mais de façon verbale jusqu'à présent, que fort probablement, on ne le sait pas encore, il y aurait un avis de grève pour lundi le 12 et non pas pour dimanche, en ce qui concerne les unités du front commun.

De toute façon, avant que tout ça soit confirmé ou infirmé de façon définitive, je répète ce que j'ai dit tout à l'heure. Le Conseil des ministres examinera ça de jour en jour et vraiment, à compter de demain, si, à un moment donné, on doit avoir recours, ce qu'on espère de toute façon ne pas être obligé de faire, à l'Assemblée nationale, l'avis sera donné normalement.

Le Président: M. le chef de l'Union Nationale.

M. Biron: Question additionnelle au ministre des Affaires sociales sur le même sujet. Le président du SFPQ, M. Harguindeguy, a dit hier que c'était dans les journaux de ce matin — "le ministre Lazure va crier" à cause de certaines dispositions qu'on va prendre contre le ministère des Affaires sociales en particulier: on va faire des débrayages plus intensifs là-dedans. Est-ce que le ministre a prévu des mécanismes, non pas seulement pour crier, mais au moins pour que les

citoyens du Québec puissent recevoir les services auxquels ils ont droit de la part de son ministère? (15 heures)

Le Président: Le ministre des Affaires sociales.

M. Lazure: M. le Président, je ne pense pas que notre réaction habituelle soit de crier. Nous avons prévu un système pour assurer la distribution des chèques aux bénéficiaires de l'aide sociale. Jusqu'ici, heureusement, les débrayages ont toujours respecté une entente assurant les services essentiels parmi les syndiqués, ce qui nous a permis d'émettre tous les chèques d'aide sociale, régulièrement, depuis le début des débrayages. Si M. Harguindeguy laisse entendre que son syndicat ne respectera pas les services essentiels — j'espère que ce n'est pas le cas — nous avons prévu des mécanismes efficaces pour quand même distribuer les chèques d'allocation sociale.

Le Président: M. le député de Brome-Missisquoi.

M. Russell: M. le Président, question additionnelle au premier ministre. Dans le contexte de toutes ces grèves qu'on a vécues depuis quelques années, depuis presque 1964, depuis qu'on leur a donné ce droit de grève — le premier ministre s'en rappelle, il était membre du cabinet du gouvernement du temps — le tout a été fait de bonne foi, mais comme le dit le premier ministre, les gens semblent l'utiliser pour d'autres fins. Cela cause depuis plusieurs années — pas seulement durant cette négociation, mais durant les négociations précédentes qui ont eu lieu sous d'autres gouvernements — un malaise général chez la population, non pas simplement au sein du gouvernement, mais aussi chez toutes ces corporations paragonnementales où il y a des monopoles, comme l'Hydro-Québec. On a vécu ça à Montréal la semaine dernière. On sait ce qui s'est passé là et ce n'est pas la première fois que ça se produit, ça va continuer à se produire.

Dans ce contexte qu'on vit actuellement, est-ce que le premier ministre ne serait pas d'accord, étant donné qu'on siège actuellement, pour prendre les dispositions pour demander à ces gens un moratoire de 90 jours, sinon prendre d'autres moyens pour leur en imposer un? On pourrait ensuite, dans l'espace de quelques jours, trouver un mécanisme qu'on pourrait soumettre à l'occasion d'un référendum. Ce serait un vrai référendum auquel, j'en suis convaincu, il y aurait un oui, pour demander à la population ce qu'elle en pense, parce qu'elle est réellement affectée par tout ce brouhaha, ce mélange, cette mésentente qui semble exister actuellement et dont personne ne semble vouloir prendre la responsabilité pour régler le problème une fois pour toutes.

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): M. le Président, je peux simplement promettre au député que l'opi-

nion qu'il vient d'exprimer va recevoir toute l'attention qu'elle mérite, y compris ce qu'il a indiqué comme sa perception du sentiment de l'opinion publique. Je pense qu'elle est suffisamment claire actuellement pour qu'on n'ait même pas besoin de référendum.

Le Président: M. le député de Rouyn-Noranda.

Entretien des routes en temps de grève

M. Samson: M. le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports. C'est une question qui fait suite à des questions que je pose déjà depuis quelques semaines. Si je suis obligé de revenir sur le même sujet, c'est que le problème se pose encore. Il s'agit de l'entretien des routes dans les régions où il y a actuellement des averses de neige. À Québec, aujourd'hui, on est en plein soleil, mais dans la région du Nord-Ouest, M. le Président, il y a de la neige et on m'informe, par un télégramme de la Chambre de Commerce de Rouyn-Noranda ce matin, qu'il y a encore plusieurs accidents dus à une chaussée extrêmement glissante.

Le ministre peut-il nous dire aujourd'hui s'il y a des mesures autres que celles auxquelles il a fait allusion la semaine dernière, c'est-à-dire que les gens n'utilisent pas les routes, qu'ils demeurent chez eux? C'était là le genre de réponse à laquelle nous avons eu droit. Mais, plus on avance dans le temps, plus c'est possible que ce problème se retrouve dans toute la province de Québec. C'est peut-être précurseur d'averses de neige qui viendront ailleurs, ce qui arrive à Rouyn-Noranda aujourd'hui et ce qui est arrivé la semaine dernière. Le ministre peut-il nous annoncer autre chose que cela? Depuis une semaine a-t-il eu le temps de voir à cette question et a-t-il maintenant des solutions à proposer pour au moins tout le temps que pourraient durer les grèves ou les lock-out? Il y a eu lock-out la semaine dernière, ce qui a causé les problèmes, mais on me dit que le lock-out a été levé et que, dès qu'il y eut levée du lock-out, les employés se sont immédiatement mis en grève.

Le Président: M. le ministre des Transports.

M. de Belleval: M. le Président, je suis informé aussi qu'actuellement les districts d'Amos, de Macamic et de Rouyn sont soumis à des averses de neige, comme l'a dit le député de Rouyn-Noranda, que les employés affectés aux services essentiels refusent d'assumer ces services sous prétexte que les cartes d'identification de ces employés qui sont affectés aux services essentiels ne sont pas signées, ce qui est manifestement un prétexte puisque, depuis jeudi dernier, le syndicat lui-même se déclare non disponible pour signer de telles cartes.

Depuis quelques jours et à quelques reprises, nous avons été confrontés à des manifestations semblables de mauvaise foi de la part du syndicat en ce qui concerne le respect de la parole donnée

en matière de services essentiels. Nous avons pris quelques moyens pour minimiser les risques causés par une telle attitude du syndicat. Je les ai mentionnés la semaine dernière, en particulier le recrutement d'entrepreneurs privés pour suppléer aux services, l'utilisation des services de la Sûreté du Québec pour fermer l'accès aux routes si la situation dégénère.

Comme ministre des Transports, dans les circonstances, je pense qu'avec les mesures que j'ai mises en oeuvre, qui sont effectivement des palliatifs, je suis allé jusqu'au bout de ces mesures. Je ferai rapport demain au Conseil des ministres sur la situation, telle qu'elle a évolué durant les derniers jours et durant les dernières heures. Il reviendra, comme l'a mentionné tout à l'heure le premier ministre, au Conseil des ministres et au gouvernement de prendre les dispositions qui s'imposent dans les circonstances.

Le Président: Fin de la période des questions.

M. Samson: M. le Président.

Le Président: Nous en sommes maintenant aux motions non annoncées...

Une Voix: Consentement.

Le Président: Est-ce qu'il y a consentement? Il n'y a pas consentement, M. le député de Rouyn-Noranda. Il n'y a pas consentement.

M. Samson: Il n'y a pas consentement sur un sujet aussi important que cela, M. le Président.

Le Président: Motion...

M. Samson: Il n'y a pas consentement sur un sujet aussi important que cela. Il n'y a pas de consentement.

Le Président: M. le député de Rouyn-Noranda, il y a un consentement, mais pour une brève question. Je vous signale qu'il y avait déjà eu une question posée sur le même sujet la semaine dernière par vous-même comme député de Rouyn-Noranda. Alors, je vous demande d'être bref.

M. Samson: M. le Président, oui, c'est la quatrième question que je pose sur le même sujet.

Le Président: Ne perdons pas de temps, M. le député de Rouyn-Noranda.

M. Samson: Je voudrais demander au ministre s'il est vrai que le syndicat a signé un document selon lequel, à compter du 1er novembre, il s'engage à s'occuper du maintien des services essentiels en mettant à la disposition un tiers de l'effectif. Est-il vrai que ce document existe? Si le syndicat ne respecte pas la signature, je pense qu'il est important que la population le sache. Le ministre est-il disposé, devant cette Chambre, avec le consentement unanime, à nous déposer ce document?

Le Président: M. le ministre des Transports.

M. de Belleval: Oui, le syndicat a signé un tel document, c'est d'ailleurs aux dispositions de ce document auquel je réfèrais tout à l'heure, dans ma réponse, et auquel j'ai référé dans les réponses antérieures. Je n'ai, bien entendu, aucune objection à déposer ce document en cette Assemblée dès demain.

Le Président: Motions non annoncées...

M. Charron: M. le Président...

Le Président: M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Charron: Je pense recueillir l'assentiment de l'Assemblée pour souligner avec éclat et beaucoup de plaisir l'interruption très temporaire que notre collègue de Limoilou a voulu donner à sa longue convalescence, et souligner sa présence parmi nous, aujourd'hui, à l'Assemblée nationale.

Le Président: Enregistrement des noms. M. le ministre des Affaires municipales, aux motions non annoncées.

Félicitations aux élus lors des élections municipales

M. Guy Tardif

M. Tardif: M. le Président, j'espère également recueillir l'assentiment de cette Chambre pour une motion à savoir qu'à l'occasion des élections qui ont eu lieu dimanche et lundi dernier dans 1075 municipalités du Québec, cette Assemblée adresse des félicitations pour leur participation à tous les candidats et candidates, et ses meilleurs vœux de succès aux maires, conseillers et conseillères élus ou réélus.

Le Président: Il y a consentement sur la motion.

M. le chef de l'Opposition.

M. Claude Ryan

M. Ryan: M. le Président, je m'associe très volontiers aux paroles de félicitations qui viennent d'être prononcées à l'endroit de tous ceux qui ont été élus à l'occasion des élections d'hier. Nos élus municipaux jouent un rôle absolument fondamental dans le fonctionnement de notre démocratie.

Vous me permettez de souligner, entre autres, deux résultats qui sont d'une actualité particulière pour nous tous, d'abord l'élection à la mairie de Lachute de notre ancien collègue, le Dr Zoël Saindon et, deuxièmement, l'élection à la mairie de Saint-Georges-Ouest, dans Beauce-Sud, de M. Robert Dutil qui était candidat à la convention du Parti libéral, au mois d'août et qui, aujourd'hui même, donne une conférence de presse dans laquelle il est solidaire du candidat libéral actuel.
(15 h 10)

Le Président: M. le député de Richmond.

M. Yvon Brochu

M. Brochu: J'aimerais également, au nom de l'Union Nationale, joindre ma voix à celle de mes collègues, afin d'exprimer toutes nos félicitations à tous ceux qui, à travers la province, ont été choisis comme échevins ou comme maires dans nos municipalités. Vous me permettrez également, M. le Président, de profiter de l'occasion pour remercier tous ceux qui, s'étant retirés lors de cette élection, ont, au cours des années passées, servi leur municipalité dans l'intérêt de leur population, dans le cadre de la politique municipale.

M. le Président, on sait que le palier municipal est un palier de gouvernement relativement près des citoyens et des problèmes quotidiens. On sait aussi que ces charges sont passablement pesantes, écrasantes et de plus en plus exigeantes à cause de toutes les technicités également qui sont imposées à nos serviteurs sur le plan municipal. Dans ce sens, l'Union Nationale est heureuse de leur offrir nos meilleurs vœux à l'occasion de leur élection pour l'accomplissement des nombreuses tâches et responsabilités du mandat qui leur a été confié.

Le Président: Sur la motion, M. le député de Rouyn-Noranda.

M. Camil Samson

M. Samson: M. le Président, très brièvement, je voudrais également m'associer à l'honorable ministre des Affaires municipales pour féliciter tous ces candidats qui non seulement ont été élus ou réélus, mais qui ont eu, je pense, cette bonne idée de s'associer à la vie municipale, ce qui n'est pas facile de nos jours, ce qui est même de plus en plus difficile. Il y a même des endroits où, comme on dirait, je ne sais pas si c'est pour calquer les sondages de certains comtés aux élections partielles où c'est serré, on rapporte qu'il y a même un endroit où la secrétaire d'élection a dû voter pour pouvoir qualifier un échevin. C'est dans le comté de Montmagny, je pense, où les votes sont arrivés à égalité et c'est la secrétaire d'élection et elle se demandait si c'était là d'égal à égal. Vous voyez comme, d'égal à égal, il faut toujours quelqu'un pour décider quand même. Elle se demandait si c'était la première fois que cela se produisait. Or, cela s'est produit en 1963 dans le comté de Pontiac-Témiscamingue, où c'est arrivé également d'égal à égal et où le président d'élection avait dû voter aussi. D'égal à égal, savez-vous comment cela se produit? Dans ce cas, cela s'était produit tout simplement par une pièce de \$0.25 tirée à pile ou face et c'est comme cela que la population avait finalement su qui devait la représenter.

L'histoire ne nous dit pas si cela s'est produit comme cela dans le comté de Montmagny, mais il reste que cela a été une chaude lutte, et si la lutte est aussi chaude que cela dans les comtés de Maisonneuve, de Beauce-Sud et les autres, cela promet beaucoup, M. le Président.

Le Président: Est-ce que la motion sera adoptée?

Des Voix: Adopté.

Le Président: Adopté. Aux avis à la Chambre. M. le leader parlementaire du gouvernement.

Avis à la Chambre

M. Charron: M. le Président, j'indique comme menu, pour commencer cette journée, d'abord, que nous allons prendre en considération le rapport que la commission des affaires municipales et son rapporteur nous ont fait des travaux sur la loi 125 qui, au cours de l'été, a été étudiée article par article. Par la suite, nous devrions procéder à la troisième lecture, finale donc, du projet de loi no 107 concernant le logement et qui est inscrit au nom du ministre des Affaires municipales.

Je fais donc motion, M. le Président, pour que, pendant que la Chambre procédera dans l'ordre que je viens d'indiquer à ces travaux, se réunisse au salon rouge, jusqu'à 18 heures et toute la soirée jusqu'à 22 heures, la commission de la présidence du conseil et de la constitution, afin, aujourd'hui, et pour aujourd'hui seulement, d'échanger avec les membres de la Commission permanente de la réforme des districts électoraux qui ont déjà soumis un rapport à l'attention des membres de l'Assemblée.

Je fais donc motion pour que cette commission puisse se réunir, M. le Président.

Le Président: Est-ce que cette motion sera adoptée?

Des Voix: Adopté.

Le Président: Adopté. La commission peut se réunir immédiatement.

Nouvel article 12 du règlement sessionnel (commissions élues permanentes)

M. Charron: M. le Président, je voudrais d'abord faire motion, s'il n'y a pas tempête à soulever, pour que la motion qui est au feuilleton à mon nom et qui est aujourd'hui l'article 1, soit adoptée par l'Assemblée avant que nous procédions à l'ordre du jour. Je dis pourquoi je le fais aujourd'hui. Une fois que nous aurons statué sur le nom et le nombre des commissions parlementaires émanant de cette Assemblée, j'ai l'intention de convoquer une réunion de la commission de l'Assemblée nationale pour que chacun des partis puisse inscrire sous le chapeau de ces commissions, les membres des différentes formations politiques qu'on veut y voir siéger. J'ai l'intention de faire cette réunion jeudi, après la période de questions.

M. le Président, je n'ai rien d'autre à ajouter sauf pour dire que les nouveaux noms de commissions parlementaires ne sont qu'un reflet des nouvelles attributions ministérielles que le premier ministre a consacrées dans le remaniement du 21

septembre dernier. Je fais donc motion pour que cet amendement à notre règlement soit accepté par l'Assemblée.

Le Président: Est-ce que cette motion sera acceptée?

M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, cette motion nous permettrait évidemment de discuter davantage et de saisir cette Assemblée de certains aspects du dernier remaniement ministériel. On pourrait en profiter peut-être pour relire la déclaration du ministre de l'Industrie et du Commerce démissionnaire relativement à la politique économique du gouvernement. Autrement dit, nous pourrions prendre pas mal de temps pour réellement aller au fond de cette motion qui ouvre des portes très grandes en procédure parlementaire. Par contre, dans un grand geste de collaboration et imbu du sens des responsabilités qui devrait être une inspiration pour ce gouvernement en d'autres occasions particulièrement, je suis heureux d'indiquer à la présidence que nous allons adopter sans débat cette motion du leader parlementaire du gouvernement, à la condition que ce soit un voeu unanime de cette Assemblée. Car s'il y a des intervenants qui veulent ajouter quelque chose, il est évident qu'il nous arriverait d'être tentés de retirer cette offre de collaboration tellement sincère et ouverte que tout est transparent dans notre approche.

Le Président: Est-ce que la motion, présentée par M. le leader parlementaire du gouvernement, sera adoptée?

Une Voix: Adopté.

Le Président: Adopté, M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Charron: Je remercie tout le monde, M. le Président!

Je vous demanderais maintenant d'appeler l'article 21 du feuillet, M. le Président.

Question de privilège relative à un article de journal

Le Président: J'appelle maintenant la prise en considération du rapport de la commission permanente des affaires municipales qui a étudié le projet de loi no 125, Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

M. le ministre d'Etat à l'Aménagement, en vous demandant de suspendre votre intervention l'espace de quelques secondes pour me permettre de donner lecture d'un avis qui m'a été communiqué et que j'étais sur le point d'oublier. Je m'en excuse, M. le député de Papineau.

"Québec, le 6 novembre 1979, M. le Président, conformément à l'article 34 du règlement, je désire vous informer que j'entends donner certaines

explications, avant l'appel des affaires du jour, à la séance d'aujourd'hui, sur un fait qui me concerne en tant que membre de cette Assemblée. Il s'agit d'une rectification de faits que je veux apporter à la suite de la publication d'un article dans le journal anglais The Post du mercredi 26 septembre dernier, article dont je viens de prendre connaissance et qui allègue à mon sujet des faits complètement faux. Veuillez agréer, M. le Président, l'assurance de ma considération distinguée." C'est signé de Jean Alfred, député de Papineau.

M. le député de Papineau, sur votre question de privilège.

M. Jean Alfred

M. Alfred: M. le Président, si j'ai tardé à rectifier cela, c'est parce que je ne parle pas anglais et je n'ai pas eu connaissance du journal qui a eu des propos malveillants à mon endroit. L'attaque à mon endroit concerne Jean Alfred, ma situation économique, mon épouse et également ma vie dans le comté. Comme je ne parle pas anglais, je vais rectifier, pour la population et pour tout le monde ici présent, les faussetés qui se trouvent dans le journal The Post, un journal dirigé par Willie Assad, le frère de l'ex-député libéral Mark Assad du comté de Papineau.

(15 h 30)

Dans ce journal, on dit que Jean Alfred a loué sa maison dans son comté. Il est faux que j'aie loué ma maison dans le comté de Papineau. Tout ce que je fais, c'est que je partage avec une famille de quatre personnes, une mère et ses trois enfants expulsés de leur propre logement et qui en avaient un pressant besoin. J'affirme de mon siège que je n'en retire aucun bénéfice pécuniaire. Je continue à assumer tous les frais de ma propriété, 430, Caron, Gatineau, comme cela existait avant le 15 novembre 1976.

Deuxièmement, M. le Président, depuis le 15 novembre 1976, j'ai toujours eu deux résidences, ma maison et également une résidence secondaire dans Québec. La résidence secondaire, comme tout le monde le sait, est payée totalement ou partiellement par le gouvernement, suivant que le député prend un logement très spacieux, très vaste, très luxueux, ou un logement moins spacieux.

Troisièmement, dans cet article, on parle d'une tornade qui a eu lieu dans le comté de Papineau et le journaliste m'a attaqué, disant que j'étais absent. En effet, le jour de mon départ pour un voyage en Europe, une tornade s'est malheureusement abattue sur la ville de Buckingham, dans mon comté. Vous comprendrez que tous les préparatifs du départ étaient complétés et qu'il m'était impossible de changer quelque décision que ce soit. Cependant, j'ai immédiatement communiqué avec le premier ministre du Québec, avec le ministre des Affaires municipales et surtout avec le ministre des Travaux publics, Mme Jocelyne Ouellette, afin qu'ils apportent toute l'aide nécessaire aux sinistrés, ce qui a été fait d'une façon exemplaire.

Quatrièmement, dans ce journal, on dit que ma femme, qui travaille à Québec, se déplace ici, et on en fait une question économique. Quant à mon épouse, il était beaucoup plus avantageux pour elle financièrement qu'elle garde son emploi à Ottawa au lieu de venir travailler à Québec. C'est par choix personnel qu'elle a décidé de changer de travail, parce que le travail qu'elle a à Québec correspond davantage à ses intérêts personnels. Dois-je dire aussi à cette Assemblée qu'entre Madame Alfred et Jean Alfred, il y a deux souverainetés associées.

Une Voix: Bravo!

M. Alfred: Cinquièmement, M. le Président, je dois vous dire que je remplis ma tâche de député à temps plein, ayant toujours été dans mon comté toutes les fins de semaine, vendredi, samedi, dimanche et lundi, jours où je fais du bureau. Mes adversaires sont très malheureux, M. le Président, de ma trop grande présence auprès de la population. Enfin, j'ai communiqué, M. le Président, avec l'auteur de ce journal, The Post, concernant les allégations qu'il a proférées à mon sujet dans son éditorial. L'éditorialiste s'appelle M. Stu Lake. Il m'a dit que c'était la responsabilité du propriétaire du journal, M. Willie Assad le frère de l'ex-député libéral du comté, M. Mark Assad, limogé le jour précédant l'émission des brefs d'élection de 1976. Il n'était même pas mon adversaire. Il a affirmé, M. le Président, que c'était M. Willie Assad, propriétaire du journal, qui était responsable. Lorsque j'ai communiqué avec M. Willie Assad, propriétaire du journal, il m'a dit que c'était la responsabilité de l'éditorialiste, M. Stu Lake. Qui dit faux, M. le Président? Je déplore — et je termine...

M. Verreault: Question de règlement, M. le Président.

Le Président: M. le député de Shefford.

M. Verreault: J'écoute le député de Papineau et je n'ai pas tout à fait saisi. Le député veut-il nous faire croire qu'il demeure maintenant dans Québec et qu'il ne demeure plus dans Papineau?

Le Président: Je regrette, M. le député de Shefford. Il ne s'agissait pas là d'une question de règlement et je vous demande de ne pas en abuser. M. le député de Papineau, en vous demandant de conclure.

M. Alfred: M. le Président, je déplore la façon malhonnête et malveillante dont certaines personnes s'y prennent pour essayer de perdre, de ternir et même de noircir la réputation du député du comté de Papineau. Je demande donc aux électeurs de mon comté de se montrer très vigilants. J'ai appris avant-hier que celui qui était à l'origine de toutes les rumeurs n'était autre que François Leclerc qui dit avoir obtenu cela d'une autre personne. Et c'est avec cela que M. Stu Lake a fait

un éditorial parce qu'il est contre le Parti québécois, contre le référendum et contre le député de Papineau.

Le Président: Très bien. Merci, M. le député de Papineau. M. le ministre d'Etat à l'Aménagement, je vous invite maintenant à faire votre intervention sur la prise en considération du rapport de la commission.

M. le ministre d'Etat à l'Aménagement.

Prise en considération du rapport de la commission ayant étudié le projet de loi no 125

M. Jacques Léonard

M. Léonard: M. le Président, la commission permanente des affaires municipales a siégé au cours de l'été, au cours du mois d'août, sur le projet de loi 125 et y a apporté plusieurs amendements. Le rapport a été déposé ici en cette Chambre. Nous avons déposé quelques amendements qui sont de pure forme ou de concordance.

Par exemple, à l'article 51 du projet de loi, on veut de nouveau modifier cet article par le remplacement, à la quatrième ligne du troisième alinéa, du mot "résident" par les mots "propriétaire ou locataire" pour faire la concordance avec le premier alinéa de l'article qui a été modifié pour parler de locataire et de propriétaire.

L'article 53, quant à lui, est de nouveau modifié par le remplacement, à la dernière ligne du premier alinéa, des mots "la règle prévue" par les mots "les dispositions prévues" qui sont de pure forme, on le reconnaîtra.

De la même façon, à l'article 64 du projet de loi nous apportons une nouvelle modification en remplaçant, à la deuxième ligne du deuxième alinéa, les mots "ou son règlement de lotissement" par les mots "son règlement de lotissement ou son règlement de construction". Il s'agit, encore une fois, d'une concordance avec le premier alinéa.

À l'article 67, il y a une nouvelle modification en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant: "Copie du règlement est, dès son adoption, transmise à chacune des municipalités qui font partie du territoire de la municipalité régionale de comté ainsi qu'au ministre et elle est enregistrée à la commission." Il s'agit d'un amendement de concordance.

De la même façon, à l'article 147, on supprimerait, à la deuxième ligne du quatrième paragraphe, le mot "de". Il s'agit d'un amendement de pure forme.

De même, à l'article 155, il s'agit d'un amendement de pure forme et on remplace l'article 173 par le suivant: "Les fonctionnaires et employés d'une corporation de comté à laquelle succède une municipalité régionale de comté continuent leurs services comme fonctionnaires et employés de la municipalité régionale de comté sans réduction de traitement, conservent leur ancienneté et demeurent en fonction jusqu'à leur démission ou

leur remplacement". Cela fait suite aux remarques qui ont été apportées lors du congrès des secrétaires municipaux. Cette formulation est d'ailleurs plus précise et davantage conforme à des dispositions similaires d'autres lois.

Quant à l'article 195, nous proposons, pour assurer la concordance, qu'il soit de nouveau modifié par le remplacement, à la deuxième ligne du troisième alinéa, des mots "des deux tiers" par les mots "de la majorité absolue". Nous avons adopté cet amendement lors de la discussion d'un article semblable.

A l'article 220, nous proposons de remplacer, à la fin, les mots "du schéma d'aménagement" par les mots "d'un schéma d'aménagement ou aux dispositions d'un règlement de contrôle intérimaire". Encore une fois, c'est une modification de concordance.

A l'article 231, nous proposons de remplacer le deuxième alinéa par le suivant: "Lorsque la requête conclut à l'exécution de travaux ou à la démolition, le tribunal peut, à défaut par le propriétaire ou la personne qui a la garde de l'immeuble, y procéder dans le délai imparti, autoriser la municipalité régionale de comté ou la municipalité à y procéder aux frais du propriétaire du bâtiment." Il s'agit d'une reformulation pour des raisons de forme.

(15 h 30)

Enfin, à l'article 237, cet article est de nouveau modifié par le remplacement, à la deuxième ligne du deuxième alinéa, du mot "échéance" par le mot "terme". Donc, il s'agit d'un amendement de concordance et de forme.

Voilà, Mme la Présidente, les amendements que nous proposons. Il s'agit donc d'amendements de pure forme ou de concordance. Merci.

La Vice-Présidente: M. le député...

M. Blank: Je veux laisser le représentant de l'Union Nationale parler avant nous, parce que notre député qui est responsable du dossier est allé chercher son dossier.

La Vice-Présidente: M. le député de Belle-chasse.

M. Goulet: Merci, Mme la Présidente. Au sujet de la prise...

La Vice-Présidente: Vous pouvez, à la fois, parler sur les amendements du ministre d'Etat à l'Aménagement, sur vos amendements et sur le rapport comme tel.

M. Bertrand Goulet

M. Goulet: Cela va, merci, Mme la Présidente. Au sujet de la prise en considération de ce rapport et concernant les amendements proposés par le ministre, tel qu'il le dit, c'est de concordance et je pense que ces amendements sont acceptables. Personnellement, j'ai soumis et déposé, au nom de ma formation politique, trois amendements dont le plus important touche la modification de

l'article 167, sur les lettres patentes, au sujet de la constitution des municipalités régionales de comté.

L'article que j'aimerais voir amendé, Mme la Présidente, c'est l'article 167; j'avais demandé qu'il soit modifié en insérant, au premier alinéa, à la première ligne, entre les mots "patente" et "constituer", les mots "à la demande expresse des corporations de comté". Si cet amendement était accepté, l'article 167 se lirait comme suit: "Le gouvernement peut, par lettre patente, à la demande expresse des corporations de comté, constituer des municipalités régionales de comté et, à cette fin, modifier le territoire des municipalités, ou ériger des territoires en municipalité de comté".

En ce qui concerne les deux autres amendements proposés, soit à l'article 169 et à l'article 246, c'est de concordance, mais au lieu de la constitution des municipalités régionales de comté, c'est quand on parle de la composition des municipalités régionales de comté. On sait que ça touche l'émission des lettres patentes et on sait qu'à maintes reprises j'ai revendiqué, pour les corporations de comté, la pleine autorité sur l'émission des lettres patentes et le ministre d'Etat à l'Aménagement n'a pas daigné se rendre à notre argumentation. C'est pour cela que, fidèle à ma pensée, j'ai ajouté au rapport ces trois amendements pour restituer aux corporations de comté le pouvoir de décider de leur avenir concernant le découpage territorial.

L'incursion du gouvernement dans le découpage territorial par le biais de l'article 167 — pour lequel je propose un amendement — porte atteinte au principe même de la décentralisation; c'est pour ça que je pense qu'il n'est pas trop tard pour, encore une fois, demander au ministre de bien vouloir changer sa position. Si je le fais, c'est, encore une fois, fort de l'appui des 1200 maires ou des représentants de ces 1200 maires réunis, encore dernièrement, lors du congrès général de l'Union des conseils de comté. Ces 1200 maires ont encre une fois — ça doit faire la 10e, 15e ou 20e fois — demandé, et au ministre et au premier ministre, à peu près ce qui suit: "L'Union des conseils de comté, suite à son congrès annuel tenu à Montréal du 18 au 21 octobre dernier, réitère à nouveau ses demandes antérieures concernant le projet de loi no 125."

Cet organisme qui compte en son sein tout près de 1200 maires représentant toutes les municipalités rurales du Québec désire obtenir des garanties législatives quant au respect des limites de comté et au découpage du territoire du Québec. Il insiste pour que soit protégée l'intégrité de la représentation, et pour qu'un veto soit accordé tant aux représentants du monde rural qu'aux représentants du monde urbain. Toute lettre patente ne doit être accordée qu'à la requête des intéressés, et c'est le but même des trois amendements que j'ai déposés suite à la commission parlementaire que nous avons eue sur ce projet et avant l'adoption de ce projet de loi.

Je me demande comment un gouvernement peut continuer à soutenir qu'il remet aux corporations de comté les destinées de leur territoire,

alors qu'il empêche celles-ci de décider de leur avenir géographique.

Si on se souvient bien, Mme la Présidente, c'est presque à l'unanimité, sauf neuf, que les 1200 représentants des municipalités rurales du Québec ont rejeté l'article 167. Comme ce projet de loi devait être mené sous le signe de la consultation, il m'apparaît inconcevable que son auteur rejette les principaux interlocuteurs, à savoir les représentants de l'Union des conseils de comté. Mme la Présidente, j'implore encore une fois l'honorable ministre de bien vouloir revenir sur sa décision. Je ne sais pas si le règlement me permet de le dire, mais si le ministre ne change pas sa position concernant l'article 167, je vous dis que, malheureusement, je devrai demander à mes collègues de rejeter ce projet de loi en troisième lecture.

La Vice-Présidente: M. le député de Saint-Louis.

M. Harry Blank

M. Blank: Mme la Présidente, les amendements que le ministre a proposés à la Chambre, comme on l'a dit, sont des amendements de concordance et on ne s'oppose pas à ces amendements. Pour les amendements du député de Bellechasse, en principe, voyant que c'est une loi qui doit avoir davantage une consultation populaire, je pense que les idées proposées par le député de Bellechasse ont un peu de bons sens et que peut-être on décidera dans quel sens on agira. Merci.

La Vice-Présidente: M. le ministre d'Etat à l'aménagement du territoire.

M. Jacques Léonard

M. Léonard: Mme la Présidente, le député de Bellechasse propose trois amendements qui, en fait, relèvent tous du même esprit et visent une seule et même chose, c'est-à-dire, fondamentalement, de laisser aux conseils de comté actuels toute l'initiative pour la mise en place des municipalités régionales de comté. Le fait d'accepter ces amendements, je crois, serait contraire à l'esprit et à la lettre du projet de loi sur l'aménagement du territoire et de l'urbanisme. En effet, nous l'avons toujours affirmé, et nous en avons même inscrit l'obligation pour le gouvernement dans le projet de loi, à la demande même des deux unions, l'Union des municipalités et l'Union des conseils de comté du Québec, l'émission des lettres patentes serait précédée d'une consultation qui permettrait aux municipalités ainsi qu'à tous les intéressés de se prononcer sur la délimitation du territoire des futures municipalités régionales de comté. Le fait d'accepter ces amendements impliquerait, en tout cas, qu'on devrait passer dans certains cas par-dessus l'expression d'opinion de municipalités concernées, qu'il s'agisse des cités ou des villes ou de municipalités rurales. Quant à nous, nous avons rendu public, à la fin de la commission par-

lementaire, un document qui décrit les mécanismes qui seront mis en place pour assurer cette consultation.

Une quinzaine de comités de consultation seront institués et ces comités procéderont au départ sur la base de zones qui regroupent les comités municipaux actuels et complets. Ceci constitue une forme de reconnaissance des conseils de comté actuels, sans compter que les municipalités rurales qui constituent les conseils de comté vont pouvoir participer directement à cette consultation. Il ne s'agit pas, par ailleurs, de chambarder inutilement le territoire des comtés actuels, mais il nous faut reconnaître que le territoire des comtés, qui a été établi, il y a plus d'un siècle et, dans certains cas 140 ans, peut être remis en cause dans certains cas par les municipalités elles-mêmes, et je dis bien toutes les municipalités, autant urbaines que rurales, parce qu'à la suite de l'évolution du peuplement sur le territoire, à la suite de l'urbanisation et de diverses autres causes, ces territoires ne sont pas tous adéquats. Ainsi, certains comtés présentent des élongations démesurées. D'autres présentent une partie de leur territoire qui se trouve enclavée dans le territoire d'un autre comté. D'autres ont vu ce qui étaient des villages auparavant se développer et devenir des villes importantes qui se trouvent à la périphérie du comté ou même à cheval sur le territoire de deux ou trois comtés.

Il appartiendra aux représentants des municipalités réunies dans les conseils provisoires de maires de se pencher sur cette question de rajustement du territoire des comtés municipaux et, étant donné que ces conseils provisoires regrouperont demain tous les maires d'une même portion de territoire, autant les maires urbains que les maires ruraux, on peut affirmer que les maires des municipalités qui constituent les actuelles corporations de comté vont participer aussi à ces délibérations.

(15 h 40)

C'est pourquoi les amendements proposés par le député de Bellechasse laissant toute l'initiative en cette matière aux conseils de comté actuels me semblent inacceptables pour la bonne raison que ces amendements empêcheraient les représentants des cités et des villes de procéder à ces délibérations et arbitrage en collaboration avec leurs collègues des municipalités rurales.

La Vice-Présidente: Les amendements de M. le ministre d'Etat à l'Aménagement du territoire seront-ils adoptés?

M. le député de Bellechasse.

M. Goulet: Je vous demande une directive, Mme la Présidente. Lorsque vous avez dit: "Les amendements du ministre", cela ne comprend pas les amendements du député de Bellechasse?

La Vice-Présidente: Non, M. le député, vous prendrez un vote.

M. Goulet: Vous allez les rappeler par la suite?

La Vice-Présidente: Oui, c'est cela.

Les amendements de M. le ministre d'Etat à l'Aménagement du territoire sont-ils adoptés?

Des Voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté.

Les amendements de M. le député de Bellechasse sont-ils adoptés?

M. Goulet: Mme la Présidente, au niveau des travaux de la Chambre, je ne voudrais pas ennuyer indûment le leader, mais j'aimerais avoir un vote enregistré là-dessus. Si le leader ne veut pas prendre le vote immédiatement, il pourra le reporter à demain, mais je veux qu'il nous garantisse un vote enregistré. Par contre, je vais être bon joueur, Mme la Présidente, je lui souligne que s'il appelle le vote seulement demain, compte tenu de nos règlements, je pense qu'il ne pourra pas appeler la troisième lecture demain, c'est son intention, je veux être bon joueur, mais je veux un vote enregistré sur l'amendement que j'ai proposé. Quitte à donner mon consentement pour demain — je le donne tout de suite — mais je ne veux pas parler au nom du Parti libéral, ce n'est pas mon intention.

M. Charron: Bien! cela va. L'Opposition officielle accepte là-dessus. Très bien, j'accepte, on prendra le vote enregistré sur les amendements du député de Bellechasse et sur le rapport lui-même, demain.

La Vice-Présidente: Et sur le rapport comme tel. Ce vote sera pris demain avant les affaires du jour. Il y a aussi consentement de cette Assemblée à ce qu'on procède à la troisième lecture immédiatement après. Consentement.

M. Goulet: Pour demain.

M. Charron: Je dois indiquer la réserve suivante. C'est que si le vote enregistré a lieu au moment de l'appel des enregistrements sur les votes en suspens, c'est demain mercredi et nous ne pourrions pas faire la troisième lecture immédiatement après, à moins qu'on n'indique aucun discours, et en ce sens le consentement vaudrait, mais s'il y a des députés qui veulent parler,...

Une Voix: On pourrait prendre le vote à six heures.

M. Charron: Il y a un vote aujourd'hui. Non je ne pense pas qu'on puisse faire de vote aujourd'hui; on le fera plutôt demain.

M. Brochu: Mme la Présidente, est-ce qu'on pourrait suggérer au leader du gouvernement de peut-être faire le vote à 17 h 45.

M. Charron: Il y a une commission qui travaille. On le fera plutôt demain, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Après toutes ces délibérations, il est entendu maintenant qu'on enregistrera ce vote sur les amendements de M. le député de Bellechasse demain avant les affaires du jour et ensuite sur l'adoption du rapport de la commission des affaires municipales qui a étudié le projet de loi no 125.

M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Charron: Mme la Présidente, en vertu — vous venez de le dire je crois — de l'article 125, je dois faire à ce moment-ci motion — c'est le projet de loi no 125 — pardon.

La Vice-Présidente: Oui, oui.

Projet de loi no 107

M. Charron: Moi, je me sers de l'article 125 du feuillet pour proposer que pour quelques instants seulement l'Assemblée retourne en commission plénière afin de prendre en considération quelques amendements techniques qui doivent être incorporés au texte du projet de loi no 107 dont on devrait normalement faire la troisième lecture. On fera la troisième lecture immédiatement par la suite.

Je fais donc motion, si vous le permettez, pour que vous quittiez quelques instants le fauteuil que vous occupez afin que nous revenions en commission plénière où le ministre des Affaires municipales a des amendements à présenter.

La Vice-Présidente: Cette motion est-elle adoptée?

Une Voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté.

Commission plénière

La Présidente (Mme Cuerrier): Cette Assemblée siège maintenant en commission plénière pour étudier les amendements de M. le ministre des Affaires municipales quant au projet de loi no 107.

M. le ministre des Affaires municipales.

M. Tardif: Oui, Mme la Présidente. J'ai, en effet, un certain nombre d'amendements, pour la plupart techniques, à présenter en cette troisième lecture de la loi 107. Il s'agit d'abord de l'article 28 dont on demande de modifier le paragraphe 2 pour remplacer les mots "fondé sur" par l'expression "relative à une matière visée dans". Cet amendement, de l'avis des légistes, a pour but d'éviter les problèmes d'interprétation quant à la juridiction de la régie. C'est donc, encore une fois, un amendement de pure forme. Adopté.

Une Voix: Adopté.

M. Tardif: A l'article 23 et, si on me le permet, Mme la Présidente, à l'article 97, c'est la même

chose, nous faisons référence à cette notion de jour non juridique. Les légistes, encore là, après examen des textes, préféreraient qu'on en revienne à la notion de jour non férié, ce qui aurait pour effet de rendre le projet de loi plus conforme à la loi d'interprétation en employant exactement les mêmes termes. Il semblerait que le principal objectif d'assurer que la régie puisse siéger le samedi puisse être atteint de cette façon; en conséquence, je demande que l'article 23 se lise comme suit: La régie peut tenir ses séances à tout endroit, même un jour férié, aux heures déterminées par le président. A l'article 97, le texte se lirait dorénavant comme suit: Le tribunal peut tenir ses séances même un jour férié aux heures déterminées par le juge en chef.

M. Scowen: M. le Président...

Le Président (M. Boucher): M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.

M. Scowen:... nous ne sommes pas tout à fait d'accord avec ce changement. Comme le ministre l'a dit déjà, le but de cet article était de rendre la régie accessible aux citoyens, comme c'est le cas pour la commission actuelle, qui sont souvent au travail durant les jours normaux de la semaine. D'après nos conseillers juridiques, la seule journée de l'année qui est un jour férié, mais qui n'est pas une journée non juridique, c'est le 24 juin. Ce changement aura pour effet de permettre à la régie de siéger le 24 juin. Dans la réalité, c'est le seul changement qui sera effectué.

Quant à nous, du Parti libéral, nous ne sommes pas d'accord sur le fait que la régie doive siéger la journée de notre fête nationale. Nous croyons que c'est une exception, bien sûr, la régie doit être au service de la population.
(15 h 50)

Mais on n'est pas d'accord avec le gouvernement pour permettre que la régie puisse siéger le 24 juin, une journée que nous devons consacrer plutôt à la réflexion et à la célébration, si vous voulez, de notre fête nationale. Nous sommes contre cet amendement.

Le Président (M. Boucher): Alors, adopté sur division?

M. Tardif: Adopté.

Le Président (M. Boucher): Adopté sur division. Si je comprends bien, l'article 28 est adopté.

M. Caron: Je pense que le ministre vient de se faire prendre dans un piège.

Le Président (M. Boucher): S'il vous plaît! Si je comprends bien, l'article 28 est adopté, et l'article 2397 est adopté sur division.

M. Scowen: Sur division, oui.

Le Président (M. Boucher): Article 82.1.
M. le ministre.

M. Tardif: M. le Président, nous proposons que l'article 82.1 soit inséré à la suite de l'article 82 et qu'il se lise comme suit: "L'exécution forcée d'une décision relative à une demande ayant pour seul objet une créance visée dans l'article 73 se fait suivant les articles 993 et 994 du Code de procédure civile."

M. le Président, cet amendement permet de conserver les dispositions particulières à l'exécution d'une décision relative à une petite créance, même lorsque cette affaire est entendue par la régie, c'est-à-dire qu'il n'y a pas d'appel dans ces cas ainsi que c'est prévu dans la loi, ce qui n'était pas prévu de façon expresse dans l'article 82. On maintient les dispositions relatives à l'audition des causes de petite créance.

Le Président (M. Boucher): Adopté?

M. Scowen: Adopté.

Le Président (M. Boucher): Adopté. Article 87.

M. Tardif: A l'article 87 il s'agit de combler un oubli puisqu'on constate, à l'article 86 et à l'article 88 — dans le cas de l'article 86, c'est une demande de rectification et dans le cas de l'article 88, c'est une demande de révision de jugement — que dans ces cas, ces demandes ont pour effet de suspendre l'exécution de la décision, à moins d'une décision contraire de la régie. On l'avait prévu dans les articles 86 et 88 et, pour une raison quelconque, à l'article 87, dans les cas de rétractation, cela n'avait pas été prévu. Or, il s'agit de donner à l'article 87 le même effet et c'est pour quoi on propose d'ajouter l'alinéa suivant à l'article 87: "La demande de rétractation suspend l'exécution de la décision et interrompt le délai d'appel jusqu'à ce que les parties aient été avisées de la décision."

Le Président (M. Boucher): Adopté?

M. Scowen: Oui.

Le Président (M. Boucher): Adopté. Article 1661-4.

M. Tardif: L'article 1661-4 propose d'ajouter un alinéa et pour bien le comprendre, il faut lire l'article 1661-4 actuel qui prévoit que "l'employeur peut résilier le bail accessoire à un contrat de travail en donnant à l'employé qui cesse d'être à son emploi un avis d'un mois, sauf stipulation contraire dans le contrat de travail".

Ce qui est proposé par l'article 1661-4, avec ce deuxième alinéa, est ceci: "L'employé peut résilier le bail accessoire à un contrat de travail auquel l'employeur a mis fin en donnant un avis d'un mois, sauf stipulation contraire dans le contrat de travail."

C'est donc dire, M. le Président, qu'il s'agit d'ajouter ici la contrepartie de ce qui était prévu à l'article 1661-4 et, dans ce cas, évidemment, il serait tout à fait illogique que, suite à la cessation

d'un travail, comme c'est le cas par exemple à ITT Rayonier, les employés soient obligés de rester sur les lieux et ne puissent mettre fin au bail.

M. Scowen: Oui, je pense que le sens est clair; c'est simplement une clarification. Nous sommes entièrement d'accord.

Le Président (M. Boucher): Adopté?

M. Tardif: Adopté.

Le Président (M. Boucher): Article 1664.

M. Tardif: A l'article 1664, M. le Président, il s'agit d'enlever l'expression qu'on retrouvait à la première ligne. Je lis l'article 1664 actuel: "On ne peut déroger — et ce qu'on propose d'enlever ce sont les mots suivants — par une convention particulière..." et là suit la nomenclature des articles.

M. le Président, il y a des façons autres de déroger à un bail que par des conventions particulières. Il suffirait, par exemple, par omission, qu'on ne se conforme pas aux avis requis pour déroger à ces articles qui sont jugés de droit public. M. le Président. Cet amendement enlève cette périphrase en y ajoutant l'alinéa qu'on retrouve et qui se lit comme suit: "Est inopérante une clause dérogatoire à ces articles, mais elle n'emporte pas la nullité du bail pour le surplus, cette expression le surplus étant conforme à l'article 1653 du Code civil."

M. Scowen: Adopté.

Le Président (M. Boucher): Adopté. Article 127-1.

M. Tardif: M. le Président, je commencerai par lire cet article, qui est un véritable rappel de l'urgent besoin dans lequel nous étions de refondre cette Loi du logement. Je propose d'ajouter un article qui serait numéroté 127-1 et qui se lirait comme suit: "La Loi modifiant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires, le Code civil et d'autres dispositions législatives, 1977, chapitre 76, modifiée par l'article 1 du chapitre 100 des lois de 1978 est de nouveau modifiée par le remplacement — a) à l'article 11, au paragraphe 6 de l'article 12 et à l'article 21 de la date du 29 novembre 1978 par la date — et il faudrait insérer ici la date de sanction de la présente loi; b) à l'article 10, au paragraphe c) du deuxième alinéa du paragraphe 3 de l'article 11 et à l'article 21 de l'année 1979 par l'année 1980, et c) aux articles 10, 11 et 12, de l'année 1980 par l'année 1981."

Ces dispositions ont pour effet de prolonger l'application des dispositions législatives actuelles relatives à, premièrement, la conversion en copropriété; deuxièmement, la vente d'un immeuble situé dans un ensemble immobilier et, troisièmement, au bail d'un terrain destiné à l'installation d'une maison mobile jusqu'à l'entrée en vigueur des dispositions du présent projet de loi.

Pourquoi, M. le Président, en venir à une telle disposition ainsi qu'à celle qu'on retrouvera tantôt à l'article 127-2? C'est tout simplement d'une part — et j'aurai l'occasion peut-être de l'évoquer plus longuement tantôt dans mes représentations terminales de troisième lecture — à cause du ralentissement qu'on connaît présentement dans certains secteurs de la fonction publique et, d'autre part, à cause de l'avis du juge en chef de la Cour provinciale indiquant qu'il ne reste, avant le 1er janvier 1980, qu'un délai très court, compte tenu, encore une fois, de la situation de travail pour la mise en place aussi bien du tribunal d'appel que sera la Cour provinciale que des règles de pratique pour la Régie du logement. Il nous faut prévoir le cas où une entrée en vigueur ultérieure au 1er janvier pourrait se produire, et c'est la raison pour laquelle nous introduisons ces articles qui, bien que la Loi de conciliation avait été votée sur une base permanente, avaient une portée temporaire.
(16 heures)

De façon qu'il n'y ait pas possibilité de vide entre la fin d'application des dispositions actuelles relatives à ces trois matières et la nouvelle loi, on introduit cet article et, avec l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, tant mieux si cela peut se faire pour le 1er janvier. Plus les choses évoluent, plus il semble que cela pourrait être risqué. On introduit donc cette soupape de sécurité.

Le Président (M. Boucher): M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.

M. Scowen: Je veux faire quelques commentaires très brefs sur cette question et sur celle des clauses et articles transitoires en général. M. le ministre, nous, de l'Opposition officielle, n'avons pas les moyens à notre disposition pour vérifier que tous les articles, toutes les clauses et conditions qu'il faut pour effectuer une transition ordonnée des lois existantes relativement à la nouvelle loi y sont. Déjà, des personnes commencent à nous interroger par téléphone et nous posent des questions précises en ce qui concerne cette question de transition. Je suis certain et j'accepte que c'est une question compliquée. Je pense que nous sommes obligés, de notre côté, de nous fier à vous et à vos conseillers en ce qui concerne ces questions. Plusieurs lois et plusieurs articles du Code civil sont en question. Nous ne pouvons pas prendre la responsabilité de vérifier que tout est fait afin que les personnes qui ont des baux à renouveler, qui ont des changements à faire dans les baux existants, n'aient pas des problèmes transitoires causés par ce changement fondamental dans la structure.

Alors, on compte sur vous pour s'assurer que tout est fait afin qu'il n'y ait pas de problèmes. En effet, on ne veut pas remettre en cause des démarches qui ont été faites ou qui seront faites avant que cette loi soit mise en vigueur et sanctionnée.

Avec cet avertissement — un avertissement gentil parce qu'on accepte que c'est très compli-

que — nous sommes prêts à adopter les articles qui touchent la question de transition des lois existantes avec les nouvelles lois.

M. Tardif: M. le Président, il est important de préciser ici que le but de cet article 127.1 et celui qu'on verra tantôt, l'article 127.2, c'est précisément de reconduire la loi actuelle tant et aussi longtemps que celle-là n'aura pas plein effet. Ceci se faisait automatiquement pour l'ensemble des dispositions liées à la conciliation de propriétaire et locataire qui avait été votée d'une façon permanente par cette Assemblée, sauf pour les dispositions particulières à ces trois secteurs. En introduisant maintenant ces trois articles, qu'est-ce qu'on dit? D'une part, on dit que la loi actuelle de conciliation va s'appliquer jusqu'à ce que la nouvelle loi entre en vigueur et que, d'autre part, les trois domaines dans lesquels la loi n'avait qu'une portée annuelle seront, eux aussi, reconduits. C'est tout ce qu'on assure.

M. le Président, en un sens, je regrette de devoir apporter à l'Assemblée nationale des amendements en troisième lecture. Mais, d'autre part, je me console en disant que c'est peut-être la preuve que les légistes du ministère, de la régie et du ministère de la Justice, à la suite de notre étude article par article, à la suite de la prise en considération du rapport, ont continué de passer cela à la loupe pour s'assurer de tout cela. Je m'en remets aussi, n'étant pas avocat, n'étant pas un spécialiste en la matière, aux gens qui pensent que, sur le plan technique, on est en train de se donner les outils nécessaires pour fonctionner.

Le Président (M. Boucher): M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.

M. Scowen: Moi aussi, M. le ministre, mais étant deux profanes, vous et moi, je pense que nous nous inquiétons un peu de ce qui s'est passé depuis maintenant deux semaines. Vous avez été obligés de revenir, après l'adoption du projet de loi article par article, avec 17 amendements. On arrive aujourd'hui avec onze nouveaux amendements. Vous et moi, nous nous interrogeons ensemble, à savoir si vos conseillers ont vraiment terminé.

S'ils ont trouvé de nouveaux amendements la semaine dernière, et d'autres cette semaine, est-ce qu'il y en aura d'autres plus tard? Je ne le sais pas, vous non plus, parce que nous ne sommes ni l'un, ni l'autre des experts, je pense qu'il faut des courtes prières.

Le Président (M. Boucher): M. le ministre.

M. Tardif: M. le Président, je pense, encore une fois, qu'il y a tout lieu de se sentir en sécurité avec des gens qui continuent patiemment, même après la sanction de l'Assemblée, ici, à faire leur travail et à enlever les trous qui auraient pu subsister dans ce qui, on l'espère, sera un produit fini et aussi convenable et parfait que possible.

M. Scowen: Est-ce que vous êtes satisfait, maintenant, que ce ne soit pas fait?

M. Tardif: M. le Président, je pense que l'adage "vingt fois sur le métier, remettez votre ouvrage" s'applique aussi bien en matière législative qu'en toute autre matière et qu'un tel sujet est toujours perfectible.

Le Président (M. Boucher): M. le député de Saint-Haycinthe.

M. Cordeau: Merci, M. le Président. Etant donné que par ces articles 127.1 et 127.2 vous prévoyez reconduire pour un certain temps certaines clauses de ce projet de loi, et que cette reconduction de ces articles va vous permettre un peu plus de temps pour la mise en application de ce projet de loi no 107, serait-il à propos, étant donné le nombre d'amendements que vous avez apportés la semaine dernière et aujourd'hui, de retarder d'une semaine, encore, l'adoption définitive de ce projet de loi? Peut-être que vos légistes trouveraient encore quelques failles à l'intérieur du projet de loi, ce qui vous permettrait peut-être de bonifier cette loi encore davantage.

M. Tardif: M. le Président, je pense que nous avons fait tout ce qui était humainement possible pour nous assurer une correction technique la plus complète possible, néanmoins, il nous faut aller de l'avant. Il y a des choses qu'il faut apprécier du système parlementaire, et qui consistent à faire en sorte que les députés de cette Chambre soient les premiers informés d'un projet de loi, et que le gouvernement ne puisse aller de l'avant avec un tas de mesures, tant et aussi longtemps que cette Assemblée, dans sa sagesse, n'ait pas approuvé les projets de loi. Il reste que ça peut constituer, à un moment donné, un drôle de frein lorsqu'il s'agit d'engager des gens, de recruter du monde, de voter les budgets, de faire des campagnes de publicité pour informer les gens, vous admettez avec moi...

Là, nous sommes le 6 novembre, cela laisse quand même sept semaines pour mettre tout cela en place. Alors, je pense que nous devons — et je reviendrai tantôt, en troisième lecture — très certainement envisager d'user de façon très judicieuse des dispositions de l'article 140.

Le Président (M. Boucher): M. le député de Saint-Louis.

M. Blank: Je veux simplement ajouter quelques mots dans le débat concernant cet article. Je suis membre des non-profanes, je suis avocat.

M. Tardif: Des experts, en quelque sorte.

M. Blank: Je suis expert. Je dois vous dire, en entendant le ministre dire que les légistes ont trouvé telle ou telle chose pour améliorer le projet de loi, que les avocats travaillent d'après un

mandat donné. Dans ce cas-ci, c'est le ministère qui donne mandat aux avocats de trouver une solution légale à des faits qui sont là. Les avocats du ministère, je veux les féliciter pour avoir trouvé le moyen, encore une fois, de sauver le gouvernement, de sauver le ministre dans cette affaire. Qu'est-il arrivé dans ce projet de loi, avec toutes les modifications, les changements, les bouleversements que vous avez faits? Comme on dit en anglais: "You have bitten off more than you can chew". Cela veut dire que ce ne sont pas les avocats qui ont trouvé de petits moyens pour retarder la mise en vigueur de ce projet de loi, c'est parce que le gouvernement ne sait pas encore comment créer ces structures dont on a besoin. Le gouvernement n'est pas préparé, il a fait une promesse politique, il essaie de la tenir, et maintenant il met cela sur le dos des grévistes qui ont ralenti l'affaire.
(16 h 10)

Ce n'est pas vrai du tout. On va avoir une vraie tour de Babel quand cette affaire commence parce que le gouvernement n'est pas prêt du tout. La seule chose que je peux dire, M. le ministre, c'est que je vous félicite de vos remarques précisant que vous ne voulez pas mettre en place les structures avant que la loi ne soit adoptée. On a vu ce qui peut arriver quand on fait cela. Avec le projet de loi 3, le ministre à la Réforme électorale a dépensé \$4 millions avant que la loi ne soit adoptée. Maintenant, la loi ne sera pas adoptée, \$4 millions gaspillés. Des employés permanents sont là et on ne sait pas ce qu'on doit faire. Au moins ici...

Le Président (M. Boucher): M. le député de Saint-Louis.

M. Blank: Mais c'est le ministre qui a soulevé le point; c'est lui qui a dit qu'il ne veut pas passer des projets de loi avant.

Le Président (M. Boucher): M. le député de Saint-Louis.

M. Guay: Question de règlement.

M. Blank: Ne vous cachez pas derrière vos...

Le Président (M. Boucher): M. le député de Saint-Louis, s'il vous plaît.

M. Guay: J'invoque le règlement, M. le Président.

Le Président (M. Boucher): M. le député de Saint-Louis, question de règlement. Allez-y.

M. Guay: Nous sommes en train d'apporter des amendements d'ordre technique avant la troisième lecture d'un projet de loi. Si le député de Saint-Louis veut faire un plaidoyer de fond sur les raisons ou l'absence de raison de changements profonds dans la société québécoise, il pourra toujours le faire en discours de troisième lecture

ou sur une tribune de campagne électorale. Il me semble qu'il est complètement hors de propos et il viole le règlement, à l'heure actuelle, je vous prierais de le ramener à l'ordre.

M. Blank: Je pense que, pour le député de Taschereau, je devrais parler anglais pour qu'il me comprenne. Je n'ai pas du tout parlé du problème de la société québécoise, c'est un problème à vous autres. Les vrais québécois n'ont pas de problèmes. Ils comprennent. J'ai seulement répondu aux remarques du ministre qui dit qu'une des raisons pour lesquelles il a dit pourquoi on est ici pour avoir des amendements techniques, c'est parce qu'il ne voulait pas créer des structures avant que la loi ne soit acceptée. J'ai expliqué qu'il y a un autre ministre qui devrait suivre le même conseil et qui a déjà gaspillé l'argent du gouvernement pour rien. Ce n'est pas cela. Je veux dire franchement que tout ce ralentissement de l'application de cette loi, ce sont les avocats qui ont agi sous les instructions du ministre pour trouver les moyens techniques pour que certains articles de cette loi ne viennent pas en vigueur avant telle et telle date et les raisons que je vous donne — c'est mon opinion, M. le ministre — c'est que le gouvernement n'est pas prêt du tout pour ce bouleversement de la situation locataires-locataires dans la province. Il a besoin de plus de temps pour créer ces structures, pour créer ce qu'il veut et je vous garantis qu'au commencement de la session au mois de février, on va avoir des amendements à cette loi parce que cela ne marchera pas.

Le Président (M. Boucher): M. le ministre.

M. Tardif: M. le Président, je pense que de façon, disons, très habile, le député de Saint-Louis a confondu, je pense volontairement, ce que j'ai dit, l'a déformé. J'ai dit tout simplement que les avocats de la régie du ministère s'étaient penchés sur la loi et avaient eux-mêmes suggéré la série d'amendements techniques que nous avons ici. Ce n'est pas le ministre qui s'est amusé à changer le mot "non juridique" par jours fériés. La réaction du ministre a même été plutôt le contraire, de dire: Est-ce que vous êtes bien sûrs que c'est nécessaire de faire cela? Donc, je ne fais pas reposer et j'aimerais peut-être que le député de Saint-Louis qui a fait son intervention puisse, je n'ai jamais fait reposer sur les épaules des avocats le fait que nous nous retrouvions à ce moment-ci de l'année avec l'étude de cette loi. Ce que j'ai dit c'est que c'est à la suite d'une analyse exhaustive des amendements que ceux-ci m'ont suggéré, ce n'est pas moi qui leur ai suggéré, ces amendements techniques qui procèdent non pas d'une nouvelle commande du ministre, mais de la commande initiale de transformer les volontés, les rapports au Conseil des ministres en loi.

On le fait, mais, d'autre part, M. le Président, précisément pour les raisons évoquées par le député de Saint-Louis, en ce qui concerne certaines dispositions d'une autre loi qui n'a pas été sanctionnée par cette Chambre, que nous avons

tout simplement, nous nous sommes donnés ici les garanties qu'il n'y aurait pas de vacuum, de période où il y aurait une absence de règles ou de droits existants. C'est tout ce que je voulais dire et je proposerais, M. le Président, conformément à l'article 125 de notre règlement qui prévoit qu'un intervenant de chaque côté peut se manifester, l'adoption de cet article 127.1.

Une Voix: Adopté.

M. Blank: Ce n'est pas 125 qui s'applique. C'est une commission plénière, chaque député a le droit de parler 20 minutes sur chaque article, chaque paragraphe, chaque partie d'un paragraphe. Ce n'est pas au stade d'un rapport d'une commission. C'est une commission plénière.

Le Président (M. Boucher): M. le député de Saint-Louis, nous sommes justement en commission plénière.

M. le ministre.

Alors l'article 127-1 est adopté?

M. Tardif: Un gars s'essaie.

Le Président (M. Boucher): Article 127-2?

M. Blank: Vous avez raison.

Le Président (M. Boucher): L'article 127-2, adopté?

Une Voix: Adopté.

Le Président (M. Boucher): Article 132?

M. Tardif: 110 par 109.

Le Président (M. Boucher): Pourriez-vous lire votre amendement, M. le ministre?

M. Tardif: Je croyais, M. le Président, que les amendements avaient été déposés.

Le Président (M. Boucher): Pour le journal des Débats.

M. Tardif: A la quatrième ligne de l'article 132, remplacer le chiffre 110 par 109. Je m'excuse, M. le Président. Vous voulez que je lise l'article 127-2?

127-2. "L'article 27 de ladite loi remplacé par l'article 3, chapitre 100, des Lois de 1978 est de nouveau remplacé par le suivant: "27. Les articles 11 à 18 et 21 ont effet jusqu'à l'entrée en vigueur des articles 45 à 55 et 109 de la Loi instituant la Régie du logement et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives (1979) chapitre... et insérer ici le numéro du chapitre du projet de loi no 117".

Adopté.

Le Président (M. Boucher): c) à l'article 132.

M. Tardif: 132, M. le Président, à la quatrième ligne, "remplacer le chiffre 110 par 109".

Le Président (M. Boucher): Adopté.

M. Tardif: Adopté.

Le Président (M. Boucher): Article 140-1.

M. Tardif: 140-1, M. le Président, est un nouvel article qui serait inséré tout juste avant l'article 141. "Les articles 127-1 et 127-2 entrent en vigueur le jour de la sanction de présente loi."

Le Président (M. Boucher): Article 140-1, adopté?

M. Tardif: C'est tout pour les amendements de nature technique.

Une Voix: Si vous voulez faire rapport, M. le Président?

La Vice-Présidente: Tous les collaborateurs ont maintenant quitté?

M. Boucher (président de la commission plénière): Mme la Présidente, j'ai l'honneur de vous faire rapport que la commission plénière a siégé pour étudier certains amendements au projet de loi no 107 et les a adoptés sans sous-amendements.

La Vice-Présidente: Le rapport de la commission plénière est-il adopté?

Des Voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Les amendements d'abord sont-ils adoptés? Tous adoptés.

Le rapport de la commission plénière? Adopté.

M. Charron: Article 3 du feuillet, s'il vous plaît. La proposition que je vous fais, c'est que la troisième lecture de ce projet de loi no 107 ait lieu maintenant.

Troisième lecture

La Vice-Présidente: Il y a bien consentement pour la troisième lecture?

Il s'agit de la troisième lecture du projet de loi no 107, Loi instituant la Régie du logement et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives. M. le ministre des Affaires municipales. Avez-vous une intervention en troisième lecture?

M. Guy Tardif

M. Tardif: Très brève, Mme la Présidente, pour dire que le moins que l'on puisse dire concernant le projet de loi no 107, c'est que, jusqu'à la toute

dernière minute, ce projet de loi a été grandement amélioré, et non seulement au cours de cette commission plénière, cette Assemblée qui s'est transformée en commission plénière, mais également lors de la prise en considération du rapport et, d'une façon particulière, en commission parlementaire, lors de l'étude article par article où, je pense, tous les députés, tant ceux d'en face que ceux du parti ministériel, qui ont participé à cette commission ont contribué à améliorer cette loi fort importante puisque c'est quand même un million de ménages québécois qui sont locataires.
(16 h 20)

Donc, plus de la moitié des ménages québécois, à titre de locataires, d'une part, et pour une bonne part — ce n'est pas un million de propriétaires non plus, puisqu'il y a une certaine concentration de la propriété — sont affectés par cette loi. Il y a eu un certain nombre de changements, c'est vrai, mais ils ne sont pas venus infirmer le principe, principe qui s'est maintenu tout au long de l'application de cette loi, qui visait à réaffirmer le choix du gouvernement vers l'accès quant aux droits à un logement en bon état, un logement propre, salubre, à un prix abordable, comme constituant en quelque sorte un droit fondamental des ménages québécois.

Je n'entrerai pas dans le détail des amendements apportés ou des principaux changements. C'est vrai que nous avons tenu compte du point de vue de l'Opposition, notamment, en ce qui concerne les avis d'augmentation de loyer, que nous les avons réduits à leur plus simple expression, nous éloignant de l'idée originale d'un formulaire obligatoire; que nous avons, dans les cas où certains avis devront être donnés obligatoirement, quant à un certain contenu à tout le moins, laissé le soin à la régie de prévoir le contenu de ces avis. Nous avons également, dans le secteur des démolitions, fait droit à la requête du monde municipal de le laisser, lui, exercer sa compétence, la compétence qui lui revient en matière de démolition, de contrôle des immeubles, de leur apparition aussi bien que de leur disparition sur son territoire. Nous avons introduit des amendements pour faire en sorte que la régie tienne compte non seulement de l'intérêt public, mais également de l'intérêt des parties en présence, des dispositions relatives aux nouveaux locataires également qui doivent être informés des conditions de l'ancien bail et qui ont dix jours pour demander une révision alors que dans l'ancien droit il y avait deux mois qui pouvaient s'écouler après l'entrée dans les lieux.

Nous avons également tenu compte d'une recommandation du Conseil du statut de la femme à l'effet de permettre à des personnes d'occuper la fonction de régisseur à temps partiel pourvu qu'elles se consacrent entièrement à l'exercice de leur tâche. Le rôle des régisseurs à l'audition a également été précisé, notamment, à la suite des représentations du président de l'Office des professions de façon à faire en sorte que les régisseurs, un peu comme cela se passe à la Cour des petites créances, puissent, avant le début de

l'audition, apporter à chacune des parties en présence un secours équitable et impartial. Nous avons aussi tenté de simplifier — je tiens à souligner que c'est un des principes qui était dès le début dans le projet de loi — en disant que les locataires de HLM auront droit à la même protection. Ils ont les mêmes droits — ces gens — que tout locataire ordinaire.

Nous avons tenté de simplifier la procédure qui était assez complexe des formules de demande, des formules d'admissibilité, des formules de sélection. Nous avons tenté, en cours de route, avec l'aide de l'Opposition, de simplifier cette procédure.

Nous avons, dans les cas de reprise de possession, introduit un nouvel article afin de permettre au tribunal lorsqu'il autorise la reprise de possession d'imposer des conditions justes et raisonnables, ce qui pourrait, par exemple, impliquer que dans les cas de reprise de possession une indemnité devrait être payée au locataire comprenant, par exemple, ses frais de déménagement.

Nous avons également introduit un amendement pour dire — c'est important aussi du côté des propriétaires — que le fait pour un locataire de payer fréquemment son loyer en retard ou de le déposer fréquemment sans motif valable pouvait causer un préjudice sérieux au sens de la loi et ainsi amener une éviction.

Egalement, nous avons prévu qu'en cas d'inexécution des obligations du locateur, la régie puisse ordonner l'exécution de ces obligations avant de procéder à la résiliation du bail. Alors que le projet de loi, tel qu'il avait d'abord été présenté, prévoyait qu'en cas d'inexécution la seule solution c'était la résiliation. Maintenant, il y a la possibilité pour la régie d'émettre des ordonnances.

Voilà en gros, très brièvement, de façon succincte, l'essentiel des amendements qui ont été apportés et qui visent à donner à cette loi une portée nouvelle, une efficacité accrue pour régler les litiges résultant du bail d'un logement. Nous nous verrons peut-être dans l'obligation, pour des raisons que j'ai évoquées partiellement tantôt en commission plénière, d'adopter par étapes et de façon à nous assurer que tout a été mis en place pour permettre son application efficace.

J'ai eu l'occasion de mentionner tantôt que nos règles, à l'Assemblée nationale, en ce régime parlementaire, sont telles qu'il ne viendrait à l'idée de personne de prendre les mesures nécessaires pour l'application d'une loi avant que l'Assemblée nationale ne l'ait adoptée. Les députés doivent être les premiers saisis d'un projet de loi qui doit être déposé en Chambre et étudié ici, et ce n'est qu'après que le pouvoir exécutif, après que le pouvoir législatif ait fait son travail, se met en action et fait le nécessaire pour voir à une application la plus complète possible des lois votées par l'Assemblée nationale.

J'émets respectueusement l'avis, devant cette Assemblée, si ce projet de loi est voté en troisième lecture aujourd'hui et sanctionné dans les jours qui viennent, qu'il laissera finalement très peu de temps pour l'adoption d'un certain nombre de ré-

glements, et, compte tenu du contexte de ralentissement de travail dans certains secteurs de la fonction publique, compte tenu également de représentations qui nous ont été faites par le juge en chef de la Cour provinciale voulant que la mise en place de cette instance d'appel qui est la Cour provinciale, enfin, la mise en place des règles de procédure et de pratique nécessaires à l'audition des appels et, évidemment aussi, pour la régie en première instance, il peut faire en sorte qu'il soit préférable d'utiliser de façon très judicieuse les dispositions de l'article 141 de la loi 107 qui dit: "La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreront en vigueur à toute date ultérieure qui sera fixée par proclamation du gouvernement". (16 h 30)

C'est dire, Mme la Présidente — et je tiens à rassurer la population tant des propriétaires que des locataires au Québec — que les diverses dispositions de cette loi n'entreront en vigueur que moyennant une publication et une publicité adéquate entourant ces dispositions. C'est donc dire que tant et aussi longtemps que cette diffusion la plus large possible n'aura pas eu lieu, ce sont les dispositions de l'actuelle loi qui prévaudront. Même si cette loi est votée par l'Assemblée nationale, son entrée en vigueur pourra se faire plus tard et selon, encore une fois, le rythme de mise en place des structures d'accueil nécessaires.

Je tiens donc, Mme la Présidente, encore une fois, à rassurer tous et chacun des membres de cette Chambre, d'une part, et du public, tant locataire que propriétaire, que bien que nous allions tout mettre en oeuvre pour aller de l'avant avec l'application de cette loi, nous n'allons pas le faire avant que les structures soient là pour en permettre l'application et qu'il y ait eu une diffusion la plus large possible auprès du public.

En terminant, Mme la Présidente, je voudrais, encore une fois, remercier les membres de cette Chambre et les membres de la commission parlementaire des affaires municipales pour l'excellente collaboration qu'ils m'ont accordée tout au long de l'étude de ce projet de loi et je souhaite que cette loi puisse s'avérer un outil efficace pour le mieux-être tant des locataires que des locateurs au Québec.

La Vice-Présidente: M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.

M. Reed Scowen

M. Scowen: Mme la Présidente, je veux tout d'abord remercier tous ceux qui ont contribué à la préparation de cette loi depuis maintenant un an. Je veux surtout remercier mes collègues, le député de Verdun, le député d'Outremont et le Dr Goldbloom, l'ancien député de D'Arcy McGee qui avait participé de façon accrue et splendide à nos travaux en commission parlementaire. Je veux également remercier le ministre et ses collègues. Le mi-

nistre, quant à moi, a démontré un esprit de collaboration et de conciliation remarquable. Je veux le signaler au tout début. Je pense que cela a été exceptionnel.

Cela fait maintenant un an que nous sommes devant ce projet de loi 107 et finalement, après — si mes calculs sont exacts — 270 amendements pour un projet de loi de 320 articles, nous avons quelque chose à présenter en Chambre en troisième lecture. Je veux très rapidement rappeler à la Chambre le déroulement des événements depuis le mois de novembre passé parce que je pense qu'il est assez important de comprendre pourquoi nous avons fait autant d'amendements et pourquoi nous sommes devant un projet de loi qui est aussi fondamentalement changé. Lors des audiences publiques au printemps et à l'hiver de cette année, le projet de loi était critiqué de façon serrée par toutes les parties intéressées: les locataires, les locataires, les corps juridiques et la population en général. Nous avons rendu public un communiqué de presse dans lequel nous avons dit que le projet de loi était mal conçu, mal rédigé et mal accepté. Je pense que c'était en effet le consensus de tous ceux qui avaient lu et étudié la loi jusqu'à maintenant.

Mais le ministre avait bien compris le message et il est retourné au travail. Au mois de juin, il est revenu devant la Chambre avec une réimpression du projet de loi qui comportait environ 120 amendements assez importants. Ils ont été déposés — comme vous vous le rappelez, Mme la Présidente — quelques jours avant la fin de la session. A l'époque, nous avons dit, en deuxième lecture, qu'il y avait beaucoup d'améliorations dans le projet de loi, mais nous avons trouvé là-dedans, pour la première fois — parce que cela n'était pas inclus dans la première impression — la possibilité, sinon l'intention, de créer un système universel de contrôle des loyers partout au Québec. On a soulevé en détail les raisons que nous avons apportées à cette conclusion. Entre autres, le ministre nous a donné, à cette époque, une proposition de règlements et une proposition de formulaire qui auraient clairement pour but de créer un contrôle non seulement sur les cas d'appel, les personnes qui n'étaient pas contentes des augmentations de loyer demandées, mais également sur toutes les augmentations de loyer partout au Québec.

A cause de ce nouvel aspect du projet de loi, dans sa réimpression, nous avons voté contre ce projet de loi en deuxième lecture, malgré le fait que nous avons noté et constaté, en deuxième lecture, qu'il y avait beaucoup d'améliorations comparativement au premier effort du ministre et de ses conseillers.

Lors de l'étude article par article durant le mois de septembre de cette année, nous avons proposé beaucoup de changements. En effet, beaucoup de ces changements ont été acceptés par le ministre. C'est à ce moment-là que l'esprit de conciliation a été le plus évident. C'est particulièrement à ce moment que nous en sommes arrivés à la conclusion que si le ministre continuait de

supporter nos idées avec cette attitude, nous serions en mesure d'adopter ce projet de loi avec lui.

Il restait quand même la question du contrôle des loyers. On a eu quelques problèmes là-dessus avec le ministre. Nous avons été obligés d'aller devant le public, lors d'une conférence de presse dans laquelle nous avons cité précisément les quatre articles, 1658-15, 1658-1, le paragraphe 3 de l'article 106 et 83-2, qui donnaient le droit à la nouvelle régie d'installer, partout au Québec, ce système de contrôle des loyers.

Finalement, à la toute dernière minute, le ministre a accepté de changer ces articles, à notre demande, à notre suggestion. Nous nous trouvions, à ce moment, devant un projet de loi qui n'était pas loin de ce que nous aurions souhaité nous-mêmes.

Un an plus tard, à la suite de 270 amendements, nous avons notre projet de loi no 107 instituant la Régie du logement et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives au Québec. Je peux vous dire, Mme la Présidente, que le Parti libéral a l'intention de voter en faveur de ce projet de loi. Vous pouvez peut-être même me demander, Mme la Présidente, si, avec ces 270 amendements, cela est possible que ce soit devenu un projet de loi libéral. Bien sûr, plusieurs de ces articles sont des suggestions de notre formation. Non, ce n'est pas un projet de loi libéral. Il n'est conforme ni à l'esprit ni à la forme du projet de loi que notre formation suggérait. Pour le moment, nous ne formons pas le gouvernement et nous avons l'intention de voter pour ce projet de loi parce que, même en dépit de quelques lacunes que je vais soulever tantôt, il nous semble — c'est la raison principale — que le projet de loi peut avoir pour effet d'assainir et de clarifier les relations qui existent aujourd'hui entre les locataires et les locateurs dans les logements du Québec et entre ces personnes et les autres personnes qui sont directement ou indirectement influencées par ces relations.
(16 h 40)

Ce n'est pas une loi radicale. Il y aura des personnes, des deux côtés, qui seront déçues par ce projet de loi. Il n'y a pas de grands changements apportés; ce sont plutôt des précisions et des changements dans la constitution de la régie qui sont en cause. Ce n'est pas un projet de loi qui est l'issue d'une philosophie gauchiste ou radicale. Les locataires qui demandaient un contrôle permanent des loyers, même un gel permanent des loyers, seront bien déçus. C'est un projet de loi, finalement, très bourgeois, qui reflète assez bien non seulement la philosophie du gouvernement, mais, je l'admets, la nôtre aussi. C'est bien bourgeois et c'est bien solide.

D'un autre côté, ce n'est pas un projet de loi qui va plaire aux propriétaires qui nous avaient demandé d'éliminer complètement tous les contrôles, tous les droits et regards sur les questions de logement au Québec. On n'est pas dans la situation de liberté totale et le gouvernement a rejeté — nous sommes à 100% avec eux, dans ce sens — cette idée extrémiste autant que l'autre. En effet, il

faut rappeler que la loi actuelle qui sera changée dans ses détails et clarifiée par cette nouvelle loi est une loi qui a été adoptée et largement supportée pendant plusieurs années par le Parti libéral du Québec.

Le ministre, dans son discours, a soulevé les changements les plus importants. De notre côté, ce sont les suivants: Premièrement, nous avons une régie pour remplacer la commission et le choix des régisseurs — un point que le ministre n'a pas soulevé, mais je veux le féliciter pour ce changement — sera fait d'une façon plus impartiale, plus neutre qu'avant. Je pense que c'est quelque chose qu'on doit soulever ici, cet après-midi, et pour laquelle on doit féliciter le ministre. Je pense que cet effort qu'il a fait de rendre impartiale la sélection des régisseurs est admirable. Je regrette qu'il n'ait pas pu aller aussi loin que ce qui avait été proposé par l'Union Nationale dans son amendement proposé la semaine dernière, mais c'est quand même une amélioration importante, à notre point de vue.

Deuxièmement, nous avons, pour la première fois, inséré dans le projet de loi le fait que le gouvernement doit maintenir un droit de regard sur la démolition des logements locatifs au Québec. C'est une loi qui existe déjà à Montréal depuis plusieurs années, c'est assez bien accepté. Nous croyons, comme le ministre, qu'on ne doit pas laisser tomber, laisser détruire notre stock de logements locatifs sans que les personnes intéressées ou qu'une tierce partie aient le droit de donner leur avis là-dessus. On ne doit pas le faire et on ne le fera plus. Je pense que c'est un autre aspect positif.

Nous ne sommes pas d'accord avec certains aspects. Nous répétons que les critères sur lesquels doit se baser la régie pour décider si oui ou non ces démolitions doivent être permises sont trop subjectifs. Par contre, parce que le ministre a laissé cette responsabilité en grande partie aux municipalités de créer leur propre comité pour surveiller et prendre les décisions quant aux démolitions, nous sommes portés à croire que les municipalités pourront développer quelque chose qui sera conforme aux besoins, aux attitudes, aux philosophies de ceux qu'elles représentent.

Il y a quelques autres articles que nous avons critiqués, Mme la Présidente. Dans la composition de la régie, nous avons dit et nous répétons aujourd'hui qu'il y a trop de régisseurs, ce qui aura pour effet de donner beaucoup trop de pouvoirs au président qui, en plus de diriger, pourra créer le style et le comportement de la régie.

Pour nous, un système plus normal avec cinq ou six régisseurs, en fait un conseil d'administration, sera un système plus approprié pour un tel organisme. Mais cette proposition a été rejetée par le ministre. Il y a aussi d'autres aspects que nous avons critiqués, dont la question de l'indemnité dans le cas des évictions pour les causes de démolition. Je pense que ce sont plutôt les détails. En général, avec sept, huit ou neuf exceptions que nous avons précisées en commission parlementaire, nous trouvons que c'est un projet de loi qui

est légèrement positif et nous avons l'intention de voter en sa faveur.

Voilà pour l'essentiel, Mme la Présidente. Demain ou la semaine prochaine, nous aurons une nouvelle loi. 350 nouveaux articles de loi auxquels les gens du Québec seront assujettis et auxquels ils seront obligés de se conformer. Je me demande des fois si nous avons fait notre devoir à l'égard de ce projet de loi comme législateurs. Avez-vous, mes concitoyens, par exemple, tellement besoin de cette loi, de ces articles, des fonctionnaires qui seront recrutés, des réglementations, des formulaires, de la bureaucratie qui vous sera octroyée par cette affaire?

Je ne suis pas certain. En effet, ce sera un changement léger mais réel. En faisant un peu de réflexion sur le projet de loi, je me suis rappelé les mots de Pierre Trudeau il y a quelques années quand il disait que l'Etat n'avait pas de place dans les chambres à coucher de la nation. The State has no place in the bedrooms of the nation. En effet, M. le Président, avec ce projet de loi, nous serons là dans les chambres à coucher, dans les salles à manger et même dans les salles de bain de tous les logements locatifs du Québec. Nous allons définir la grandeur minimale d'une chambre à coucher. Nous allons définir la température minimale acceptable dans une salle de bain. Nous allons donner à la population un tribunal avec lequel ils peuvent avoir une décision si le décollage de la peinture des murs, des couloirs est causé par le locataire ou le propriétaire ou le voisin, ou le bon Dieu. Nous sommes là-dedans. Je me pose la question chaque fois que nous adoptons une nouvelle loi ici à l'Assemblée nationale: Est-ce que la population a vraiment besoin que ses gouvernements et ses fonctionnaires se mêlent de sa vie de cette façon?

Malheureusement, M. le Président, pour le moment, au moins, il me semble que la réponse est oui. Ce n'est peut-être pas quelque chose dont nous avons besoin en ce sens, mais il me semble que c'est quelque chose que nous voulons. J'ai beaucoup entendu parler ces dernières semaines, ces derniers mois, de la part du ministre et des personnes qui sont venues devant nous, des droits de logement, des droits de propriété privée, des droits de libre marché, des droits de maintien dans les lieux; tout le monde a réclamé ses propres droits. Malheureusement, très peu de gens ont parlé de responsabilités et, en effet, ce que nous étions obligés de faire dans ce projet de loi, entourés de toutes les demandes, des réclamations de droits, c'était de rappeler aux deux parties en cause leurs responsabilités, de définir leurs responsabilités. Ces responsabilités des locataires, par exemple, de Notre-Dame-de-Grâce, de la ville de Saint-Pierre que je connais pas mal bien maintenant, sont maintenant définies. Les responsabilités de locateurs sont définies d'une façon beaucoup plus précise. Je veux souligner aux locataires et aux locateurs, à tous les deux, que la régie n'est pas quelque chose d'obligatoire. Vous n'êtes pas obligés d'aller devant la régie. Les responsabilités sont définies. Ils vous donnent un

encadrement pour vous permettre de régler vos problèmes vous-mêmes ensemble.

(16 h 50)

Si vous ne le faites pas, il y a bien sûr le tribunal. Mais ce que nous espérons — et je pense que le ministre est complètement d'accord avec cela — c'est que de plus en plus ce projet de loi favorise la conciliation entre les deux parties avant qu'il soit nécessaire de se rendre à la régie.

Est-ce que cela va se réaliser de cette façon? Je ne le sais pas, mais, en terminant, je veux vous dire que, quant à moi, je suis persuadé que le succès de ce projet de loi dépend énormément du choix du président, du choix des régisseurs et du choix du personnel qui seront appelés à travailler au sein de cette régie et de l'attitude qu'ils auront envers leur travail et envers la population.

Le ministre nous a assurés que la nouvelle régie ne sera pas plus grande; d'après lui, il ne faut pas prévoir plus de cas d'appel, il ne prévoit pas plus de régisseurs même pour les cas d'appel concernant les augmentations de loyer. Nous avons dit que l'équilibre que nous cherchons entre les locataires et locateurs sera amélioré, l'équilibre du pouvoir entre les deux. Il nous a assurés de plus que ce projet de loi n'aurait pas pour effet de ne plus inciter les propriétaires à construire de nouveaux logements, parce que c'est dans le secteur privé surtout qu'on s'attend que les logements soient construits.

En effet, le ministre souhaite et je souhaite avec lui sincèrement que ce projet de loi ait pour effet de rendre plus équilibrées les relations, de rendre plus sain et plus complet le choix de logements disponibles à la population, de favoriser l'entretien des logements existants et la rénovation des logements existants, de favoriser la conciliation et une meilleure compréhension entre les parties en cause. Je répète, je pense que le projet de loi est là pour le faire maintenant. Que cela se réalise ou non va dépendre des membres de la régie.

Je leur souhaite très sincèrement bonne chance — je parle au nom de notre formation politique — et mes meilleurs vœux. Ils vont recevoir des conseils de tout le monde. Mon conseil et mes derniers mots seront que je suggère qu'ils se comportent doucement. Merci.

Le Vice-Président: M. le député de Saint-Hyacinthe.

M. Fabien Cordeau

M. Cordeau: Merci, M. le Président. Le projet de loi no 107, Loi instituant la Régie du logement et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives, est sûrement un projet de loi important qui touche une catégorie de citoyens dont le nombre considérable ne peut laisser aucun de nous indifférent.

Lors de mon intervention au nom du parti de l'Union Nationale en deuxième lecture, j'avais déploré le fait que le gouvernement n'ait pas jugé bon, après trois années au pouvoir, de nous

présenter une politique vraiment globale de l'habitation au Québec. Je trouve cela extrêmement triste et je me demande comment il se fait que ce gouvernement puisse trouver l'énergie, la détermination et la volonté, après à peine deux ans au pouvoir, de nous présenter une politique globale sur le développement culturel et qu'il ne puisse, dans un domaine aussi névralgique et aussi capital que celui de l'habitation, nous fournir, après trois ans au pouvoir, qu'un projet de loi, il faut bien l'admettre, parcellaire et qui ne touche qu'à un aspect du programme de l'habitation au Québec, c'est-à-dire l'habitation locative.

Ce projet de loi, en somme, ne vise qu'à établir des nouvelles règles du jeu pour mieux concilier les différends entre locataires et propriétaires. Il ne touche aucunement la question importante, et qui préoccupe beaucoup de gens et surtout de jeunes ménages aujourd'hui, à savoir ce que ce gouvernement du Parti québécois entend faire pour améliorer, premièrement, l'accessibilité des citoyens à la propriété privée, deuxièmement, la construction à des coûts abordables de logements à loyer modique, troisièmement, la place que doivent occuper les coopératives d'habitation dans une politique globale de l'habitation au Québec et, en dernier lieu, le rôle que doit jouer la Société d'habitation du Québec dans ce domaine névralgique de l'économie québécoise.

Force est de constater que toutes ces questions, malheureusement, demeurent toujours en plan. C'est encore le grand chantier, en ce qui concerne l'évolution de ces dossiers, qui demeure malheureusement inachevé. S'il était possible d'admettre que le gouvernement ne puisse nous fournir d'intention plus définie, de prise de position plus claire en 1977, il est carrément inadmissible, alors qu'on approche de 1980, de constater qu'il y a très peu, sinon presque rien, de fait pour doter le Québec d'une véritable politique d'habitation, et le projet de loi no 107 ne peut combler ce vide. Il faut dire que le gouvernement du Parti québécois a érigé cette façon d'agir en système. Je disais d'ailleurs, dans mon discours de deuxième lecture, que ce même gouvernement aimait utiliser la passerelle avant que le bateau ne soit au quai. Cette méthode d'utiliser la passerelle à vide, est d'ailleurs celle qui a été utilisée dans l'adoption de la loi 90 sur le zonage agricole avant que ne soit étudié le projet de loi no 125 sur l'aménagement du territoire et l'urbanisme, projet de loi qui est d'ailleurs présentement en discussion en cette Chambre.

On aime beaucoup, dans ce gouvernement, mettre la charrue devant les boeufs et on semble très peu soucieux, dans des domaines de nature économique, contrairement à ce qu'on fait dans le domaine culturel, d'établir d'abord les grandes règles du jeu, c'est-à-dire décider du général pour ensuite aller au particulier. Je tiens à répéter ces remarques au niveau de la troisième lecture, car je les juge importantes et les membres du caucus de l'Union Nationale ne peuvent accepter que, sous le couvert d'un projet de loi qui ne touche qu'à une

partie de l'habitation résidentielle, le gouvernement du Parti québécois utilise à toutes fins utiles ce projet de loi parcellaire auprès de l'opinion publique en guise de remplacement d'une véritable politique d'habitation qu'il n'a ni le courage ni la volonté de présenter aux membres de cette Chambre, et ce contrairement aux dispositions de son propre programme politique en la matière.

Ceci étant dit, j'admetts volontiers que, sur des points techniques, le ministre a fait preuve de souplesse et a bien daigné accéder aux demandes de l'Opposition pour améliorer son projet de loi, mais force est de constater que ces améliorations, du moins en ce qui nous concerne, ne peuvent pas nous inciter à voter en faveur de ce projet de loi en troisième lecture, car nous demeurons convaincus, malgré les bonnes intentions du ministre, malgré les promesses du ministre, que ce projet de loi ne permettra pas dans la réalité de mieux équilibrer les rapports de force entre les propriétaires, d'une part, et les locataires, d'autre part. Le ministre, malheureusement, n'a pas réussi, à notre avis, à faire la preuve qu'il est bon et qu'il est même nécessaire de renverser le fardeau de la preuve, contrairement à ce qui existe dans la loi actuelle, du dos du locataire à celui du propriétaire. Nous craignons que ce projet de loi, au lieu d'encourager la construction domiciliaire, soit de nature à la décourager ou tout au moins à la ralentir. Il existe plusieurs nouvelles obligations pour le propriétaire dont on ne retrouve pas vraiment la contrepartie au niveau du locataire.

Une chose demeure claire. Malgré les améliorations qui ont été faites en commission parlementaire, et les nombreux amendements apportés par le ministre, la forme de contrôle des loyers que nous propose le gouvernement aura un effet multiplicateur sur l'avidité connue des bureaucrates dans ce domaine particulier.

(17 heures)

Nous demeurons inquiets face à l'ampleur de la machine administrative et, il faut bien l'admettre, jusqu'à un certain point, de la machine judiciaire que le gouvernement met sur pied par le biais de ce projet de loi. On essaie de rapprocher la régie des locataires et des propriétaires alors que l'effet sera probablement le contraire. Nous ne sommes pas convaincus que ce projet de loi pourra mieux concilier les intérêts souvent divergents — il faut bien l'admettre — des locataires et des locateurs.

Nous craignons que ce projet de loi ait pour effet de mettre sur pied une bureaucratie encore plus lourde que celle qui existe à l'heure actuelle et, à ce moment, il faut bien se poser la question: A qui rend-on service à ce moment? Aux propriétaires? Sûrement pas. Aux locataires? J'en doute très fortement. Au gouvernement? Ah! voilà peut-être la réponse que nous attendions. Ce projet de loi donne au gouvernement et plus spécifiquement aux bureaucrates de l'Etat une emprise encore plus grande sur un secteur de notre économie qui souffre déjà d'une trop grande présence de contrôle et de surveillance étatiques de toutes sortes.

Je regrette également que le ministre n'ait pas donné suite aux amendements que nous avions

présentés lors de la prise en considération du rapport et, plus particulièrement celui qui traite du pouvoir réglementaire. Nous, législateurs, avons le devoir de sauvegarder les prérogatives de cette institution qui s'appelle le Parlement et nous devons le faire non seulement pour nos propres besoins mais parce que nous sommes en réalité les représentants de la population et qu'à ce titre nous avons l'obligation d'agir dans le meilleur intérêt de la population.

C'est pourquoi nous avons proposé, il y a à peine quelques jours, des amendements qui auraient permis à la population de s'exprimer librement et, dans un certain temps, sur le bien-fondé et la pertinence des règlements que le gouvernement peut faire en vertu de ce projet de loi important qu'est le no 107.

Le ministre a jugé bon de nous refuser ces amendements contrairement à l'attitude de son collègue de l'Environnement qui, lui, a jugé non seulement bon mais nécessaire d'inscrire une telle disposition dans son projet de loi, de manière à ce que la population participe davantage à l'élaboration et à l'application des lois votées par cette Chambre. Pourquoi cette discordance dans la manière d'agir de deux ministres du même gouvernement? C'est pour le moins incompréhensible.

M. le Président, nous sommes d'accord avec le contenu de ce projet de loi lorsqu'il apporte des améliorations à la conciliation entre propriétaires et locataires, lorsqu'il apporte un peu plus d'égalité de chances entre les deux parties que sont normalement les locataires et les locateurs. Mais là où nous ne sommes pas d'accord, c'est quand cette loi modifie profondément la responsabilité de l'une ou l'autre partie et la modifie à tel point que je crains fortement qu'on empêche finalement la construction de logements parce que les gens auront peur d'investir car ils ne se sentiront plus maîtres de leur investissement et ils seront probablement pris avec une loi qui les rendra presque à la merci de locataires non désirables.

Bien sûr, on est parti d'un préjugé, de la part du Parti québécois, que les propriétaires sont des exploités et les locataires des exploités. Il y a peut-être du vrai car certains propriétaires ont ambitionné dans le passé. Par contre, certains locataires ne sont pas sans reproche. Mais actuellement, ce projet de loi change toute la responsabilité qui sera presque entièrement sur le dos du propriétaire.

M. le Président, nous croyons au droit au logement pour tous les citoyens chez nous et un droit au logement à un prix convenable, mais en exigeant du propriétaire certaines normes très strictes concernant l'habitabilité, on va, par ce fait, obliger le locateur à faire des réparations parfois coûteuses qui se refléteront inmanquablement sur le prix des loyers. En conséquence, M. le Président, j'invite le ministre à beaucoup de prudence dans l'application de la réglementation touchant le code d'habitabilité et j'espère sincèrement qu'il proposera très bientôt en cette Assemblée un programme d'aide à la restauration résidentielle,

tel que promis en commission parlementaire et lors de l'étude du rapport de la commission, le 1er novembre dernier, ce programme d'aide à la restauration résidentielle devant s'appliquer à tous les locateurs du Québec et non plus, tel que présentement, aux propriétaires d'habitation à l'intérieur d'un projet d'amélioration de quartiers.

Dans ce projet de loi, aux articles 1662 et suivants, on trouve les dispositions particulières au bail d'un logement à loyer modique. M. le Président, je ne veux pas commenter article par article ce chapitre. Par contre, je veux ici souligner au ministre le coût astronomique des habitations à prix modique, des HLM.

Lors de son intervention en deuxième lecture, notre chef, le député de Lotbinière, le 22 juin dernier déclarait ce qui suit: "Les HLM coûtent en moyenne, selon les chiffres fournis hier par le ministre des Affaires municipales, à l'occasion d'une période des questions ou lorsqu'il a parlé tout à l'heure, \$200 millions pour 6000 logements au Québec. Si je sais compter convenablement, cela fait \$33 300 par logement construit par le gouvernement du Québec. Un HLM, \$33 000 par logement. On va prendre 10% d'intérêt." C'est rendu à 15% aujourd'hui. "C'est le minimum qu'on va payer à l'heure actuelle d'intérêt. C'est \$3300 d'intérêt par année. On va prendre l'entretien qui sera de 2% ou quelque chose comme cela, c'est \$600, le chauffage, \$600, l'électricité, \$200. Ce sont des coûts minimums. À la fin de l'année, cela a coûté \$4800 soit au gouvernement du Québec ou au locataire, mais cela coûte \$4800, donc \$400 par mois pour une habitation à loyer modique. Peut-être que le travailleur va payer \$150, \$200 ou \$225 pour son HLM.

"Il y a beaucoup de travailleurs qui paient beaucoup moins que cela étant donné leur manque à gagner. Les locataires de ces logements n'ont souvent que leur pension pour vivre. Il va falloir que le gouvernement se réveille et qu'il fasse quelque chose. Quand on dit qu'on va construire des HLM partout, ce que je veux dire, c'est que même avec n'importe quel projet de loi, on fait juste déplacer le problème. Cela coûte cher quelque part et il va falloir un jour ou l'autre se décider à trouver des moyens de bâtir à meilleur marché et vivre selon nos moyens, même dans les HLM à travers le Québec."

Le lendemain matin, c'est-à-dire vers 1 heure ou 1 h 30 du matin, le 22 juin dernier, le ministre disait ceci dans sa réplique: "M. le Président, j'ai évidemment écouté le député de Verdun qui parlait de l'autonomie municipale. J'espère qu'il n'a pas fait son discours à partir du premier projet de loi 107, mais bien à partir du deuxième qui, justement, remet aux municipalités le contrôle des démolitions ou des changements d'affectation. Sur ce projet, le ministre s'est rendu à la demande des municipalités qui demandaient le contrôle des démolitions dans les municipalités. Bien sûr, ce seront les municipalités qui se prévaudront de l'article de la loi, qui feront des règlements et qui pourront se prévaloir de cette loi. Dans les autres

municipalités, ce sera la loi générale qui s'appliquera."
(17 h 10)

Mais en réponse à notre chef, le ministre disait: "Finalement, le chef de l'Union Nationale a parlé des HLM qui coûtent terriblement cher. Tout le monde est d'accord avec lui. Ce ne sont pas seulement les HLM. C'est la construction neuve en général qui coûte cher. Il a tellement raison que cela coûte cher, les HLM, qu'il faut trouver d'autres formules qui coûteront moins cher. On travaille présentement à un programme d'allocations au logement où on pourra donner une allocation aux gens pour rester chez eux. Mais précisément avant de faire cela, si on ne veut pas que ce soit un transfert net d'argent du gouvernement aux propriétaires, il faut avoir un système de contrôle des loyers." Je suis d'accord avec lui que les HLM coûtent cher. Je suis d'accord qu'il faut trouver d'autres formules; l'allocation au logement en est une, mais elle suppose un système efficace de contrôle des loyers. Voilà, M. le Président, ce que je croyais devoir dire.

M. le Président, dès l'adoption de ce projet de loi, le gouvernement aura en main son système efficace du contrôle des loyers. M. le ministre, dans votre réplique du 22 juin dernier, vous déclariez que le gouvernement travaillait à un programme d'allocations au logement en donnant une allocation aux gens pour rester chez eux. M. le Président, vous comme moi et tous les citoyens du Québec aimerions savoir où en est ce dossier et à quand la présentation de ce programme d'allocations au logement.

A plusieurs reprises, dans ce projet de loi, on fait allusion aux logements coopératifs. M. le Président, au mois de septembre dernier, le Regroupement des coopératives d'habitation présentait à ce gouvernement un mémoire dans lequel on peut retenir les commentaires suivants. On faisait mention que les Québécois ont deux façons de répondre à leurs besoins en habitation: être propriétaire ou être locataire. Les locataires sont la majorité: 85% des ménages le sont à Montréal et 75% à Québec. Si cette situation en satisfait plusieurs, elle porte également le germe de plusieurs problèmes que certains vont même jusqu'à qualifier de crise du logement. On a beaucoup écrit au Québec ces dernières années sur les problèmes d'habitation et beaucoup proposé: commissions, rapports, colloques. Toutefois, aucune politique articulée et concrète n'en a résulté. On n'a pris que des mesures partielles et ponctuelles. On mentionne que l'Etat s'efforce de développer un secteur public de logements sociaux. Sous plusieurs aspects, ce secteur constitue un échec financier et social. On dit qu'un secteur prometteur se développe au Québec: c'est celui de l'habitation coopérative. Ce secteur est encore modeste et il se développe à son rythme avec cohérence, en dépit des nombreuses difficultés rencontrées.

Les avantages de la formule coopérative en habitation sont les suivants: a) elle améliore les conditions d'habitation des locataires, elle leur procure la sécurité d'occupation, la qualité physi-

que et la stabilité des coûts; b) elle repose sur l'initiative et la responsabilité de ses résidents: c'est la première condition de succès pour tout mode d'habitation — le bilan de la gestion des coopératives qui existent est très positif; c) elle se veut accessible à toutes les couches sociales: l'expérience a démontré qu'elle constitue une façon très économique pour l'Etat d'aider les ménages à faible revenu à se loger convenablement, beaucoup plus économiquement en tout état de cause que le logement public; d) elle permet la restauration du bâtiment sans entraîner, comme le font d'autres programmes, l'éviction des locataires pour les remplacer par de plus fortunés; e) elle permet l'appropriation du patrimoine résidentiel, lequel demeure un bien collectif et non spéculatif puisque les coopératives sont sans but lucratif.

Plus loin, dans le document qui m'a été envoyé par la Coopérative d'habitation de Saint-Hyacinthe on fait des recommandations au ministre concernant la reconnaissance de la formule de coopérative d'habitation, simplification du processus administratif, accessibilité pour tous, financement par l'Etat et subvention.

En conclusion, on peut dire que les coopératives veulent que le gouvernement définisse une politique cohérente d'encouragement à la formule coopérative d'habitation, et il leur apparaît urgent que le gouvernement du Québec se donne une véritable politique de l'habitation qui dépasse la construction de logements publics et l'approche curative de la Régie du logement. Le développement d'un secteur coopératif fort devrait constituer une pièce importante d'une telle politique, car la coopérative permet à ses membres d'obtenir un logement à moindre coût, de contrôler eux-mêmes les conditions d'habitation et de vivre une expérience collective.

M. le Président, j'aimerais demander au ministre s'il a pris connaissance de ce mémoire, s'il partage les points de vue exprimés, et s'il a l'intention de donner suite aux recommandations des regroupements des coopératives d'habitation du Québec.

En terminant, M. le Président, je dois souligner la grande ouverture d'esprit du ministre lors de l'étude de tout ce projet de loi, le remercier pour les nombreuses modifications qu'il a apportées à la suite des demandes exprimées, et également souhaiter que son exemple soit suivi par les autres ministères en ce qui regarde la présentation ou la distribution des règlements en même temps que l'étude de son projet de loi. Bien sûr, toute la réglementation n'a pas été distribuée, n'a pas encore été rédigée, mais j'espère que l'exemple du ministre sera suivi par tous les autres ministères lors de la présentation de projets de loi futurs.

Je vous remercie.

Le Vice-Président: Merci.

M. le député de Verdun.

M. Lucien Caron

M. Caron: M. le Président, quelques mots sur le projet de loi no 107. Mon collègue de Notre-

Dame-de-Grâce a fait un bel exposé, mais, en tant que maire d'une municipalité où il y a 85% de locataires, j'aimerais ajouter quelques mots avant l'adoption de ce projet de loi no 107. Je voudrais dire que c'a été bien agréable de travailler à ce projet de loi; je pense que tous les députés de cette Chambre qui sont dans des circonscriptions où il y a énormément de locataires, auront beaucoup de renseignements à fournir à ces gens, parce que ça fait un grand chambardement. Vous savez que le projet de loi a été déposé en première lecture, réimprimé pour essayer de faire plaisir au plus de gens possible, parce qu'au début, comme le disait mon collègue de Notre-Dame-de-Grâce, je pense qu'il n'y avait pas grand monde qui était heureux. Naturellement, dans le programme du Parti québécois, on avait promis de tout chambarder surtout pour faire plaisir aux locataires. C'est assez difficile pour le gouvernement de faire plaisir aux deux parties.

En ce qui concerne le contrôle par les municipalités, je suis bien heureux que le ministre laisse le contrôle à toutes les municipalités du Québec qui voudront faire la réglementation en conséquence et former des comités en ce qui touche la démolition. Je pense bien que s'il y a des gens qui doivent faire ce travail, ce sont les municipalités qui sont conscientes de ce qui se passe dans leurs limites. Le ministre a accepté.

En ce qui concerne les frais de déménagement, je trouve que ce n'est pas clair, j'espère qu'on pourra être assez juste au sujet des frais de déménagement des gens qui auront à se déplacer à cause de la démolition. Je pense que le propriétaire actuel, d'après moi, aura des problèmes. Vous savez que 270 amendements, ça change complètement ce projet de loi. C'est un projet qui a été chambardé du début à la fin.

Il y a aussi la question de formulaire qui sera pas mal compliquée. J'aurais aimé que le ministre accepte l'amendement du député de Notre-Dame-de-Grâce, jeudi soir, pour protéger le petit propriétaire de six logements et moins.

(17 h 20)

Je reviens encore, M. le Président, dans le but d'essayer de convaincre le ministre qu'il y a beaucoup de propriétaires ici au Québec qui ont six logements et moins et qui n'ont pas la facilité des grosses compagnies, des grosses entreprises qui ont un système de bureau, de comptabilité, qui ont un secrétaire à leur disposition et ces gens sont d'un certain âge et cela énervera ces gens plus qu'autre chose. Il y a aussi la question d'entente entre les deux parties. On est bien heureux qu'il y ait encore de très bons propriétaires comme de très bons locataires ici au Québec et je dirais que c'est la majorité, et il y aura chance entre les deux parties de s'entendre sans aller à la régie.

Question de programme de restauration. Durant la commission parlementaire, le ministre nous a dit que le gouvernement — il ne s'est pas trop ouvert et c'est tout à fait normal — avait l'intention M. le Président, de nous arriver avec un nouveau système de restauration à travers le Québec. J'espère que cela va arriver le plus tôt possible.

Peut-être que ce sera le temps, M. le ministre, à la veille des élections partielles. Vous pourriez faire comme certains de vos collègues qui se promènent à travers le Québec...

M. Tardif: ... si je comprends rien.

M. Caron: A Verdun aussi, vous pourriez nous envoyer cela. Vous savez qu'il y a place... surtout une municipalité de 100 ans, M. le Président. La ville même n'a pas les moyens et ce serait une belle preuve de votre part si vous pouviez nous annoncer cela le plus vite possible.

Une Voix: Il y a des élections partielles. Avant le 14?

M. Caron: Avant le 14. Parfait, M. le Président. Je suis bien heureux et la municipalité de Verdun va être bien heureuse d'accepter toutes les subventions possibles qui pourront venir chez nous.

La question des HLM aussi. J'aimerais demander au ministre, si c'était possible, de presser la question de la location. Vous savez que pour les HLM, la procédure est assez longue et là je n'en blâme pas le gouvernement, question de trouver des terrains, question de les acheter, le processus est assez long et, par certains moments, difficile. Je pense qu'on fait deux classes de la société avec cela. Il faudrait donner la chance aux gens qui veulent rester dans leurs logements d'avoir un revenu additionnel pour qu'ils puissent rester dans le secteur où ils demeurent. C'est bien beau de s'en aller. Les gens sont heureux d'être dans des HLM, mais par contre, il y a des gens qui aimeraient mieux rester dans leurs secteurs.

Je pense, M. le ministre, que cela presse de pouvoir aider les gens qui veulent demeurer dans leurs secteurs. Surtout, les gens qui reçoivent de l'aide sociale, les gens qui sont retraités et reçoivent seulement une petite pension, ils ne peuvent pas arriver. Si je me rappelle bien, quand j'étais de l'autre côté de la Chambre, j'ai souvent entendu de vos collègues et de nos collègues aujourd'hui qui sont ministres essayer de défendre ces gens, même pour la question de la taxe d'eau, augmentation du transport en commun à Montréal. Il y en a eu une dernièrement et je vous dis qu'on n'a pas entendu, M. le Président, bien des personnes de l'autre côté s'opposer et essayer d'en venir à une entente pour bloquer l'augmentation. Même le premier ministre aurait dû. Il a toujours dit qu'il était pour les gens d'une certaine classe, qu'il ferait quelque chose pour les aider. Cela aurait été le temps. On n'a rien entendu. Enfin, si le ministre des Affaires municipales pouvait nous dire quand et le plus vite possible il va essayer de trouver un processus d'allocation pour pouvoir aider le petit locataire, ce serait un avantage énorme. C'est une nécessité et cela presse, M. le Président.

Je voudrais aussi demander, je ne sais pas si, dans sa réplique, le ministre nous dira — vous savez, avec toute la documentation que cela va prendre et le chambardement, comme je disais tout à l'heure — qu'il y aura assez de personnel

surtout au moment où on commencera, pour pouvoir donner la chance aux gens de comprendre, qu'il y aura assez de régisseurs. Et comme je disais au début, que cela a été bien agréable d'avoir à travailler, je tiens à dire que je ne veux pas avoir de faveur du ministre plus que d'autres. Je pense qu'on doit être traité tous sur le même pied. Cela a été bien agréable de travailler avec le ministre.

Je lui demanderais ceci en terminant. Quand on crée des régies on fait des changements, vous savez que le président de la Régie des loyers, c'est un bon type de Verdun et j'espère qu'avec tout ce chambardement le ministre va laisser le président actuel en place. Je vous remercie beaucoup, M. le Président.

Le Vice-Président: M. le député de Saint-Louis.

M. Harry Blank

M. Blank: M. le Président, seulement quelques mots pour faire penser à un problème dans le comté de Saint-Louis actuellement qui a été soulevé par le député de Verdun. Grâce aux journaux, tout le monde peut être au courant que sur la rue Esplanade, près de Mont-Royal, il y a une compagnie privée qui fait de la restauration de maisons. Ces maisons ont besoin de restauration, mais cela a créé un problème et il n'y a aucun mode législatif à notre disposition pour le régler.

Durant la période de restauration, où va-t-on placer les personnes? Je pense qu'il y a 80 familles qui sont là. Deuxièmement, si on trouve un moyen de les placer, quand elles devront retourner dans leur propre logement, elles n'auront pas les moyens de payer le loyer qui est maintenant exigé, parce que vraiment cela coûte cher pour la restauration. On ne peut blâmer ni le propriétaire, ni le locataire, mais on est dans une impasse. A ce moment-ci, environ 80 familles ont le même problème, parce que le propriétaire doit couper l'électricité et l'eau pour finir ces réparations. Il y a une autre partie de la bâtisse qui est affectée, il n'y a pas d'électricité, il n'y a pas d'eau, il n'y a pas de chauffage.

Franchement, ce n'est seulement pas la faute du propriétaire, c'est nécessaire. Y a-t-il une façon par une loi, une réglementation ou l'aide du ministre, de soulager ces gens de la rue Esplanade?

Le Vice-Président: Merci, M. le député de Saint-Louis.

M. le ministre des Affaires municipales.

M. Guy Tardif

M. Tardif: M. le Président, je n'avais pas l'intention de faire une réplique tellement longue à ce qui a été dit, mais je pense qu'il y a eu des questions posées et je vais essayer d'apporter des réponses.

Cependant, on me permettra de relever une chose. J'ai essayé de suivre le député de Notre-

Dame-de-Grâce lorsqu'il nous disait qu'à certains égards, parce qu'on avait tenu compte de certains amendements, on pouvait dire que le projet de loi no 107 était presque un projet de loi libéral, et que, d'autre part, il qualifiait ce projet de loi de bourgeois. Evidemment, cela me fait rire un peu, parce que, il y a deux catégories de personnes qui vont qualifier ce projet de loi de bourgeois. Ce sont les membres du parti ML, marxiste-léniniste et les membres du parti PL, Parti libéral.

C'est vrai qu'ils ont plusieurs traits en commun tous les deux, ils sont tous les deux pour le fédéralisme, ils sont tous les deux contre la souveraineté-association. Dans les deux camps, on a l'habitude de se prononcer ex cathedra. Il y a au moins cela en commun entre le ML et le PL.

Blague à part, le député de Notre-Dame-de-Grâce s'insurgeait contre le fait que le projet de loi no 107 allait permettre aux législateurs que nous sommes de s'immiscer, disait-il, dans la chambre à coucher des gens. A ce moment, le député de Notre-Dame-de-Grâce disait, citant son grand maître à penser à Ottawa, M. Trudeau, qu'il n'appartenait pas à l'Etat de s'infiltrer dans les chambres à coucher des gens. Je pense que si le député de Notre-Dame-de-Grâce veut se donner la peine de rappeler à la population du Québec l'épisode de cette citation de l'ex-premier ministre du Canada, s'il la situe dans son contexte, il s'agissait de l'adoption d'un bill omnibus. Bill omnibus qui touchait entre autres le comportement sexuel des gens et dans lequel il traitait de ces comportements qui se commettent en privé entre adultes consentants.

(17 h 30)

A cet égard, disait-il, il n'appartient pas à l'Etat, s'il avait voulu aller au fond de sa pensée, ne pas s'introduire dans les chambres à coucher des gens, mais bien dans la couchette même! Le projet de loi no 107 ne traite pas de cela du tout. C'est vrai que le projet de loi no 107 prévoit une réglementation qui touchera des normes minimales en matière d'habitation, de logement, mais c'est vraiment charrier de dire que cela va permettre à l'Etat de s'introduire dans la Chambre à coucher des gens.

Le projet de loi no 107, effectivement, vise à régler des problèmes d'habitabilité, de logements non munis de commodités élémentaires d'hygiène, d'eau courante, d'eau chaude, de chauffage. Je pense bien que le député de Notre-Dame-de-Grâce n'avait pas d'objection à ce que la loi 107 et la réglementation viennent précisément régler ces problèmes. Il nous suggère d'y aller doucement dans l'application de cette loi; ce à quoi je lui réponds que je suis tout à fait d'accord. Il ne s'agit pas de bousculer l'application d'une loi et son adoption, mais bien de prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que tant les propriétaires que les locataires ont eu l'occasion de se familiariser avec ces dispositions, que la régie est prête à l'appliquer, que les tribunaux sont prêts à entendre les causes.

En ce qui concerne le député de Saint-Hyacinthe, je me demande dans quelle mesure les re-

cherchistes, qui, je pense, ont fait une recherche pour la préparation de ses notes, ont vraiment suivi la commission parlementaire comme lui, le député de Saint-Hyacinthe, l'a suivie. J'ai l'impression qu'il y a eu, au cours de son exposé en troisième lecture et par rapport à des choses qui ont été dites en commission parlementaire, des attitudes qui nous montrent qu'il s'est produit une mutation chez lui entre le moment où il a acquiescé à un certain nombre de points en commission parlementaire et ce qu'il dit maintenant. Je ne peux pas concevoir que le député de Saint-Hyacinthe en vienne encore à parler d'inversion du fardeau de la preuve. La preuve n'a jamais été inversée, la preuve incombait toujours au propriétaire de justifier son augmentation de loyer et elle lui incombera toujours. Sans doute, le député de Saint-Hyacinthe voulait parler du fardeau de la démarche.

Le député de Saint-Hyacinthe n'a pu s'empêcher de revenir à la charge avec un certain nombre d'affirmations qui avaient été faites en deuxième lecture et par certains groupes que, par exemple, la loi 107 allait avoir un effet paralysant sur l'industrie de la construction. Le fait est que si la loi 107 est adoptée, il se pourrait fort bien qu'un Martien, venant sur terre en l'an 2000 et regardant la courbe de production des logements au Québec en 1979 par rapport à 1980, se rende compte d'un affaissement de la courbe. Là, il fera un lien en disant: Voilà, il y a un lien. S'il lit le discours du député de Saint-Hyacinthe, il dira: Il y a un lien entre l'adoption de la loi 107 et la baisse de l'industrie de la construction. Sauf que je ne voudrais pas que ce Martien soit un Martien myope — je pense que ce n'est pas le cas du député de Saint-Hyacinthe — et que, à ce moment-là, ce Martien ne fasse pas la relation avec l'augmentation des taux d'intérêt qui est le véritable facteur du ralentissement de la construction et non pas la loi 107 qui, elle, existe dans notre paysage depuis 1951. Il ne faudrait quand même pas charger sur les épaules de cette loi la responsabilité des fluctuations du marché de l'habitation, des fluctuations de l'offre et de la demande dans le secteur.

Le député de Saint-Hyacinthe nous dit: Evidemment, c'est bien connu, le Parti québécois, avec ses préjugés en faveur des locataires... Je tiens encore une fois à rappeler au député de Saint-Hyacinthe que le projet de loi no 107 ne vise pas à prendre partie pour l'un ou l'autre des groupes en présence, mais bien à faire en sorte que chacun puisse exercer les droits normaux que lui reconnaît la loi et vise en quelque sorte à réprimer les abus, à fixer les règles du jeu. Il ne s'agit pas d'interdire les ententes entre les parties. Il s'agit d'en fixer les balises et, comme je le disais, de réprimer les abus.

S'imaginer qu'en supprimant la loi, à supposer qu'il n'y ait pas de loi de contrôle des loyers, on éliminerait les problèmes, c'est se cacher la tête dans le sable. Le député de Saint-Louis tantôt, dans sa brève intervention, a souligné les problèmes réels des gens qui coupent le chauffage. Il

suffit d'avoir lu les journaux au cours des derniers jours pour voir qu'il y a présentement des locataires qui ont dû s'adresser aux tribunaux pour faire brancher le chauffage dans leur logement. Si le froid survient un petit peu plus tôt en saison, bien souvent, on grelotte dans les maisons, on peut attraper toutes sortes de maladies et il n'y a aucune autre disposition présentement que de s'adresser au tribunal pour obtenir justice.

La loi de la régie va permettre une chose très simple. Entre nous, qu'est-ce que cela peut bien donner à un locataire que son propriétaire soit condamné à l'amende pour ne pas avoir mis le chauffage? Cela ne lui donne pas de la chaleur dans sa maison. La nouvelle loi va faire une chose, elle va permettre au locataire de déposer le loyer et, quand le propriétaire aura branché le chauffage, il aura son loyer. Je pense que c'est l'objectif de la loi. Ce n'est pas d'avoir un effet, comment dirait-on, pénalisant. En ce sens, la loi est venue dépénaliser un paquet de comportements, mais elle est venue mettre la sanction là où elle faisait mal et là où il fallait qu'elle soit pour qu'un locateur exécute les obligations découlant du bail.

Le député de Saint-Hyacinthe — et son exposé a été repris en cela par le député de Verdun — a dit, citant le chef... je ne sais plus si c'est de l'Union Nationale ou d'un nouveau parti, il a dit "notre chef" mais, enfin... en tout cas, citant le député de Lotbinière...

Une Voix: Le député de Gouin peut-être?

M. Cordeau: Est-ce que M. le ministre veut une question de privilège?

M. Tardif: Citant le député de Lotbinière, il n'y aura pas de confusion, a dit: "Les HLM coûtent cher", comme s'il nous apprenait une vérité. Je pense l'avoir dit en commission parlementaire, c'est un fait que les HLM comme tels coûtent cher à l'Etat. Ils coûtent cher pour toutes sortes de raisons, dont certaines sont valables. Il ne faudrait quand même pas faire de la démagogie là-dessus. Personne ne pardonnerait à l'Etat d'avoir construit des maisons en carton-pâte qui s'effondreraient ou brûleraient comme une boîte d'allumettes. Il y a donc des exigences, pour les personnes âgées particulièrement, qui doivent être respectées. Une partie des coûts peut provenir de cela. Une partie des coûts également peut provenir du fait que c'est vrai qu'il y a des exigences de qualité aussi et d'espace qui peuvent faire en sorte que, à superficie égale, on en vienne à des coûts plus élevés. Je vous donne un exemple, et je pense que le comté de Saint-Hyacinthe, dans le comté duquel, M. le Président, je suis allé inaugurer un HLM il n'y a pas tellement longtemps, pourrait en témoigner: 137 logements de préfabrication, oui.

Une Voix: Il est contre les HLM?

M. Tardif: Vous et moi, et nous tous qui demeurons peut-être dans des appartements de passage ici à Québec, nous nous soucions peu

d'avoir un balcon à notre usage — on n'a même pas le temps d'aller s'asseoir sur le balcon — mais, dans le cas des personnes âgées de plus de 65 ans, quand la seule fenêtre ou à peu près qui leur reste sur le monde à part la télévision, est le balcon, c'est une donnée qui entre en ligne de compte et pour laquelle il nous faut, je pense, ajouter de ces éléments structuraux qui impliquent de telles choses.

Par exemple aussi, nous nous efforçons de faire en sorte que tous nos logements soient accessibles aux personnes handicapées, que les chambres de bain soient munies de toutes sortes d'installations permettant aux personnes âgées de se lever, d'aller dans la baignoire, d'en revenir, etc. (17 h 40)

Bref, toutes sortes d'installations, M. le Président, que je pense que le député de Saint-Hyacinthe sera le premier à dire, après avoir visité avec moi ce HLM, qu'il ne concevrait pas qu'on aille enlever cela des logements pour les personnes âgées. S'il admet cela — et je le vois hocher de la tête de façon affirmative, dire oui, c'est vrai, M. le ministre et j'espère qu'il va prendre l'habitude de dire oui — il y a des coûts à cela. Je ne voudrais pas entrer plus longtemps dans les détails. Le député de Saint-Hyacinthe et celui de Verdun ont dit tous les deux: Puisque cela coûte cher, puisque le ministre lui-même l'admet, puisque le ministre s'est engagé à se pencher sur un programme d'allocations de logement, il faudrait qu'il l'annonce au plus tôt.

Je voudrais mettre deux réserves à cela, M. le Président. La première, c'est qu'il n'est pas question d'éliminer complètement la production de logements sociaux. C'est vrai que nous avons mis une emphase comme jamais auparavant dans la réalisation de tels logements en nous engageant dans des programmations de 6000 par année cette année et 6000 l'année dernière, 3000 l'année avant, alors que la moyenne antérieure était à peu près de 2000 ou 2500. C'est vrai, M. le Président, qu'on a fait un effort, mais on ne pourra pas continuer à ce rythme. Il faudra en revenir à un rythme plus modeste et, au même moment, mettre en place d'autres mesures telles l'allocation de logement pour lesquelles, évidemment, il nous faut un contrôle des augmentations de loyer, sans quoi ce sera l'argent des membres de cette Assemblée — personne ne s'en plaindra peut-être — mais celui de tous les citoyens du Québec qu'on va faire transférer de l'Etat aux propriétaires en faisant passer par locataires interposés si on n'a pas un contrôle des augmentations de loyer, M. le Président.

Il y a une autre bonne raison, M. le Président, pour laquelle moi, personnellement, je vais me battre aussi pour un programme d'allocations de logement. C'est que les gens peuvent continuer, à ce moment-là, d'habiter dans leur maison, dans la maison où ils ont parfois élevé toute leur famille — au lieu de s'en aller dans un logement plus à l'étroit — et conserver ce patrimoine domiciliaire et familial.

Il y a enfin une troisième raison, M. le

Président. C'est que moi, personnellement, comme ministre des Affaires municipales, quand je visite des HLM, je m'interroge souvent, il m'arrive souvent de m'interroger à savoir si ces logements qui sont gérés par les offices municipaux d'habitation vont vraiment aux personnes à qui ils sont destinés, vont vraiment aux personnes qui en ont besoin, et j'ai l'impression que les élus municipaux dans les municipalités qui s'en remettent à un office municipal ou à un comité de sélection se posent aussi la même question. Au moins, avec l'allocation de logement, on n'aura pas ce problème. On a un programme d'allocations en fonction du revenu, tandis qu'à l'heure actuelle, il y a tellement de facteurs extrinsèques, d'artefact qui peuvent faire que, finalement, les logements destinés aux personnes âgées dans le besoin, étant donné la distance, étant donné les différentes interprétations dans l'application des critères, ne sont pas habités par les gens à qui ils sont destinés. Pour toutes ces raisons, je vais être le premier à vouloir l'implantation d'un tel programme aussitôt que possible.

M. le Président, il y a un autre point, cependant, soulevé par le député de Verdun et contre lequel... Vraiment, c'est le comble. C'est le comble lorsque le député de Verdun dit: On n'a pas entendu beaucoup de députés du côté ministériel et du gouvernement s'opposer à la hausse des augmentations du transport en commun sur le territoire de la CTCUM.

En conséquence, on espère qu'ils vont apporter plus d'attention au besoin de logements des personnes âgées. M. le Président, de la part d'un député-maire, d'un député membre de la Communauté urbaine de Montréal, d'un député qui siège au sein de l'organisme même qui a décrété ces augmentations, je lui demande ce qu'il a fait et ce qu'il a dit au sein du conseil.

Une Voix: Répondez!

M. Tardif: Est-ce qu'il a parlé au niveau et au moment où il fallait parler sur cette question? Je dis qu'effectivement c'est le député de Saint-Jacques et leader du gouvernement qui a exprimé des réserves quant aux augmentations dans le cas des personnes âgées et des étudiants qui, après avoir connu — c'est vrai — une certaine stagnation dans le temps, tout à coup ont connu une augmentation.

M. le Président, j'aimerais quand même que le député de Verdun, avant de faire de telles affirmations, ait au moins saisi lui-même l'occasion d'intervenir au palier où se situe présentement la question.

En terminant, j'ai eu l'occasion de dire tantôt, en réponse au député de Notre-Dame-de-Grâce, que ce n'était pas mon intention d'appliquer cette loi tout d'un coup, sans qu'on ait pris le temps de mettre en place les structures. Je pense que cela est important pour le député de Saint-Hyacinthe et celui de Verdun qui ont tous les deux dit: Oui, mais maintenant il va y avoir des exigences en matière de code d'habitabilité et les propriétaires

vont être obligés de faire des réparations tout de suite, sans cela le locataire pourra s'en aller... Ce n'est peut-être pas en ces termes-là que cela a été dit, mais cela revenait à cela. Je l'ai dit en commission parlementaire, en deuxième lecture, lors de la prise en considération du rapport et je le répète maintenant: Il n'est pas question que les règlements en matière de code d'habitabilité entrent en vigueur sans qu'un programme adéquat de restauration vienne là. Si bien que si un locataire se tourne vers son propriétaire et dit: Je voudrais que telle exigence du code d'habitabilité soit respectée dans mon logement, que le locataire puisse se tourner de bord et s'adresser à la Société d'habitation du Québec pour dire: J'aimerais faire une demande pour me conformer à cette exigence.

Cela me permet de rejoindre, par ce biais, l'intervention du député de Saint-Louis qui souligne, à juste titre, que le problème de la restauration est énorme, qu'il a des conséquences néfastes importantes qui doivent être corrigées. Je lui dis que c'est précisément pour cela que nous travaillons présentement à un programme proprement québécois de restauration parce que nous croyons que le programme PAREL tel qu'il existe, le programme d'aide à la remise en état des logements, comporte ses effets secondaires.

La semaine dernière, j'ai cité des chiffres lors de la prise en considération du rapport où nous avons la preuve que 54% des locataires qui habitaient des logements avant restauration ne peuvent plus les habiter après. 54%, c'est plus qu'un sur deux. Pourquoi? Dans 35% des cas, c'est à cause du nouveau loyer qu'ils ne peuvent assumer et ce, malgré le fait que, en principe, le programme PAREL prévoit la signature d'une entente entre les parties.

Le député de Saint-Louis a tout à fait raison de s'inquiéter de cette situation et c'est la raison pour laquelle nous travaillons à un tel programme présentement, un programme modifié de restauration.

Le député de Saint-Louis a aussi posé la question: Qu'est-ce qui se passe lorsqu'il faut loger temporairement les locataires dans les cas de restauration? Je lui dis que ça aussi, ça m'apparaît être une des lacunes du programme de remise en état des logements présentement et que le programme sur lequel nous travaillons va comporter un volet visant le relogement temporaire des gens déplacés. Je lui dis également ceci: Présentement, avec le programme de supplément de loyer, nous avons offert aux offices municipaux d'habitation de constituer une banque de 500 logements, qui est à la disposition des OMH, pour leur permettre de loger temporairement des gens évincés par suite de sinistre, de catastrophe, d'incendie ou encore de déplacements qui peuvent résulter d'une restauration majeure à faire à un édifice. Ce n'est pas une banque énorme, ce ne sont pas toutes les municipalités qui s'en sont prévalu, ce ne sont pas toutes les restaurations, évidemment, qui permettent de...

Le Président: M. le ministre, en m'excusant de vous interrompre, puis-je vous demander... Je comprends qu'il y aura un consentement pour vous permettre de tirer vos conclusions, mais votre temps est déjà expiré.

M. Tardif: M. le Président, je conclusai là-dessus pour dire que je suis d'accord avec le député de Saint-Louis, que j'éprouve les mêmes sentiments que lui à cet égard et que c'est mon désir le plus cher d'apporter un programme de restauration qui n'ait pas ces effets secondaires que personne ne souhaite.
(17 h 50)

Je voudrais, en terminant, dire que c'est bien évident qu'il ne faut pas demander à la loi 107 de faire plus que ce qu'elle fait, c'est-à-dire essayer de mettre un peu d'ordre dans les relations entre locataires et locateurs. Elle ne mettra jamais de jugement dans la tête de ceux qui n'en ont pas, elle n'apportera jamais de modération aux gens qui veulent tout avoir, elle ne mettra jamais un sens de propriété et d'équité chez les gens qui en sont peut-être démunis, mais pour d'autres raisons. Ce qu'elle fera, c'est tenter de civiliser un peu ces rapports. C'est peut-être modeste comme objectif, mais c'est quand même important.

C'est sûr que ça ne règlera pas tous les problèmes d'habitation au Québec. Il y a des mesures fiscales qui s'imposent, et le crédit d'impôt foncier est de ceux-là; il y a des mesures urbaines qui s'imposent, des mesures d'aménagement aussi. Il y a un paquet d'autres mesures qui sont toutes de nature à améliorer non seulement la question du logement, mais celle de l'habitation.

Je vois le député de Saint-Hyacinthe, M. le Président — avec votre indulgence — qui me demande si j'ai oublié de répondre à sa question sur les coopératives. Je présume donc que j'aurai un consentement pour y répondre; je lui dis: Non, je n'ai pas oublié cette question en rapport avec les coopératives. J'ai lu le mémoire du Regroupement des coopératives et je dois avouer que je suis un peu dans une situation où je me pose un tas de questions.

Je me pose des questions pour la simple raison que j'ai mis sur pied, il y a deux ans, un programme qui s'appelle LOGIPOP qui vise à permettre, d'ajouter au programme fédéral par lequel, à l'époque, et cela a été modifié depuis, le fédéral assurait aux coopératives un financement à cent pour cent, avec une remise gracieuse de 10% de l'emprunt, un taux d'intérêt de 8%, le tout étalé sur 50 ans. Mon programme venait s'ajouter à cela en permettant des subventions de démarrage de \$500 aux coopératives d'habitation, de \$50 000 à des groupes de ressources techniques pouvant aider la formation de coopératives et de \$1500 par unité de logement produite. M. le Président, je dois avouer après deux ans qu'à peu près 2000 logements ont été produits ou réalisés de cette façon. On va peut-être déplorer le fait que ce n'est pas un rythme extraordinaire de réalisation par les coopératives. D'un autre côté, M. le Président, quand on

sait ce que cela implique de participation que de mettre sur pied une coopérative, que de la réaliser, que de se retrouver dans le dédale des programmes fédéraux, québécois et municipaux, et surtout que cela vient encore d'être changé et que, dorénavant, les coopératives devront, comme les provinces et les municipalités, d'ailleurs, se financer sur le marché privé, mais sous réserve d'approbation, donc encore d'autres intervenants, ne nous étonnons pas que tout cela, dis-je, prenne du temps.

Néanmoins, je pense que ce n'est donc pas dans ce cas une non-disponibilité de fonds qui explique que cela n'ait pas progressé plus. Il y a toutes sortes de raisons sur lesquelles je ne veux pas entrer ici maintenant. C'est peut-être relié à la formule coopérative elle-même et parfois peut-être à certaines querelles de chapelle à l'intérieur du mouvement coopératif entre les tenants de l'orthodoxie de la coopérative pure et d'autres. Toujours est-il que des fonds sont disponibles dans le programme LOGIPOP, je suis prêt à bonifier, à améliorer le programme LOGIPOP dans toute la mesure du possible, à m'en servir pour faciliter l'accès à la propriété collective des gens, et, M. le Président, je suis prêt à l'encontre le mouvement coopératif dès lors que j'aurai peut-être un peu plus de précisions sur les implications du programme fédéral qui, comme chacun le sait, a été tout récemment modifié. M. le Président, je vous remercie et je demande l'adoption du projet de loi 107 en troisième lecture.

Le Président: M. le député de Verdun.

M. Caron: M. le Président, je voudrais faire une mise au point en vertu de l'article 96. J'aimerais que le ministre relise le journal des Débats, car je n'ai jamais dit dans mon intervention qu'on arrête de construire des HLM. J'ai demandé qu'on les subventionne pour essayer de diminuer les listes d'attente. Si un autre député dans la Chambre l'a dit, moi je ne l'ai pas dit.

Deuxièmement, je tiens à dire au ministre des Affaires municipales, par le truchement de la municipalité de Verdun, que nous nous sommes opposés à l'augmentation des taxes, que nous avons envoyé une résolution et un télégramme au président de la CTCUM avec une lettre au ministre du Transport — pas le ministre actuel, l'ancien — il y a eu un changement, et M. le ministre des Affaires municipales, je veux dire le ministre des Transports, parce que cela relève... M. le Président, laissez-moi faire ma mise au point. Le ministre m'a attaqué, alors j'ai le droit de réplique. Je veux dire au ministre des Affaires municipales que le ministre des Transports du temps n'a pas accusé réception de ma lettre. Je veux ajouter que les maires de l'île de Montréal n'ont pas un mot à dire, vous le savez. Le président de la CTCUM est nommé par Québec, par le conseil des ministres et on décide entre le conseil des ministres et lui-même sans l'autorisation des maires. Là-dessus, je pense qu'on a fait notre possible.

Le Président: Très bien. M. le député de Verdun.

M. Cordeau: M. le Président, en vertu de l'article 96.

Le Président: En vertu de l'article 96, M. le député de Saint-Hyacinthe. Votre réplique a provoqué beaucoup d'interventions, M. le ministre des Affaires municipales.

M. le député de Saint-Hyacinthe, brièvement suivant les dispositions de 96.

M. Cordeau: M. le Président, en aucun temps je me suis opposé aux HLM, par contre je n'ai que constaté que les logements coûtaient cher actuellement et qu'il y avait possibilité d'améliorer, surtout les logements pour personnes âgées tels que construits à Saint-Hyacinthe. Je n'ai absolument rien contre, par contre, je suis pour.

Le Président: M. le leader.

M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.

M. Scowen: Il s'agit simplement du mot "bourgeois". Quant à moi, il n'y a rien de péjoratif et de négatif là-dedans. Je trouve et j'accepte que notre parti est bourgeois comme celui de l'Union Nationale, comme toute l'Assemblée nationale. De plus, je remercie le ministre de sa bourgeoise gentillesse en acceptant tous les amendements qu'on a proposés.

Le Président: M. le leader parlementaire du gouvernement, est-ce qu'on peut faire adopter la troisième lecture du projet de loi?

M. Charron: M. le Président, j'allais proposer sur ce projet de loi en particulier que le gouvernement désirerait un vote enregistré et je voudrais proposer que le vote ait lieu dès la reprise des travaux à 20 heures, en même temps que le vote sur la prise en considération des amendements que le député de Bellechasse a déposés cet après-midi au projet de loi no 125.

Le Président: Dois-je présumer qu'il y a consentement pour le vote? M. le député de Saint-Louis? Il y a consentement.

M. le député de Richmond?

M. Brochu: Il y a consentement.

Le Président: Les deux votes pourront avoir lieu ce soir à 20 heures. C'est bien cela. M. le leader parlementaire du gouvernement, c'est acquis, les deux votes auront lieu ce soir à 20 heures.

Avant qu'il ne soit 18 heures, j'aimerais toutefois faire remarquer qu'à l'appendice d'aujourd'hui paraît une motion de M. le député de Rouyn-Noranda, motion en vertu des dispositions de l'article 91 de notre règlement. Demain, mercredi, de même que le mercredi qui suivra, ce sera la

motion de M. le député de Rouyn-Noranda qui sera débattue. J'en donne lecture.

"Que cette Assemblée est d'avis que le gouvernement du Québec devrait intervenir auprès du gouvernement fédéral pour que ce dernier fasse le nécessaire auprès de la Banque du Canada afin que celle-ci abaisse sans délai son taux d'intérêt anormalement élevé".

Je donne immédiatement cet avis, par courtoisie, puisque la motion est déjà en appendice et que demain elle sera appelée par la présidence.

L'Assemblée suspend ses travaux jusqu'à ce soir, 20 heures, moment où auront lieu les deux votes.

Suspension de la séance à 18 heures

Reprise de la séance à 20 h 7

La Vice-Présidente: Mesdames, messieurs, à l'ordre, s'il vous plaît!

Veuillez vous asseoir.

M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Charron: Merci, Mme la Présidente. Je voudrais indiquer tout d'abord que nous allons procéder à des mises aux voix, trois: la première sur la troisième lecture du projet de loi no 107; ensuite sur les amendements que le député de Bellechasse a présentés lors de la prise en considération sur le projet de loi no 125 et, finalement, sur l'adoption ou le rejet du rapport de la commission des affaires municipales sur le projet de loi no 125.

Mise aux voix de la troisième lecture

La Vice-Présidente: Alors, l'Assemblée est appelée à mettre aux voix la motion du ministre des Affaires municipales pour que soit maintenant lu la troisième fois le projet de loi no 107, Loi instituant la Régie du logement et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives.

Que ceux qui sont favorables à cette motion veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire adjoint: MM. Lévesque (Tailon), Charron, Bédard, Laurin, Morin (Louis-Hébert), Léonard, Vaugeois, Bérubé, Clair, Vaillancourt (Jonquière), de Belleval, Johnson, Chevrete, Duhaime, Lessard, Lazure, Tardif, O'Neill, Paquette, Gagnon, Rancourt, Bertrand, Michaud, Proulx, Laberge, Grégoire, Guay, Lefebvre, Laplante, Mme LeBlanc-Bantey, MM. de Bellefeuille, Alfred, Marquis, Ouellette, Perron, Gosselin, Jolivet, Brassard, Mercier, Boucher, Beauséjour, Desbiens, Baril, Bordeleau, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lacoste...

(20 h 10)

M. Dussault: Je m'excuse, mais on m'a oublié, Mme la Présidente.

Le Secrétaire adjoint: M. Jolivet.

Des Voix: Ah!

Le Secrétaire adjoint: MM. Dussault, Ryan, Vaillancourt (Orford), Forget, Lavoie, Lamontagne, Giasson, Blank, Caron, Scowen, Verreault, Springate.

La Vice-Présidente: Ceux qui s'opposent.

Le Secrétaire adjoint: MM. Biron, Grenier, Russell, Goulet, Fontaine, Brochu, Le Moignan, Cordeau.

La Vice-Présidente: Que ceux qui désirent s'abstenir veuillent bien se lever.

Le Secrétaire: Pour: 59 — Contre: 8 — Abstentions: 0

La Vice-Présidente: La motion est adoptée.

M. Charron: Mme la Présidente, la mise aux voix des amendements du député de Bellechasse.

Prise en considération du rapport de la commission ayant étudié le projet de loi no 125 (suite)

Mise aux voix des amendements de M. Goulet

La Vice-Présidente: Il s'agit maintenant du rapport de la commission des affaires municipales qui a étudié le projet de loi no 125, Loi sur l'aménagement et l'urbanisme. Il s'agit maintenant de mettre aux voix les amendements de M. le député de Bellechasse. Que ceux qui sont en faveur de cette motion veuillent bien se lever.

Le Secrétaire adjoint: MM. Biron, Grenier, Russell, Goulet, Fontaine, Brochu, Le Moignan, Cordeau, Ryan, Vaillancourt (Orford), Forget, Lavoie, Lamontagne, Giasson, Blank, Caron, Scowen, Verreault, Springate, Samson.

La Vice-Présidente: Que ceux qui s'opposent veuillent bien se lever.

Le Secrétaire adjoint: MM. Lévesque (Tailon), Charron, Bédard, Laurin, Morin (Louis-Hébert), Léonard, Vaugeois, Bérubé, Clair, Vaillancourt (Jonquière), de Belleval, Johnson, Chevrete, Duhaime, Lessard, Lazure, Tardif, O'Neill, Paquette, Gagnon, Rancourt, Bertrand, Michaud, Proulx, Laberge, Grégoire, Guay, Lefebvre, Laplante, Mme LeBlanc-Bantey, MM. de Bellefeuille, Dussault, Alfred, Marquis, Ouellette, Perron, Gosselin, Jolivet, Brassard, Mercier, Boucher, Beauséjour, Desbiens, Baril, Bordeleau, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lacoste.

La Vice-Présidente: Abstentions.

Le Secrétaire: Pour: 20 — Contre: 47 — Abstentions: 0

La Vice-Présidente: Les amendements sont rejetés. Le rapport de la commission permanente des affaires municipales qui a étudié le projet de loi no 125, Loi sur l'aménagement de l'urbanisme, sera-t-il adopté?

M. Lavoie: Sur division.

La Vice-Présidente: Adopté sur division.
M. le leader parlementaire du gouvernement.

Avis à la Chambre

M. Charron: J'indique tout de suite, Mme la Présidente, que demain matin, à 10 heures, j'appellerai ce même projet de loi pour la lecture finale, lorsque la Chambre reprendra ses travaux.

Je voudrais tout de suite faire motion pour qu'au même moment se réunisse également la commission de la présidence du conseil et de la constitution, afin d'entamer l'étude article par article du projet de loi no 9, au salon rouge.

La Vice-Présidente: Cette motion sera-t-elle adoptée?

Des Voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté.

M. Charron: Le menu de ce soir comporte deux projets de loi — si on en a le temps, évidemment — parrainés par le ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières... qui n'est pas arrivé. Je vais vérifier. Je l'avais fait plus tôt, Mme la Présidente, je tiens à vous le dire. Il est dans les parages, à ce qu'on me dit, il sera ici dans quelques instants, on pourrait suspendre pour quelques minutes. Ce que je veux indiquer, c'est qu'il y aura l'étude du projet de loi no 53...

Une Voix: Il est là!

M. Charron: Le voilà. Nous entamerons donc l'étude du projet de loi no 53 en deuxième lecture, et l'étude du projet de loi no 54, en deuxième lecture également, à la suite de quoi, la Chambre pourra ajourner ses travaux jusqu'à demain matin, 10 heures, comme je l'ai indiqué.

Demain, il y aura successivement: prise en considération du projet de loi no 4, prise en considération du rapport de la commission sur le projet de loi no 50 et le débat en troisième lecture de la loi 125. Jeudi après-midi, au menu de la journée, le projet de loi au nom du ministre des Affaires culturelles concernant la politique du livre au Québec; il s'agit du projet de loi no 51. Voilà le menu de la semaine, Mme la Présidente.

Je vous prie donc d'appeler l'article 10 du feuilleton d'aujourd'hui.

Projet de loi no 53

Deuxième lecture

La Vice-Présidente: Il s'agit, en l'occurrence, du ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières qui propose la deuxième

lecture du projet de loi no 53, Loi sur les corporations de fonds de sécurité.

M. le ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières.

M. Guy Joron

M. Joron: Mme la Présidente, l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance de ce projet de loi et en recommande l'étude à la Chambre.

Mme la Présidente, nous allons discuter d'un projet de loi à caractère quelque peu technique. Afin que les membres de cette Assemblée en saisissent bien la portée, je tenterai donc dans un premier temps de la situer d'abord dans son contexte historique alors que, dans un deuxième temps, je ferai part à cette Chambre des principes qui sous-tendent le contenu de la loi.

En effet, Mme la Présidente, le 9 décembre 1975, entrant en vigueur le chapitre 22, soit une loi votée par cette Assemblée, qui accordait certains avantages fiscaux aux corporations de fonds de sécurité. Le gouvernement fédéral, il faut le rappeler, avait adopté en février 1975 la loi C-49 qui modifiait la Loi de l'impôt sur le revenu, qui prévoyait également des avantages fiscaux consentis aux corporations de fonds de sécurité.

Or, le législateur, bien que prévoyant ces avantages fiscaux pour les corporations de fonds de sécurité, n'avait pas, par la même occasion, prévu la loi autorisant la création de ces corporations. Il va donc sans dire que ce projet de loi répond à une entente légitime des fédérations de caisses d'épargne et de crédit, attente qui avait été en quelque sorte créée par l'ancien gouvernement sans que celui-ci ne termine jamais la démarche entreprise par l'adoption du chapitre 22 en 1975.

Les fédérations de caisses d'épargne et de crédit ont donc manifesté le vœu de pouvoir constituer de telles corporations de fonds de sécurité afin de se prévaloir d'aménagements fiscaux et de règles particulières compatibles avec leurs modes d'opération. En effet, Mme la Présidente, ce projet de loi prévoit des structures, une représentation du milieu coopératif et des normes qui assurent que les fonds confiés à ces corporations de fonds de sécurité seront utilisés pour les fins qu'elles doivent assurer la solvabilité des caisses d'épargne et de crédit et, par ricochet, une protection accrue des épargnes.

Afin de continuer plus à fond dans mes commentaires, j'aimerais tout de suite préciser que les fédérations d'épargne et de crédit seront tout à fait libres de former ou de ne pas former une corporation de fonds de sécurité au bénéfice de leurs caisses affiliées. Par ailleurs, Mme la Présidente, il est important de ne pas perdre de vue le fait que les fonds de sécurité administrés par les corporations serviront les mêmes fins que celles visées par les fonds de sécurité actuellement administrés par les fédérations.

Ainsi, Mme la Présidente, on peut affirmer qu'au-delà de l'intérêt fiscal de constituer ces corporations de fonds de sécurité, il existe, de façon générale chez tous les intervenants, qu'ils soient

du milieu corporatif ou gouvernemental, le souci et la préoccupation d'assurer la sécurité des épargnes confiées aux caisses d'épargne et de crédit.

La majorité des caisses d'épargne et de crédit bénéficient déjà de cette protection accrue que constitue la présence des fonds de sécurité par les fédérations auxquelles elles sont affiliées. La constitution en corporation de ces fonds favorisera l'accroissement des fonds qui existent déjà et incitera, nous l'espérons, les fédérations qui n'en ont pas encore créé. Je crois cependant que la possibilité de se prévaloir d'avantages fiscaux sera de nature à inciter les fédérations à constituer de telles corporations de fonds de sécurité.

(20 h 20)

En ce qui concerne les caisses affiliées, le principal avantage fiscal consiste en la possibilité de considérer leur cotisation à la corporation comme une dépense de fonctionnement.

Quant aux corporations de fonds de sécurité, elles ne seront pas tenues de considérer les cotisations de leurs caisses affiliées comme un revenu. Ce procédé comptable constitue en fait un aspect important des avantages fiscaux prévus par les deux paliers de gouvernement à l'égard des corporations de fonds de sécurité.

D'où vient, peut-on se demander, cette préoccupation du législateur d'encourager la formation de corporations de fonds de sécurité? Une caisse d'épargne et de crédit n'est malheureusement pas toujours en mesure de prévoir et surtout de maîtriser tous les facteurs qui provoquent parfois une diminution de la rentabilité des opérations. C'est à partir de la constatation de cette réalité qu'est née l'idée des fonds de sécurité accumulés au sein des fédérations ou des unions régionales.

En effet, l'expérience a démontré qu'une collectivité de caisses est dans son ensemble moins soumise aux variations qui affectent sa rentabilité que ne l'est une caisse prise individuellement. Ainsi, un événement qui provoque une demande de remboursement dans une caisse individuelle ne se manifeste pas nécessairement au niveau des autres caisses de la fédération.

En conséquence, une structure permettant l'accès à une réserve commune par des caisses en difficulté permettra à ces dernières de faire face à des remboursements inattendus avec plus de facilité. Comme je le mentionnais précédemment, certaines fédérations ont déjà mis ce principe en application en constituant des fonds de sécurité au niveau même de la fédération. Il appert toutefois que ces fonds de sécurité n'ont pas toujours été en mesure de remplir adéquatement les fonctions pour lesquelles on les avait créés. Cette lacune peut être attribuée au fait que les caisses n'ont pas toujours, dans le passé, accumulé elles-mêmes le minimum des réserves individuelles nécessaires pour rencontrer adéquatement les événements susceptibles d'affecter leur solvabilité.

La constatation de cet état de fait avait d'ailleurs incité, l'année passée, le gouvernement à adopter le projet de loi no 46, c'est-à-dire

— on s'en souviendra — la loi modifiant la Loi des caisses d'épargne et de crédit. Cette loi a notamment pour effet d'exiger des caisses individuelles qu'elles accumulent une réserve équivalente à 3 1/2% du passif-dépôt confié à la caisse. Quant aux fédérations de caisses, la loi prévoit que la réserve soit de 1% du passif-dépôt. La loi autorisera évidemment les fédérations à transférer à ces corporations les éléments d'actifs correspondant à la totalité ou partie de sommes déjà accumulées dans des fonds de sécurité pour des fins semblables à celles poursuivies par ces corporations.

J'aimerais finalement souligner que le projet de loi prévoit des règles concernant les placements d'une telle corporation afin de donner à ceux-ci un caractère essentiellement liquide, sécuritaire et rentable.

Pour conclure, je désirerais répéter les quatre points qui constituent, à mon sens, l'essence même de cette loi. D'abord, en présentant ce projet de loi, le gouvernement répond en tout premier lieu aux demandes des fédérations des caisses d'épargne et de crédit qui désirent former des corporations de fonds de sécurité afin de pouvoir se prévaloir d'aménagements fiscaux et de règles particulières plus compatibles avec leur mode de fonctionnement.

En deuxième lieu, les fonds de sécurité administrés par les corporations serviront aux mêmes fins que celles qui existent présentement au niveau des fédérations, soit d'aider les caisses d'épargne et de crédit qui pourraient éprouver des difficultés de solvabilité.

Troisièmement, dans l'exercice de leurs fonctions, les corporations de fonds de sécurité pourront notamment consentir des prêts et des subventions aux caisses affiliées, ainsi que garantir le remboursement d'une avance ou d'un prêt consenti à une caisse affiliée. Le fonds de sécurité s'avérera donc une protection communautaire supplémentaire à celle de la réserve individuelle de chaque caisse.

Quoi qu'il en soit, nous aurons l'occasion, je pense bien, lors de l'étude article par article d'aller plus en détail dans l'analyse des pouvoirs de ces corporations de fonds de sécurité, de leur mode de financement et du type de placement auquel devra s'astreindre ce genre de corporation qui, somme toute, administrera des sommes provenant de l'épargne des citoyens. C'est dans le but de protéger, d'améliorer notre régime de protection de ces épargnes que nous apportons aujourd'hui le présent projet de loi.

Je vous remercie, Mme la Présidente.

La **Vice-Présidente**: M. le député d'Outremont.

M. André Raynauld

M. Raynauld: Merci, Mme la Présidente. Ce projet de loi no 53 vise essentiellement à établir une corporation qui sera chargée de gérer et de percevoir des fonds de soutien pour les caisses d'épargne et de crédit qui pourraient être en difficulté financière.

Pour interpréter ce projet de loi correctement, il faut savoir que la Régie de l'assurance-dépôts, qui existe déjà, protège les déposants jusqu'à concurrence d'un dépôt de \$20 000 mais ne protège pas les institutions. Elle ne protège pas, par exemple, les caisses populaires elles-mêmes, mais protège simplement ceux qui sont susceptibles d'être frappés par une difficulté financière d'une institution. Donc, le projet de loi, dans ce cas-ci, vient ajouter une protection à l'institution en tant que telle et, par ricochet, une protection supplémentaire pour les déposants eux-mêmes.

Ce qui se fait aujourd'hui, le ministre y a fait allusion tout à l'heure, c'est qu'il existe déjà des fonds de réserve, soit au niveau des caisses elles-mêmes, en vertu justement d'un projet de loi qu'on a adopté il n'y a pas tellement longtemps, mais aussi au niveau de la fédération ou des fédérations au Québec, par exemple, la Fédération de Québec des caisses Desjardins, qui ont au bilan, au 31 décembre 1978, un fonds de sécurité qui atteint près de \$4 millions. Donc, les fonds existent déjà en grande partie, mais comme le ministre l'a indiqué, ces fonds à l'heure actuelle sont traités sur le plan fiscal de telle façon que les institutions concernées se trouvent à perdre de l'argent. Le fait de créer une corporation spéciale pour gérer ces fonds fera que le traitement fiscal sera plus avantageux. Par conséquent, je pense qu'il était dans l'intérêt des institutions concernées d'obtenir de l'Assemblée nationale la création d'une corporation distincte.

Nous avons, de notre côté, pris conseil auprès de la plupart des premiers intéressés, et c'est un fait que ce projet de loi trouve un très large appui auprès des premiers intéressés, y compris les caisses Desjardins, évidemment, la fédération de Montréal ou les caisses d'entraide et d'établissement. Donc, là où il y a un aussi large consensus, je pense qu'il ne nous appartiendrait pas de le briser et, par conséquent, nous serons d'accord avec le gouvernement pour l'adoption de ce projet de loi, au moins au niveau de la deuxième lecture, au niveau du principe.

(20 h 30)

Ce projet de loi s'inscrit, en réalité, comme un nouveau jalon dans une évolution tout à fait remarquable du Mouvement Desjardins, le dernier jalon jusqu'à maintenant ayant été justement la création d'une caisse centrale — on s'en rappellera — au mois de juin 1979 qui permettait aux caisses d'avoir accès directement, pour la compensation des effets des caisses populaires, à une union canadienne des paiements qu'il reste encore, je pense, à créer au niveau fédéral. Quoi qu'il en soit, ce Mouvement Desjardins s'est étendu dans toutes sortes de directions depuis plusieurs années et a maintenant, simplement en ce qui concerne la fédération de Québec, des actifs de \$10 milliards, 3 500 000 membres individuels dans les caisses populaires. Je pense qu'il s'agit là d'un mouvement qui a pris une ampleur sans précédent au Québec et qui doit nécessairement faire appel aux législateurs de temps à autre, de façon périodique, pour qu'on puisse s'adapter à cette situation qui change constamment.

Je voudrais noter en passant également le fait assez important qui n'a peut-être pas retenu suffisamment l'attention du public et qui a été récemment l'affiliation d'une onzième fédération dans le mouvement Desjardins. Cela concerne les caisses d'économie, et cela a eu pour résultat qu'aujourd'hui, on peut parler d'un mouvement qui comporte, en termes de nombre de caisses individuelles, un nombre plus élevé de points de vente, autrement dit, que l'ensemble des succursales bancaires au Québec. Donc, je pense qu'on a affaire ici à une puissance économique et sociale de première importance au Québec. Je suis d'autant plus heureux de voir le développement des caisses populaires Desjardins que j'ai été très tôt associé à la fondation de coopératives étudiantes. Je devrais peut-être dire dès ma tendre enfance puisqu'il s'agit de 1949, ce qui ne rajeunit personne, mais j'ai été le fondateur d'abord et le premier gérant de la Fédération des coopératives étudiantes en 1949. J'ai été appelé par la suite à visiter...

Une Voix: Si vieux que cela?

M. Raynauld: Oui, si vieux que cela. C'est ce que j'ai dit tout à l'heure; cela ne me faisait pas rajeunir que de raconter des souvenirs. J'ai été par la suite représentant canadien à l'Alliance coopérative internationale vers les années 1950. Je me rappelle — et c'est pour cette raison que je le mentionne — comment, dans ces cercles internationaux, nous étions un grand nombre du Canada et du Québec à être fiers du progrès que les caisses populaires Desjardins avaient fait par comparaison, justement, à ce que nous trouvions sur place.

Je dois dire que je le suis encore. Je mesure aujourd'hui, peut-être mieux que quiconque qui se trouve à l'extérieur du Mouvement Desjardins, quels pas de géant ont été franchis, quels progrès immenses ont été réalisés par les caisses populaires.

Si nous étudions ce projet de loi sur lequel nous sommes essentiellement en accord avec le gouvernement, je m'en voudrais de ne pas faire écho à la demande pressante et insistante du Mouvement Desjardins d'une révision en profondeur de la Loi des caisses d'épargne et de crédit. Je suis surpris qu'après trois ans de pouvoir, le gouvernement n'ait pas encore donné suite à ces pressions qui viennent du milieu. Nous l'avons dit tout à l'heure, les caisses populaires, c'est un mouvement qui est en constante évolution, dont la situation actuelle n'a pas grand-chose de commun en termes d'activités économiques, avec ce qui pouvait exister il y a 10, 15 ou 20 ans. Les milieux des caisses populaires demandent, et de plus en plus fréquemment maintenant, que le gouvernement fasse une révision en profondeur et une révision globale de la loi générale qui les régit. Je trouve regrettable que le gouvernement n'ait pas encore donné suite à ces demandes que je trouve parfaitement légitimes, de façon à adapter le cadre juridique dans lequel les caisses populaires évoluent et qui soit un peu plus conforme au genre

d'activités auxquelles s'adonne un mouvement tel que le Mouvement Desjardins.

Donc, je voudrais demander instamment au gouvernement, plutôt que de ramener des projets de loi partiels, des projets de loi ad hoc sur tel petit problème ou tel autre problème, au lieu d'adopter une approche comme celle-là, de se mettre à la tâche d'examiner l'ensemble du cadre juridique qui régit les caisses d'épargne et de crédit au Québec de façon qu'on ait une approche plus cohérente, une approche qui tienne compte de l'évolution du Mouvement Desjardins qui a été extrêmement rapide depuis quelques années. Je voudrais évidemment faire allusion ici non pas tellement seulement aux activités des caisses populaires en tant que telles, mais la création de toute une gamme d'institutions spécialisées qui sont en porte à faux à l'heure actuelle avec le type de législation qui régit les caisses populaires en général ou les caisses d'épargne et de crédit. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: M. le député de Brome-Missisquoi.

M. Armand Russell

M. Russell: Mme la Présidente, simplement quelques mots sur ce projet de loi avec lequel, comme l'a dit le député d'Outremont, nous sommes d'accord en principe. Nous aurions aimé avoir une loi plus globale pour couvrir tout le domaine. Je sais qu'il en existe déjà une qui couvre une partie du domaine et celle-ci pourra couvrir l'autre partie, mais simplement la demande de la Fédération des caisses d'épargne et de crédit. C'est ce principe que je trouve un petit peu difficile à accepter pour le moment. Il y a peut-être des raisons fondamentales. Le ministre pourra peut-être nous donner tout à l'heure les raisons pour lesquelles il nous a présenté ce projet de loi qui fera en sorte, d'une façon très timide, de dire que ce seront les fédérations qui s'adresseront au gouvernement et qu'il aura le pouvoir d'accepter leur réglementation. Je présume que c'est le principe qu'on veut couvrir, quoique, quand on parle de réglementation, il n'y ait pas tellement de réglementation qui nous est présentée ici sur laquelle on pourra se baser pour examiner le pour et le contre de ce projet de loi.

Par contre, on pourra tout à l'heure, lors de l'étude article par article de ce projet, poser quelques questions au ministre pour tenter d'éclaircir certains points, mais ces questions sont mineures, elles ne nous empêcheront pas de voter pour le projet de loi en deuxième lecture. Nous trouvons que le principe est bon — quand on n'a pas tout, on prend le peu — et ceci va certainement aider, au moins protéger ceux qui font confiance à ces caisses d'épargne et de crédit que nous avons dans la province. Nous avons fait comme d'autres membres de l'Opposition, nous avons contacté une partie des gens qui sont touchés par ce projet de loi et ils semblent tous d'accord, il n'y a aucune réticence de la part de qui que ce soit, il y a un

peu d'inquiétude, rien de majeur. Je pense que, tout à l'heure, on pourra discuter ensemble et faire en sorte que tout le monde finisse par être heureux de ce projet de loi qui, nous espérons, sera bénéfique pour le bon fonctionnement et la protection de ceux qui font confiance à ces caisses de crédit dans la province.

Evidemment, on sait que les caisses d'entraide sont heureuses de voir ce projet de loi, et ceux qui contribuent ou qui déposent dans ces caisses d'entraide seront aussi heureux de voir qu'il y a un projet de loi sur lequel ils peuvent compter pour se couvrir.

Je sais que ce mouvement qui est en pleine évolution actuellement, qui a commencé d'une façon très modeste, aujourd'hui fait son chemin et va à grands pas, et il est tout simplement raisonnable qu'il ait l'avantage d'assurer à tous les déposants une certaine protection de sorte qu'ils se sentent protégés.

Mme la Présidente, je ne veux pas ajouter tellement, je veux éviter de me répéter parce que les caisses Desjardins, on les connaît, on connaît l'évolution des caisses depuis nombre d'années. C'est un mouvement qui a été bien reçu dans la province, qui, aujourd'hui, a fait ses preuves. Je pense que c'est un mouvement qu'on devrait continuer à encourager. C'est pour toutes ces raisons qu'on se pose beaucoup de questions et je pense que le ministre prendra ces recommandations au sérieux et examinera en profondeur la possibilité d'avoir une loi qui chapeauterait toutes ces fédérations de crédit dans la province.

Espérant que le ministre sera attentif à notre demande, je vais terminer là-dessus et dire que nous serons disposés à voter pour ce projet de loi en deuxième lecture et nous verrons ce qu'on fera en commission parlementaire lorsqu'on étudiera ce projet de loi article par article.
(20 h 40)

M. Giasson: Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: M. le député de Montmagny-L'Islet.

M. Julien Giasson

M. Giasson: Mme la Présidente, très brièvement, je voudrais également exprimer mon appui aux dispositions qu'on retrouve dans le projet de loi no 53. Il m'apparaît que ça va dans le sens d'une continuité que recherchent les organismes qui s'occupent d'épargne, au Québec, sur la base coopérative. On se souvient tous que l'an dernier, nous avons eu à discuter, à cette Assemblée, d'un projet de loi qui voulait garantir plus de sécurité à tous ces épargnants de nos caisses, que ce soit des caisses populaires, des caisses d'entraide ou d'autres types d'entreprises coopératives qui s'occupent d'épargne et de crédit.

Nous trouvons peut-être difficile, à ce moment-là, d'obliger certaines caisses populaires à constituer le plus rapidement possible un fonds de réserve qui équivaldrait à 3 1/2% de l'élément passif de chacune de ces caisses. Mais je crois

qu'il s'agissait, au fond, d'une mesure de prudence et de garanties additionnelles à donner à tous les épargnants membres de caisses d'épargne et de crédit.

Il est vrai que, dans le passé, nous avons eu au Québec la chance de compter, en général, sur de très bons administrateurs, de très bons membres de la commission de surveillance des caisses d'épargne et de crédit, ce qui a fait que l'ensemble de toutes ces caisses d'épargne et de crédit au Québec a connu une expérience en matière de conservation et de sécurité à l'endroit des épargnants qu'on peut qualifier d'excellente. Bien sûr, il y a déjà un certain nombre d'années, il est arrivé que des caisses d'épargne et de crédit soient devenues en difficulté, mais il faut reconnaître que cela remonte assez loin dans le temps. En règle générale, tous ceux qui ont assumé des responsabilités d'administrateurs, de membres de la commission de surveillance ou de commission de crédit ont fait preuve de bon sens, d'équilibre et ont observé une prudence de façon à assurer à tous ces épargnants une situation assez sécuritaire.

Au-delà de cela, je crois que ce projet de loi va permettre à des caisses, à des fédérations de caisses de demander la constitution de fonds de sécurité au ministre responsable des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières, afin de créer une sécurité additionnelle au-delà de la sécurité qu'on retrouve dans les éléments de ceux qui s'occupent d'administration de la constitution d'un fonds de réserve équivalant à 3 1/2% du passif. Je crois que cela crée une sécurité additionnelle.

C'était nécessaire, puisque sans l'existence de cette loi permettant la création de corporations, déjà des fédérations dans le secteur coopératif avaient constitué les fonds de sécurité. Mais comme ce n'étaient pas des corporations reconnues au sens de lois fiscales qui ont été adoptées et par l'Assemblée et par le gouvernement fédéral, nous allons permettre à ces fédérations, à ces organismes, de bénéficier de certains avantages fiscaux prévus dans les lois fiscales, ce qui va diminuer, somme toute, le coût de fonctionnement et le coût de financement de ces corporations de fonds de sécurité, puisque derrière tout cela, ce sont toujours les épargnants, les sociétaires membres de nos caisses d'épargne et de crédit qui paient la note, même si c'est constitué par des fédérations de caisses. Il serait intéressant, également, de savoir quel sera l'ordre des cotisations que les corporations vont exiger de la part des caisses affiliées, puisque nous savons tous que les caisses affiliées devront nécessairement assumer le coût de la constitution d'un fonds de sécurité. Je crois qu'il sera possible d'obtenir du ministre responsable de la loi les indications ou les ordres de grandeur que pourraient représenter les cotisations qui seront exigées des caisses affiliées.

Nul doute que le ministre a dû communiquer avec les principaux organismes intéressés, soit les fédérations de caisses d'épargne et de crédit, afin de connaître ou de prévoir un peu quelle

serait la participation financière ou le coût, la cotisation qu'on va requérir de ceux qui vont participer à la constitution de ces fonds.

Mes collègues ont fait allusion, Mme la Présidente, à la nécessité de revoir en profondeur la loi qui régit, qui constitue les caisses d'épargne et de crédit au Québec. Je présume qu'au cours des prochains mois le ministre sera en mesure de nous indiquer quel est le cheminement qu'il entend suivre, quelle est l'orientation qu'il voudrait voir prendre dans ce domaine et, à la suite des demandes ou recommandations venant des intéressés encore une fois, nous pourrions modifier le projet de loi afin d'avoir une loi mieux adaptée à la réalité moderne.

Nous savons tous d'ailleurs que l'évolution se produit dans ce monde-là comme dans beaucoup d'autres secteurs de la vie sociale chez nous. Je crois qu'on a reproché dans le passé aux caisses populaires de ne pas être assez agressives, de ne pas couvrir des champs auxquels certains de leurs sociétaires auraient aimé les voir participer. C'étaient, là encore, des mesures de prudence et des mesures de respect des pouvoirs que constituaient les lois qui régissaient les caisses d'épargne et de crédit qui ont fait que des gens ont été déçus de voir peut-être les caisses populaires, les caisses d'épargne ne pas accéder ou ne pas prendre certains risques qu'on croyait possibles de prendre pour ces caisses.

Si on modifiait les lois qui les constituent sans les chambarder totalement, je crois que cela permettrait certainement à nos caisses populaires l'accès à des champs encore plus étendus, pour répondre davantage à des attentes ou des besoins d'une certaine partie des sociétaires. Encore une fois, Mme la Présidente, nous serons heureux d'apporter notre appui au projet de loi no 53.

La Vice-Présidente: M. le ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières.

M. Guy Joron

M. Joron: Merci, Mme la Présidente. Fort brièvement, je voudrais, en guise de réplique d'abord, remercier mes collègues de l'Opposition des remarques constructives qu'ils ont apportées à l'occasion de la deuxième lecture de ce projet de loi et de l'appui de principe qu'ils entendent également apporter à ce projet de loi. Je n'aurai peut-être pas l'occasion immédiatement ce soir de répondre dans le détail à certaines des questions qui ont été posées. Nous aurons l'occasion de faire cela plus facilement dans le cadre plus informel d'ailleurs de l'étude article par article du projet de loi, qui devrait non pas suivre immédiatement la deuxième lecture, mais plutôt venir la semaine prochaine, parce que, aujourd'hui même, des représentations nous ont été faites au ministère, de la part d'institutions du mouvement coopératif — sur des points mineurs, mais on désire quand même les entendre — qui nous apportent quelques suggestions d'amendements.

Evidemment, je pense qu'il serait préférable, puisqu'il n'y a pas de presse, il n'y a rien qui nous bouscule dans cette affaire, il serait plus sage d'attendre, même s'il s'agit de choses mineures. On nous a avertis à l'avance que ce n'étaient pas des choses d'une importance extravagante, mais, quand même, j'aimerais mieux entendre ce qu'ils ont à dire et voir s'il n'y aurait pas lieu d'apporter un, deux ou trois amendements à l'occasion de l'étude article par article. Je pense qu'on pourra aborder cette étape la semaine prochaine.

D'ici ce moment, dès ce soir, je pourrais peut-être dire quelques mots à la suite de remarques qu'ont faites, tant le député d'Outremont que le député de Brome-Missisquoi, disant qu'ils souhaiteraient voir une loi moins spécifique peut-être, moins particulière que celle-ci, mais peut-être plus large, couvrant l'ensemble du champ d'activité des caisses d'épargne et de crédit, une loi plus globale.

Je dois dire que s'il n'y a pas une telle loi devant cette Assemblée en ce moment, ce n'est pas que le gouvernement considère que les lois actuelles qui régissent les caisses d'épargne et de crédit sont parfaites. Ce n'est pas que nous pensions que ces lois ne peuvent pas être améliorées; quelqu'un l'a signalé tout à l'heure, voilà un domaine qui est en constante évolution et le devoir de tout gouvernement responsable, au fur et à mesure où ces évolutions se produisent, c'est d'apporter des correctifs, de faire que le cadre législatif dans lequel opèrent ces institutions financières, qui ont acquis l'importance que vous savez au Québec, soit approprié et leur permette non seulement d'opérer, mais surtout de pouvoir se développer au plus grand bénéfice de l'économie du Québec.

(20 h 50)

Nous n'avons aucune objection de principe, mais il y a des étapes. Le gouvernement, d'ailleurs, a franchi quelques-unes de ces étapes, nous en franchissons une ce soir, si modeste soit-elle. Ce n'est pas un projet de loi qui va révolutionner l'Amérique du Nord, c'est évident, mais c'est une modernisation, une amélioration que nous devons apporter. Il faudrait également ne pas oublier que nous avons, cette année, créé la caisse centrale. Des améliorations ont été apportées, d'autres viendront après une étape extrêmement importante, qui est à peine à quelques mois devant nous, c'est-à-dire fin janvier, début de février au plus tard, je veux parler du sommet sur la coopération que le gouvernement a convoqué avec ses partenaires du monde coopératif. Ce sommet aura lieu à la fin de janvier ou au tout début de février et ce sera une occasion rêvée, une occasion toute désignée pour échanger avec les interlocuteurs du monde coopératif des idées sur l'avenir, sur les avenues de développement du coopératisme au Québec. Evidemment, cela ne se limitera pas exclusivement au secteur financier, mais le secteur financier, dans le domaine coopératif, occupe une place très importante. C'est probablement d'ailleurs dans ce secteur, dans le secteur financier, que le mouvement coopératif au Québec s'est

développé de la façon peut-être la plus spectaculaire; non pas qu'il n'y ait pas eu de développements d'importance significative dans d'autres domaines, je pense à l'agro-alimentaire en particulier, et à d'autres possiblement à venir.

A l'occasion de ce sommet, c'est un peu tout cela que nous allons débattre. Nous allons dialoguer, recevoir des suggestions. Le gouvernement sera en mesure non seulement de recevoir les demandes ou les suggestions du monde coopératif, quant au cadre législatif que le gouvernement a la responsabilité d'établir pour permettre à ces entreprises de se développer. Evidemment, le rôle de faire les lois appartient au législateur, à cette Assemblée nationale; c'est notre rôle d'être à l'écoute du monde coopératif de façon à pouvoir ensuite faire les lois, établir les critères, établir les règles du jeu qui permettront au mouvement de se développer.

Mme la Présidente, je n'ai pas à vous rappeler l'intérêt, plus que l'intérêt, je dirais même le préjugé que le parti qui forme le gouvernement actuel a toujours eu à l'égard du secteur coopératif. S'il est vrai que le Parti québécois a eu un préjugé et continue d'avoir un préjugé favorable aux plus démunis dans notre société, il a, pour d'autres raisons — et je ne fais pas là de parallèle — également un préjugé favorable au mouvement coopératif, non pas à l'exclusion des autres formes d'entreprises dans notre société parce que nous avons toujours cru qu'il y a place chez nous pour différents acteurs, différents types d'acteurs, que ce soient des entreprises de type public, des entreprises de type privé, bien évidemment, ce sont les plus nombreuses, et cela constitue encore l'épine dorsale de l'économie en Amérique du Nord. Les entreprises coopératives se sont peut-être mieux développées en terre québécoise que partout ailleurs en Amérique, peut-être parce que l'esprit communautaire, la philosophie sociale que sous-tend ce type d'entreprise correspondrait au génie propre de notre peuple, c'est possible. Nous avons toujours cru, nous du Parti québécois, que cette formule d'entreprise constituait un atout majeur pour les Québécois.

Dans le secteur financier, pour revenir aux propos de notre projet de loi, vous savez, Mme la Présidente — d'autres l'ont souligné avant moi, le député d'Outremont l'a fait tout à l'heure — la place extraordinairement importante qu'ont prise les entreprises coopératives d'épargne et de crédit dans le secteur financier québécois. Ce sont, avec la Banque Nationale — puisque maintenant il n'existe qu'une seule banque à charte québécoise contrôlée par des intérêts québécois depuis la fusion de la Banque Canadienne Nationale et de la Banque Provinciale — et les entreprises coopératives d'épargne et de crédit, des agents qui gèrent un peu plus de la moitié de toute l'épargne déposée dans des institutions de ce genre par les Québécois, des sommes qui, au moment où on se parle, dépassent au total les \$50 milliards.

Pour la partie dont je viens de parler, si l'on ajoute les quelque \$10 ou \$12 milliards d'actif que constitue l'ensemble des institutions d'épargne et

de crédit de cette coopérative au Québec aux \$15 milliards d'actif de la Banque Nationale, on dépasse largement les \$25 milliards. Preuve aussi, et il est utile de le rappeler, que les Québécois comme membres d'une société ont des réservoirs de capitaux d'une extrême importance, des réservoirs de capitaux suffisants, et qu'il suffit de savoir utiliser ces capitaux et de les placer à bon escient pour pouvoir assurer aux Québécois, dès aujourd'hui et très rapidement, une maîtrise réelle sur les principaux centres de décision de leur économie.

C'est avec ce souci en tête, Mme la Présidente, que nous tenterons petit à petit, avec des lois modestes comme celle que nous étudions ce soir, avec des lois peut-être plus importantes dans quelques mois, après l'éclairage que nous aura donné le sommet sur la coopération, c'est avec ces lois, ces améliorations que nous entendons, en tout cas que moi, personnellement, j'entends à titre de ministre responsable de ces institutions financières me vouer à deux objectifs: m'assurer que les institutions financières qui font affaires au Québec, d'une part, utilisent les épargnes que les Québécois leur confient au meilleur escient, c'est-à-dire en vue de favoriser le développement économique le plus harmonieux et le plus rapide du Québec et, d'autre part, de favoriser en même temps et, avec l'ampleur des capitaux que nous possédons pourvu que ces capitaux soient placés aux bons endroits, de nous assurer en même temps une reprise en main du plus grand nombre possible de centres de décision de notre vie économique.

Je vous remercie, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Cette motion de M. le ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières proposant que soit maintenant lu la deuxième fois le projet de loi no 53, Loi sur les corporations de fonds de sécurité, est-elle adoptée?

Des Voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté.

Le Secrétaire adjoint: Deuxième lecture de ce projet de loi.

Renvoi à la commission des consommateurs

M. Duhaime: Mme la Présidente, je fais motion pour que ce projet de loi soit déferé à la commission parlementaire permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières.

La Vice-Présidente: Cette motion est-elle adoptée?

Des Voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté.

M. Duhaime: Mme la Présidente, je vous demanderais d'appeler l'article 11 du feuillet d'au-

jourd'hui, soit la deuxième lecture du projet de loi no 54, Loi sur le recouvrement de certaines créances.

Projet de loi no 54

Deuxième lecture

La Vice-Présidente: M. le ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières propose la deuxième lecture du projet de loi no 54, Loi sur le recouvrement de certaines créances.

M. le ministre.

M. Guy Joron

M. Joron: Mme la Présidente, l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance de ce projet de loi et il en recommande l'étude à cette Chambre.

J'ai déjà eu l'honneur, le 16 octobre dernier, de déposer devant cette Assemblée un projet de loi sur le recouvrement de certaines créances. Je voudrais maintenant, dans le cadre du débat sur la motion de deuxième lecture, vous exposer le cheminement de ce projet, sa portée, ses objectifs, de même que les principes fondamentaux qu'il met de l'avant.

Il y a un an, d'ailleurs presque jour pour jour, ma collègue alors ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières et maintenant ministre d'Etat à la Condition féminine, présentait en deuxième lecture un projet de loi sur la protection du consommateur. On sait maintenant que ce projet a été adopté et sanctionné au mois de décembre 1978 et qu'il doit entrer en vigueur au mois de mars 1980.

Dans son discours, la ministre annonçait alors la préparation d'un projet de loi sur le recouvrement de créances. Ce projet, qui fait l'objet de la présente motion, constitue donc une nouvelle tranche de ce qu'il fut convenu d'appeler un véritable code de protection du consommateur. (21 heures)

Avant d'aborder l'étude du projet de loi comme tel, vous me permettrez, Mme la Présidente, d'en retracer brièvement le cheminement. Je n'aurai pas besoin d'insister longuement sur l'état d'endettement dans lequel se trouvent de trop nombreux Québécois. Pour l'année 1978, le crédit à la consommation se chiffrait par \$8 400 000 000. Qui dit crédit dit évidemment endettement. Selon une statistique qui nous a été fournie par la Commission des services juridiques, plus de 11 000 dossiers ont été ouverts pour l'année 1978-1979 au sujet de réclamations de compte. Il ne s'agit là que d'indices qui laissent deviner l'ampleur des problèmes qui peuvent se présenter en matière de recouvrement de créance. Je tiens à préciser que ces statistiques ne concernent pas spécifiquement les agents de recouvrement. C'est la raison pour laquelle le projet proposé ne porte pas uniquement sur les activités des agents de recouvrement; mais j'aurai l'occasion de revenir d'ailleurs plus en détail sur ce point.

Demandons-nous maintenant quel est dans les autres provinces et au Québec l'état de la législation en matière de recouvrement de créance. Huit autres provinces canadiennes possèdent des législations, soit sur le recouvrement de créance, soit sur les agences de recouvrement. Ces provinces sont la Colombie-Britannique, l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba, l'Ontario, le Nouveau-Brunswick, l'Île-du-Prince-Édouard et Terre-Neuve. La plupart de ces lois ne porte cependant que sur les agents de recouvrement. Sans entrer dans l'étude détaillée de chacune de ces lois, on constate que les mécanismes de contrôle de l'activité des agents de recouvrement sont sensiblement les mêmes que ceux qui sont proposés dans le projet de loi à l'étude. Je pense, par exemple, à l'obligation d'être titulaire d'un permis — cela va de soi — à l'obligation de déposer un cautionnement, à celle de tenir un compte en fiducie, à l'interdiction de s'adonner à certaines pratiques, etc.

Le Québec a aussi une loi sur les agents de recouvrement. Il s'agit d'une loi qui comporte seulement neuf articles et qui est en vigueur depuis 1933. Cette loi n'est manifestement plus à jour et elle souffre difficilement la comparaison maintenant avec les lois équivalentes de la plupart des autres provinces. Conscient des lacunes de cette loi, le gouvernement précédent a fait adopter un projet de loi des agents de recouvrement. Ce projet a été sanctionné le 13 décembre 1974, mais pour des raisons que j'ignore encore, il n'a jamais été mis en vigueur. On peut se demander pourquoi le nouveau gouvernement, depuis son entrée au pouvoir en novembre 1976 n'a pas lui non plus mis en vigueur ce projet de loi. A cela, il y a deux raisons principales. La première a trait à la volonté qu'a manifestée le ministre titulaire d'apporter une réforme en profondeur du droit de la protection du consommateur. Il était alors prévu que les dispositions sur les agents de recouvrement feraient partie intégrante de la nouvelle Loi sur la protection du consommateur.

La seconde raison a trait à certaines faiblesses inhérentes au projet de loi lui-même. J'en donne un exemple. La section III de ce projet prévoyait la création d'un poste de directeur ainsi que des fonctionnaires et employés afin de voir à l'application de la loi. Il est pour le moins surprenant qu'on n'ait pas confié cette tâche à un organisme qui était déjà en place à ce moment-là, soit l'Office de la protection du consommateur. Tout cela est d'autant plus surprenant que l'office administrait déjà une loi dont plusieurs dispositions du projet de loi no 26 étaient manifestement inspirées. Cette lacune et quelques autres que je n'ai pas le temps d'énumérer seront désormais corrigées. Le projet no 26 constituait néanmoins une grande amélioration par rapport à la loi de 1933. Un certain nombre de dispositions qu'il contenait ont été reprises et on les retrouve maintenant dans le présent projet de loi.

Au niveau des personnes visées, M. le Président, le projet de loi no 54 apporte une nouveauté. Non seulement s'appliquera-t-il aux agents de recouvrement, mais il s'appliquera aussi, par cer-

taines de ses dispositions, à toute personne qui veut recouvrer une créance même s'il s'agit d'une créance dont elle est titulaire. Au niveau du contenu, il ne faudrait pas s'étonner qu'une bonne partie du projet s'inspire du projet de loi no 26 et de la nouvelle Loi sur la protection du consommateur.

Maintenant, permettez-moi de résumer, pour le bénéfice de cette Assemblée, les principales dispositions de ce projet de loi. Comme je viens de le dire, la principale innovation apportée par ce projet est qu'il contient un chapitre qui s'applique aux créanciers en général, peu importe s'ils sont commerçants ou non. Ce chapitre énumère un certain nombre de pratiques qui sont interdites à toutes les personnes qui recouvrent des créances, même celles dont elles sont titulaires. Ainsi, aucune personne ne pourra, dans le recouvrement d'une créance, faire, par quelque moyen que ce soit, une représentation fausse ou trompeuse à son débiteur. Aucune personne ne pourra, dans le recouvrement d'une créance, faire croire que le défaut de payer du débiteur le rend passible d'arrestation ou de poursuite légale si cela n'est pas vrai. Il sera également interdit de harceler son débiteur, de lui proférer des menaces ou d'employer des tactiques d'intimidation. Une personne ne pourra, dans le but de recouvrer une créance, communiquer avec l'employeur de son débiteur sauf si cet employeur a cautionné le débiteur ou encore pour obtenir l'adresse du débiteur sans plus. Dans un tel cas, le créancier devra s'identifier auprès de l'employeur. C'est ce chapitre qui vient élargir la portée du projet de loi à d'autres personnes qu'aux agents de recouvrement. C'est là un changement fondamental par rapport à la loi actuellement en vigueur et aussi par rapport au projet de loi qui a été adopté par le gouvernement précédent.

Pour faire suite à ce chapitre d'une portée générale, il y a, bien sûr, un chapitre qui porte sur les agents de recouvrement. Le projet définit l'agent de recouvrement comme étant une personne qui, personnellement ou par l'entreprise d'un représentant et moyennant rémunération, recouvre, tente ou offre de recouvrer une créance pour autrui. Cette définition décrit assez bien les activités de ceux que l'on appelle habituellement les agents de recouvrement, mais il n'y a pas que les agents de recouvrement qui s'adonnent à la perception de créances. Certaines catégories de personnes sont appelées, dans l'exercice de leurs fonctions, à faire aussi du recouvrement de créances. Je pense, par exemple, aux avocats, aux notaires, aux huissiers, aux syndics, aux curateurs, etc. Etant donné que les activités de ces personnes sont assujetties à d'autres dispositions législatives, nous n'avons pas cru bon de leur appliquer les dispositions du chapitre sur les agents de recouvrement. Je tiens cependant à apporter une précision importante au sujet des exceptions que je viens d'énumérer et de quelques autres qu'on retrouve dans le projet. Même si elles ne sont pas assujetties au chapitre qui porte sur les agents de recouvrement, elles sont, par contre,

assujetties au chapitre intitulé Pratiques interdites, dont j'ai évoqué certaines dispositions il y a un instant.

Revenons, si vous le voulez bien, aux agents de recouvrement. Le projet leur impose spécifiquement certaines obligations et certaines interdictions. Parmi les obligations, je vous cite, en premier lieu, celles concernant la détention d'un permis. Ce permis est émis par le président de l'Office de la protection du consommateur et est valide pour deux ans. Tout le mécanisme entourant l'émission de ce permis, soit les conditions d'obtention, les renseignements à fournir, les raisons pouvant motiver un refus, une suspension ou une annulation de permis, s'apparente fortement à celui qui a été instauré dans la Loi sur la protection du consommateur pour ce qui est des permis de commerçants itinérants, de prêteurs d'argent et de commerçants qui exploitent un studio de santé.

Vous vous rappellerez, M. le Président, que la loi que je viens de citer a été adoptée par cette Assemblée au mois de décembre 1978, il y aura bientôt un an. Il n'y avait pas de raison de créer une procédure différente de celle qui sera suivie en vertu de cette loi et ce, d'autant moins que les demandes de permis seront acheminées au même organisme, soit à l'Office de la protection du consommateur.

(21 h 10)

Le projet de loi contient également certaines règles de preuve et de procédure, de même qu'un chapitre sur les sanctions pénales des infractions. Je me contenterai de mentionner que ces dispositions, tout comme celles prévoyant l'émission des permis, s'apparentent à celles contenues dans la Loi sur la protection du consommateur. Les amendes minimales sont de \$100 pour une personne physique qui en est à sa première infraction, et de \$500 pour une corporation, et les récidives seront sanctionnées par des amendes plus sévères.

Ceci termine le sommaire des principales dispositions du projet de loi no 54, Loi sur le recouvrement de certaines créances. Si je me fie aux commentaires généralement favorables qu'avait suscités, à l'époque, le projet de loi no 26, lors de son dépôt par le précédent gouvernement, en 1974, j'ai tout lieu de croire que le présent projet sera bien accueilli dans les milieux intéressés. Il ne s'agit pas d'un projet tracassier, et, en ce qui concerne les agents de recouvrement, il ne fait que les soumettre à des dispositions qu'ils doivent de toute façon respecter lorsqu'ils font affaires ailleurs qu'au Québec.

Je formule le souhait, en terminant, que ce projet de loi contribue à instaurer une certaine éthique dans le domaine de la perception des créances au Québec.

Le Vice-Président: Merci, M. le ministre.

M. Saint-Germain: M. le Président...

Le Vice-Président: M. le député de Jacques-Cartier.

M. Noël Saint-Germain

M. Saint-Germain: Nous ne sommes pas surpris, ce soir, d'avoir l'obligation d'étudier ce projet de loi. Ce qui nous surprend le plus, c'est le retard que le gouvernement a mis à disposer de cette loi. Cela fait déjà presque trois ans que le gouvernement est élu, et combien de déclarations avon-nous entendues en ce qui regarde la protection du consommateur, et ce champ d'activité était certainement un champ d'action où, nécessairement, le consommateur doit être protégé.

Les notes explicatives du projet de loi, aussi bien que la déclaration du ministre, pourraient laisser croire qu'il s'agit de dispositions législatives tout à fait nouvelles, alors qu'il s'agit surtout d'une refonte de la loi touchant les agents de recouvrement, loi qui doit nécessairement être améliorée, puisqu'elle date déjà de 1933, comme le disait le ministre.

Il est vrai qu'il y a des dispositions nouvelles, le plus souvent inspirées des concepts juridiques ayant trait à la protection du consommateur. Ces dispositions nouvelles s'appliquent non seulement aux agents de recouvrement, mais à toute personne, même si elle recouvre sa propre créance. Voilà, M. le Président, ce qui élargit énormément le champ d'application de cette loi du recouvrement de certaines créances.

Il est assez surprenant, vu que le champ d'application de cette loi est tellement modifié, qu'on n'ait pas fait appel à la commission parlementaire en vue de l'étudier avec des invités qui, nécessairement, auraient été intéressés par ce projet de loi. On aurait dû les inviter à nous donner leur opinion, à nous soumettre leurs mémoires, et je suis certain, ce faisant, qu'on aurait pu améliorer davantage et pour la peine ce projet de loi.

Dans la loi, comme le ministre l'a mentionné, on parle de harcèlement, de menaces et d'intimidation. On comprend très bien que ces mots sont bien connus et bien définis par la population, mais je crois que cet article et ces mots, en particulier, pourraient donner ouverture à des réclamations en dommages qui seraient tout à fait farfelues, surtout si on tient compte de l'article 49, en particulier, qui est presque une invitation à la multiplication de recours en dommages douteux.

Il faudrait nécessairement, à mon avis, que ces mots soient clairement définis dans la loi de façon que ceux qui seront responsables de l'application de cette loi et les tribunaux, en particulier, puissent avoir une idée très précise de la volonté du législateur. Si on ne définit pas dans la loi la portée de la définition de ces mots, je suis convaincu que cette loi rencontrera des difficultés d'application très sérieuses. D'ailleurs, M. le Président, ce manque de définition rend tout le projet de loi, à mon avis, mal défini ou du moins c'est un projet de loi qui n'est pas défini avec assez de rigueur. Je crois que c'est un peu caractéristique du projet de loi dans son ensemble parce que beaucoup d'articles mériteraient d'être réétudiés de façon que tous les gens intéressés puissent nécessairement en concevoir la portée réelle.

Il y a aussi un point que je voudrais signaler dès maintenant, en deuxième lecture. Il faut tout de même admettre que la Loi sur les agents de recouvrement, chapitre A-9 de 1933, traite principalement du cautionnement à être fourni par les agents de recouvrement et établit des règles bien précises à ce sujet. Suivant sa politique habituelle, condamnable, le gouvernement propose de déterminer la forme et le montant du cautionnement par règlement. C'est là, M. le Président, une des caractéristiques de ce gouvernement qui, de plus en plus, fait appel au règlement dans l'application de ces lois. Ce projet de loi va beaucoup plus loin puisqu'à l'article 51, paragraphe 10, on dit que le gouvernement peut, outre les autres pouvoirs prévus dans la loi, faire des règlements pour exempter, aux conditions qu'il détermine, une catégorie de personnes ou de créances de l'application totale ou partielle de la présente loi. M. le Président, je crois que ce principe est absolument inacceptable. Le gouvernement ne peut s'arroger le pouvoir de décider à qui la loi s'applique ou à qui la loi ne s'appliquera pas. Ces pouvoirs appartiennent, à mon avis, exclusivement aux législateurs et je ne crois pas que des législateurs sérieux pourraient se départir de cette responsabilité. C'est là un principe de base en démocratie parlementaire. Il nous faudra, comme membres de l'Opposition, être très intransigeants sur cette question.

On peut être surpris de cet article et de ses abus aux appels réglementaires lorsqu'on sait qu'au début du mandat, ce gouvernement, ou du moins les députés ont fait une propagande remarquée en vue de voir leur rôle revalorisé et ce gouvernement était censé remettre aux députés, c'est-à-dire à l'Assemblée nationale, l'autorité qu'elle a de droit.
(21 h 20)

Combien de fois avons-nous, dans cette Assemblée nationale, étudié des lois à la réglementation si vaste que, bien souvent, c'était en pratique signer au gouvernement un chèque en blanc et le gouvernement avait le droit, était autorisé par l'Assemblée nationale par ces règlements à modifier tellement la loi qu'il nous est arrivé, avec la publication des règlements, de ne pas reconnaître les principes de loi que nous avions dûment votés au niveau de cette Assemblée.

En terminant, c'est à peu près tout ce qui peut être dit en deuxième lecture. Il est évident que la discussion se fera surtout lors de l'étude article par article de ce projet de loi. Lors de cette étude article par article, sur ce que je viens de dire et de définir, il nous faudra, nous de l'Opposition, prendre nos responsabilités. J'espère bien qu'avec nos arguments, le ministre saura comprendre notre point de vue, il saura comprendre que cette position n'aura pour seule motivation que la bonification de la loi. J'espère bien qu'il pourra nous apporter des modifications qui rendront ce projet de loi — qui, en principe, est absolument acceptable — aussi facile d'application, car si le ministre veut bien le modifier et mieux définir les mots importants qu'il contient, ce sera un projet

de loi que la grande majorité de la population pourra comprendre, en connaître la portée très facilement. Je vous remercie.

Le Vice-Président: Merci.

M. le député de Brome-Missisquoi.

M. Armand Russell

M. Russell: M. le Président, j'ai écouté avec beaucoup d'attention l'exposé du ministre en ce qui concerne la vertu de ce projet de loi qui se veut une loi pour le recouvrement d'une certaine créance ou une loi qui aiderait à protéger le consommateur.

Je n'ai pas compris tout à fait la raison sérieuse qui a fait en sorte que le gouvernement n'ait pas appliqué cette loi qui a été adoptée et sanctionnée au mois de décembre 1974. Cela m'a surpris un peu que même le gouvernement précédent ne l'ait pas appliquée en 1974. En 1976, il y avait eu un certain délai, disons qu'il a pu y avoir un peu de négligence, mais que le présent gouvernement soit arrivé avec un ministre qui était tellement conscient, qui a fait tellement d'efforts, de gorges chaudes... pour tenter de démontrer qu'il voulait protéger le consommateur et qu'il ait une loi avec tout ce caractère que je peux retrouver là-dedans et tout l'effort qu'il pouvait exiger et que cette loi n'ait pas été mise en application, cela me surprend un peu.

Le ministre pourra peut-être, à d'autres occasions ou à l'occasion de sa réplique, nous expliquer en détail la raison qui a fait en sorte que le consommateur n'ait pu bénéficier de cette protection. Parce que si on exige, actuellement, une loi comme celle-là, si elle est réellement nécessaire, l'autre devait certainement être nécessaire, parce qu'il n'y a pas tellement de différences entre les deux, sinon quelques détails. Au moins, si on avait fait l'expérience de celle-là, on pourrait, à la lumière de l'application de cette loi, tenter d'apporter une autre loi pour corriger les mauvais effets de cette loi qui a été mise en application et de faire en sorte qu'on vise toujours la perfection. Donc, je peux dire, premièrement, qu'il y a eu négligence et, deuxièmement, la population a été privée de cette protection dont elle avait besoin, elle en avait besoin dans ce temps et en a besoin aujourd'hui. Troisièmement, le ministre a été privé de cette expérience nécessaire pour pouvoir apporter les correctifs valables à ce nouveau projet de loi qu'on nous présente aujourd'hui.

Evidemment, c'est un champ qui n'est pas toujours facile, quand on parle de récupération de créance. Je vois dans le projet de loi ici qu'on exempté beaucoup de personnes qui sont spécialistes dans le domaine ou d'autres obligations aussi bien que celui qui a son propre commerce et qui peut faire sa perception lui-même ou un de ses employés, que simplement une réglementation s'applique à eux d'une façon bien particulière, mais moins rigide que celle qu'on peut appliquer à ceux qu'on reconnaît aujourd'hui comme des agents de recouvrement ou des spécialistes dans le domaine.

Je ne ferai pas de caricature ce soir pour démontrer ces agents qui tentent de se spécialiser dans la récupération des créances un peu douteuses ou difficiles. Je dis "douteuses" dans le sens d'une possibilité de perception, lesquelles créances on achète à des prix minimes pour après prendre des moyens peu discutables pour les récupérer. Je suis complètement d'accord pour dire qu'il doit y avoir une loi s'assurant que ces gens-là, qui veulent s'identifier comme des percepteurs de créances, aient au moins des critères raisonnables à respecter pour s'assurer qu'on ne puisse pas utiliser des méthodes peu orthodoxes.

En regardant la loi, je me demande si on n'a pas laissé trop de "lousse" et si on ne retrouvera pas, à l'intérieur de sociétés ou de corporations, des employés qui vont continuer, indirectement, à faire quasi la même chose qu'aujourd'hui. On pourra en discuter en commission parlementaire et voir si on couvre réellement tout ce domaine. On sait ce qui se passe dans des villes comme Montréal. J'ai aussi des hésitations sur certaines réglementations qu'on impose à un marchand de bonne foi, à certaines normes auxquelles il doit se plier. J'ai vu dans la loi qu'on n'a pas le droit de parler du débiteur même à son conjoint. Remarquez bien que parfois le conjoint devient un associé. On n'a pas le droit de l'appeler et de lui parler au téléphone, si on le fait, on peut être passible d'une infraction à la loi; il y a peut-être là un peu trop de rigidité, on pourrait l'amoindrir un peu car là, c'est pousser un peu loin les choses.

La perception, vous savez — M. le Président, vous en savez peut-être quelque chose par la pratique du droit dans votre région — n'est pas toujours la tâche la plus facile et la plus agréable, mais c'est quelque chose qui doit être fait. Le ministre a mentionné tout à l'heure les milliards de crédit nécessaires dans notre système de vie, notre système de commerce actuel; il faut toujours prendre les moyens de percevoir ce crédit de la façon la plus équitable possible sans exploiter les gens, pas plus que les commerçants qui se font exploiter de temps en temps par des gens qu'on pourrait décrire d'une façon pas trop orthodoxe.

Je suis d'accord avec cette loi, je regrette qu'on ait tardé aussi longtemps avant d'y apporter les modifications qui étaient réellement nécessaires; j'aurais aimé qu'on applique la loi déjà existante, qu'on en fasse un peu l'expérience pour que, aujourd'hui, on puisse apporter des correctifs valables. Je suis aussi d'accord sur le paragraphe 10, "aux conditions qu'il détermine, une catégorie de personnes ou de créances de l'application totale ou partielle de la présente loi", ce qui veut dire que le ministre pourrait, par ce règlement, exempter tout le monde et la loi deviendrait inefficace. On sait que ce n'est pas tout à fait ce que cela veut dire, mais je pense qu'il y a une largesse trop grande de la part du législateur, de donner à un fonctionnaire cette liberté d'action. On sait que le Conseil des ministres est toujours là pour changer les règlements, mais j'ai peur un peu quand il s'agit de lois aussi rigides que celle-là, aussi importantes que celle-là et aussi valables

que celle-là, aussi valables qu'on la veut. On laisse à l'administration une largesse, un chèque en blanc. On devrait établir des normes et dire: Dans tels cas particuliers, le ministre pourra... On devrait avoir une norme régulière et normale applicable et appliquée. Si on veut faire des modifications, si cela ne fonctionne pas, on siège au moins huit ou neuf mois par année et on pourra ramener la loi et y apporter un amendement, c'est si facile, et cela laissera au moins l'importance au législateur. C'est quand même le législateur qui est responsable devant la population des lois qui sont adoptées.

Le ministre va me dire: Nous aussi avons une certaine responsabilité. Oui, mais trop souvent on a, dans le passé — j'espère qu'on va apporter des correctifs à l'avenir — laissé entre les mains du fonctionnarisme cette largesse d'esprit. Je vois plusieurs cas qui nous arrivent de temps en temps. Je n'en veux pas aux fonctionnaires qui s'occupent de l'application de la loi, mais souvent à leur interprétation des lois, on crée des malaises chez les contribuables qui ne sont pas nécessaires. D'une manière rigide, en discutant fermement nos points de vue, on prouve parfois que le fonctionnaire n'a pas eu raison de troubler certains contribuables du Québec. Je ne dirai pas que cette loi est draconienne, mais elle est assez dure. C'est une loi qui doit être ferme, mais je pense qu'on ne devrait pas y laisser cette largeur d'esprit.

(21 h 30)

M. le Président, je voudrais conclure là-dessus. Nous allons voter pour cette loi, espérant qu'elle sera mise en application avant deux ou trois ans, qu'elle sera sanctionnée, je présume, à la fin de cette session et qu'on pourra en voir l'application au début de 1980, voir les bienfaits de la loi et s'assurer que tous les gens qui ont été exploités dans le passé soient protégés. J'espère qu'on pourra l'appliquer aux percepteurs du gouvernement aussi, parce qu'il y a de ces gens qui ne sont pas trop orthodoxes, surtout les percepteurs d'impôt.

On a même ceux qui font la récupération pour l'assistance sociale payée en trop. Ils se servent parfois de mots pas trop gentils. On pourra appliquer les mêmes normes à ces gens et leur dire: Écoutez, il y a une loi qui protège ces gens et vous devez aussi la respecter, même si vous êtes des fonctionnaires du gouvernement, vous n'en êtes pas exempts. Je ne sache pas, moi, que parce qu'on est fonctionnaire on soit par-dessus tout. On n'est pas empereur quand on est fonctionnaire; on a à respecter les lois comme les autres contribuables. Donc, j'espère que cela s'appliquera à ces gens aussi. On en discutera en commission parlementaire, lorsqu'on étudiera ce projet de loi article par article.

M. le Président, je termine mes remarques en vous disant que c'est avec plaisir que nous allons appuyer l'effort que fait le ministre pour apporter des correctifs dans un ministère. Depuis trois ans, on y a trop retardé l'application de certaines lois. Je suis heureux de cette nouvelle nomination; c'est un homme d'action, un homme qui va

essayer de corriger des lacunes qui ont existé depuis 1976.

Le **Vice-Président**: Merci.
M. le député de Saint-Louis.

M. Harry Blank

M. Blank: M. le Président, je veux seulement ajouter quelques mots à ce débat sur ce projet de loi sur le recouvrement de certaines créances.

Comme le député de Shefford le dit, nous sommes pour ce projet de loi. Je suis un de ceux qui étaient ici en 1974 quand on a adopté la loi qui n'a jamais été appliquée. Moi-même, je ne sais pas pourquoi; il y a peut-être eu toutes sortes de raisons. Si les raisons pour lesquelles elle n'a pas été appliquée avant 1976 étaient néfastes, cela me surprend beaucoup de voir qu'elle n'a pas été appliquée depuis le 15 novembre 1976. Mais tout cela est du passé.

Sur le principe même de la loi, tout le monde est d'accord. Mais, dans les grands principes, il y a aussi de petits principes, et je me pose des questions sur certaines choses, peut-être qu'on va les poser en commission parlementaire, mais je trouve curieux qu'on doive ajouter un paragraphe spécial ici, dans un projet de loi, on dit que les débiteurs ont le droit de prendre une action en dommages, si on a fait des choses qui sont défendues par cette loi. Pourquoi cette nécessité de provoquer des actions quand on a déjà le Code civil qui donne droit à ces actions? Est-ce qu'il y a une raison spéciale pour inciter à des procédures juridiques devant les tribunaux? Vous savez comme moi que les gens qui prendront ces procédures ne sont pas le plus solvables au monde, parce qu'ils sont déjà des débiteurs, et cela va forcer des gens à qui on doit de l'argent à engager des avocats, à faire toutes sortes de frais sans aucune raison. Je ne dis pas aux gens qui ont vraiment le droit de prendre une action en dommages et intérêts de ne pas la prendre, mais pourquoi les y inciter? C'est ce qu'on fait dans cette loi.

En parlant des avocats je trouve très curieux que, dans le chapitre III, on dise que ce chapitre III ne s'applique pas aux avocats, etc., mais quand on revient au chapitre II, les pratiques interdites, on trouve que des avocats, même en agissant comme avocats, tombent sous le coup de ces prohibitions. Vous verrez là un conflit. Je ne comprends pas comment on peut régler cela, si, comme avocat, j'agis pour un client et que je réclame un montant de \$5000 pour telle et telle raison, qu'on conteste cette action et que le juge rend jugement, après contestation, pour \$3000. C'est une pratique interdite parce que, déjà, on fait une réclamation pour un montant plus élevé que celui qui est dû.

Comment arrivera-t-on à régler ces affaires-là? On dit aussi dans les pratiques interdites qu'on ne peut pas utiliser un écrit susceptible d'être confondu avec un document approuvé par un tribunal. Si, comme avocat, je fais une perception, je

fais émettre un bref de la cour, ce document n'est permis... Il n'est pas seulement confondu avec un document. C'est un document de la cour. C'est une pratique prohibée par cette loi. Je ne peux pas prendre action pour un client. Je sais que ce n'est pas ce que le ministre veut faire, mais c'est dans la loi. Comme avocat, je m'oppose tellement à cela. Les mots "harcèlement, menace, intimidation" sont trop larges. Ils sont trop larges. "You can drive a truck in to it", comme on le dit en anglais. Cela dit quoi? S'il n'y a pas une définition exacte, c'est difficile parce que c'est une loi avec des sanctions. On trouve ces choses partout dans la loi. On a aussi fait une présomption de culpabilité des officiers d'une corporation s'ils ont connaissance d'une chose qui peut être une infraction. Cela va contre tout le principe de la présomption de l'innocence d'une personne. Si elle en a seulement connaissance, il y a une présomption et, même, cela ne dit pas si elle a une connaissance avant, pendant ou après. Ce sont des choses comme cela dans la loi dont on doit discuter en commission plénière ou en commission parlementaire.

Mais la chose que je trouve un peu exagérée, c'est celle qui a été mentionnée par le député de Jacques-Cartier et le député de Brome-Missisquoi, article 51, paragraphe 10. Ici, comme dans tout Parlement, les députés représentant le peuple sont maîtres de la législation. C'est nous qui adoptons les lois. Nous votons une loi et c'est au gouvernement d'administrer une loi et la loi doit être administrée selon les désirs et le vote de la Chambre. Mais si à l'article 51, paragraphe 10, le ministre a le droit, à son goût, comme il le veut, s'il dit que la loi que nous avons votée ne s'applique pas à telle ou telle personne ou à tel ou tel incident ou à telle ou telle créance, c'est une délégation de pouvoirs qui est inadmissible dans notre système démocratique. Si quelqu'un veut que la loi ne s'applique pas, c'est nous qui faisons la loi qui avons le droit de décider à qui s'applique la loi ou à qui elle ne s'applique pas.

Les règlements doivent suivre une loi, mais le règlement ne doit pas changer une loi ou même mettre la loi de côté, abroger une loi. C'est le pouvoir que le ministre donne à ses fonctionnaires, mais c'est un peu trop. Qu'on adopte au moins le projet de loi privé proposé par le député de Saint-Laurent où les règlements doivent être adoptés par la Chambre et les députés ont le droit de commenter, d'adopter les règlements. A ce moment-là, au moins, dans le système parlementaire, il y a une raison d'être pour la section de cet article, mais à ce moment-ci, nous, les parlementaires n'avons aucun mot à dire au sujet des règlements. Ici, par un règlement, vous pouvez abroger une loi. Le droit d'abroger une loi appartient au législateur. C'est son droit absolu. Je ne sais pas pourquoi c'est dans la loi. Comme je l'ai dit au commencement de mon petit discours, nous sommes pour les lois. J'ai déjà voté deux fois pour cette loi en 1964 et en 1974. Je voterai maintenant encore pour cette loi. J'espère, cette fois-ci, que la loi sera appliquée avec bon sens.

Le Vice-Président: M. le député d'Outremont.

M. André Raynauld

M. Raynauld: M. le Président, je serai très bref sur ce projet de loi. Je voudrais, somme toute, soulever deux points. Le premier est en fait un problème de procédure. J'ai trouvé assez surprenant et étonnant que, lorsque nous avons commencé à prendre l'avis de diverses personnes directement impliquées par l'adoption d'un tel projet de loi, ces premiers intéressés n'étaient pas au courant du projet de loi, ne savaient même pas qu'il avait été déposé et, bien sûr, ne sont pas en mesure de se prononcer sur son contenu.
(21 h 40)

Je trouve cela extrêmement regrettable. Je pense que, dans ce cas-ci, le gouvernement n'a peut-être pas fait suffisamment circuler l'information, mais il me paraît extrêmement difficile, sinon impossible, de faire un examen sérieux d'un projet de loi comme celui-ci qui est fort important sans avoir l'occasion d'entendre les gens qui sont dans ce métier, qui sont d'un côté ou de l'autre de la barrière, qu'ils soient créanciers ou débiteurs, d'entendre ces parties et voir l'implication détaillée de l'adoption de ce projet de loi.

Je voudrais donc ici, M. le Président, demander au ministre qu'il permette à des gens de venir en commission parlementaire, au début des séances, pour se prononcer ou pour exprimer des avis sur le projet de loi. Ceci est d'autant plus nécessaire, me semble-t-il, puisqu'on a attendu depuis si longtemps pour adopter une loi qui était semblable à celle-ci en 1974— cela fait cinq ans— que je ne pense pas qu'il y aurait quelque indication contraire à attendre une ou deux semaines de plus. Je trouve qu'il est très difficile pour des parlementaires d'examiner sérieusement un projet de loi si on n'est pas capable d'avoir les avis des gens qui sont les professionnels touchés par le projet de loi.

Je voudrais rappeler également que le ministre, en ce qui concerne le projet de loi que nous venons d'étudier sur les caisses populaires, a accepté de reporter l'étude en commission parlementaire jusqu'à la semaine prochaine pour entendre les parties, pour entendre des avis qui lui semblent utiles, même s'il admet lui-même que les avis qu'il va recevoir sur ce projet de loi sont des avis peut-être secondaires. Dans le cas qui nous occupe, il s'agirait d'avis qui seraient sûrement beaucoup plus au centre de tout le débat, de tout le problème qui est soulevé, parce que le projet de loi a une portée beaucoup plus large. Je pense qu'il serait important, sinon essentiel, M. le Président, que le ministre nous assure qu'il donnera une possibilité aux gens d'être entendus sur ce projet de loi non seulement pour leur donner des droits, mais aussi pour nous donner, à nous parlementaires, l'information nécessaire.

Mon deuxième point est un point fort général. Je voudrais simplement dire que dans des cas comme ceux que nous étudions, dans les cas où il s'agit de droit de gens qui sont, dans ce cas-ci,

des débiteurs ou des créanciers, comme cela peut l'être dans d'autres cas en ce qui concerne la protection du consommateur par rapport à la protection du producteur, il faut, de toute nécessité, penser à conserver un équilibre entre les droits et les obligations de chacun. Je ne suis pas en mesure, ce soir, de porter un jugement sur le fond. Je ne suis pas en mesure d'affirmer que le projet de loi apporte cet équilibre dans les droits et obligations des uns et des autres ou qu'il ne les apporte pas. Mais j'ai évidemment lu le projet de loi. Si je n'ai pas été capable d'obtenir toutes les informations qu'il me semblait nécessaire pour porter ce jugement, il reste qu'à première vue il y a certains articles qui soulèvent des interrogations très sérieuses.

Ces interrogations se rapportent à un certain nombre d'articles qui ont été mentionnés par mes collègues, par exemple, cet article 3 qui fait d'une pratique courante une pratique interdite en ce qui concerne les renseignements qu'on peut donner à des tierces parties sur des questions de dettes ou de recouvrement. C'est la même chose en ce qui concerne la définition des termes qui sont utilisés dans le projet de loi. Est-ce que, par exemple, le fait d'envoyer deux lettres par mois va constituer du harcèlement, de l'intimidation, ou si ce sera considéré comme une pratique normale?

Donc, on aura plusieurs occasions, au cours de l'étude de ce projet de loi, d'examiner la portée exacte de certains articles du projet de loi qui semble excessive dans beaucoup de cas.

Je pense également à cet autre article qui a été soulevé, l'article 56, en ce qui concerne des corporations où on reconnaît coupables des gens avant qu'ils soient condamnés. Je pense qu'il faudra examiner à nouveau un certain nombre de ces articles.

C'est la même chose en ce qui concerne l'existence de bureaux de crédit. Je pense que ces bureaux de crédit sont des agences d'information très utiles, sinon indispensables. Je voudrais rappeler au ministre, dans un contexte général, que lorsqu'on manque à cet équilibre dont j'ai parlé tout à l'heure sur les droits et les obligations des parties, lorsqu'on déplace cet équilibre, il faut penser aux conséquences. Ces conséquences, dans le cas présent, ça pourrait vouloir dire, par exemple, qu'il serait beaucoup plus difficile pour les emprunteurs d'obtenir le crédit qu'ils sont tout à fait en droit d'obtenir à des conditions acceptables. C'est la même chose en ce qui concerne plus généralement la protection du consommateur. J'ai tenu à rappeler, lorsque nous avons étudié ce projet de loi, qu'un des droits fondamentaux des consommateurs, c'était encore d'avoir les produits les moins chers possible et de la meilleure qualité possible. Si on met tellement de réglementation que tous les prix des produits augmentent, à ce moment-là, on n'a pas rendu service aux consommateurs.

Dans ce cas-ci, c'est la même chose. On peut mettre des restrictions tellement grandes au recouvrement de dettes qui sont reconnues par tout le monde que le coût du crédit va augmenter,

l'endettement va peut-être diminuer. Je suis certain qu'il y en a beaucoup dans cette Chambre qui penseraient qu'il s'agit d'une bonne chose, mais il faut également se rappeler que le crédit est une pratique qui donne lieu à des abus dans des pourcentages infimes de cas. On estime, par exemple, que jamais plus de 2% des dettes soulèvent des difficultés, et je pense qu'il faudrait s'en souvenir lorsque nous essayons, justement, de modifier les droits et obligations des uns et des autres.

De la même façon, contrairement à ce que, en 1974, le député de Lafontaine du temps, M. Léger, avait déclaré, il semble que les agents de recouvrement ont une utilité sociale dans la mesure où ces agents de recouvrement peuvent éviter des frais et des délais judiciaires beaucoup plus considérables et qu'il est possible d'en arriver à des accommodements avec des emprunteurs en difficultés, et cela peut être tout à fait légitime.

A ce moment, je pense que des agents de recouvrement peuvent jouer un rôle très important si l'encadrement juridique, encore une fois, est approprié et permet, comme cela se doit, d'empêcher, dis-je, les abus flagrants qu'on a pu connaître dans le passé. Je ne suis pas à cet égard sans avoir une certaine inquiétude, lorsque je pense que, dans le programme du Parti québécois, par exemple, on a proposé et on propose encore, je crois, sauf erreur, de supprimer les compagnies de finance. C'est un très beau cas d'un abus flagrant où, sous prétexte d'aider une certaine catégorie de la population, on va supprimer un service avec le résultat que ceux qui ont besoin de ce service n'auront d'autre recours que d'aller obtenir ce service auprès d'autres organisations qui vont charger deux fois le prix des institutions déjà en place et soumises, somme toute, à une concurrence relativement forte dans les circonstances présentes.

L'octroi du crédit dans la province de Québec, on vient justement d'examiner un projet de loi sur les caisses populaires, n'est pas difficile. Ce n'est pas la chasse gardée d'usuriers du Moyen Âge. Je pense qu'on a passé cet âge et on a passé cette partie de l'histoire. Aujourd'hui, on a affaire à des institutions qui, en général, sont des institutions responsables, des institutions soumises de toute façon à des examens périodiques des autorités gouvernementales, et je pense qu'à cause de cet encadrement juridique, on devrait pouvoir obtenir que des services soient rendus aux emprunteurs comme ils doivent être rendus aux créanciers, si nous ne voulons pas que ces emprunteurs soient placés dans une situation encore plus difficile qu'ils ne le sont à l'heure actuelle. Merci.
(21 h 50)

Le Vice-Président: M. le ministre.

M. Guy Joron

M. Joron: M. le Président, si vous le permettez, très brièvement, en guise de réplique préliminaire, parce que nous aurons l'occasion de reprendre plusieurs des points soulevés par mes

collègues de l'Opposition en commission, lors de l'étude du projet de loi article par article, je voudrais quand même, d'une part, me réjouir, malgré que les tout derniers propos du député d'Outremont pouvaient laisser à l'orateur ou à l'auditeur qui serait arrivé à la toute dernière minute du débat l'impression qu'il était plutôt contre le projet de loi de penser — et il est important de le souligner — que tous les partis en cette Chambre et les orateurs précédents ont convenu que le projet de loi qui fait l'objet de notre étude en deuxième lecture, ce soir, apporte une plus grande protection au consommateur ou, si vous voulez, au débiteur. Je pense que tout le monde ici l'a reconnu ce soir. C'est l'objet fondamental du projet de loi.

Le député d'Outremont ne l'a pas affirmé comme étant un fait découlant automatiquement du projet de loi, mais en émettant la crainte que de tels projets de loi pourraient peut-être avoir pour résultat de rendre le crédit plus inaccessible, l'obtention du crédit plus difficile et en cela, éventuellement, nuire aux consommateurs, je pense qu'il exagère un peu la portée du projet de loi, parce qu'après tout, d'une part, je lui rappelle que ce projet de loi, en ce qui concerne les agents de recouvrement, avait été apporté de toute façon par le gouvernement qui nous a précédés, le gouvernement du Parti libéral dont fait partie le député d'Outremont. Je pense qu'il n'y a pas quand même de communes mesures quand on parle de la difficulté ou du coût du crédit, si vous voulez, cela fait partie du coût global du crédit, l'effet d'un projet de loi semblable sur le coût du crédit, dans l'ensemble de notre économie, comparé à l'importance que peuvent avoir les décisions des autorités monétaires, que ce soit celles des autorités de la banque centrale, de la Banque du Canada ou les autorités monétaires américaines quand elles décident de hausser les taux d'intérêt, et qu'on arrive à des taux d'intérêt à la consommation qui frisent ou qui tournent aux alentours de 15%, à l'heure actuelle, cela a pas mal plus d'effets de restriction, cela rend le crédit beaucoup plus difficile à obtenir que le projet de loi qui est devant nous. Il ne faut quand même pas attribuer à ce projet de loi des effets qu'il est loin d'avoir.

Le but premier du projet de loi et sa raison d'être, c'est de protéger le consommateur contre des pratiques que tout honnête homme jugerait, en l'absence de lois, inadmissibles dans la pratique des recouvrements de créance. Le harcèlement, on dira peut-être qu'il faudrait mieux définir les mots, j'en dirai un mot tout à l'heure. Mais tout honnête homme conviendra qu'il existe des pratiques qui sont condamnables et c'est ce que ce projet de loi reconnaît.

On n'est pas le premier gouvernement à l'avoir reconnu. Le gouvernement précédent — d'abord, il y a une loi qui existe depuis 1963, elle est vieillotte, évidemment — en 1974, avait abordé un projet de loi et là je fais écho à une question que posait le député de Brome-Missisquoi en se demandant pourquoi le gouvernement n'avait pas décidé d'agir plus tôt. Enfin, je ne

pense pas que la question s'adresse tellement à ce gouvernement-ci, parce que j'ai indiqué tout à l'heure pourquoi.

C'est vrai que nous sommes, comme gouvernement, au pouvoir depuis très bientôt trois ans. À l'origine, l'intention était d'inclure, dans la refonte de la Loi sur la protection du consommateur, le projet de loi qui est devant nous. Pour toutes sortes de raisons techniques, on a jugé préférable de l'en exclure et d'en faire une loi à part, qui éviterait certaines confusions. Pourquoi le précédent gouvernement a-t-il adopté une loi en 1974 et n'a pas jugé bon de l'appliquer? Quant à moi, je l'ignore. Ce n'est pas à moi qu'il faut adresser la question. S'il y a eu des délais, qu'ils soient en partie attribuables à l'ancien gouvernement ou non, peu importe, finalement, mieux vaut tard que jamais, dit un vieux dicton qui reflète bien une certaine sagesse populaire, nous sommes maintenant prêts.

Il y a un certain nombre de questions auxquelles j'aurais aimé répondre; étant donné l'heure avancée, elles sont peut-être un peu trop spécifiques, trop techniques, on aura probablement l'occasion d'y revenir en commission parlementaire. Je pense, entre autres, à une crainte qu'évoquait le député de Brome-Missisquoi en disant: Est-ce que les fonctionnaires, par exemple, auront toute liberté d'agir et de se comporter comme agents de recouvrement à l'abri des dispositions de cette loi, c'est-à-dire exclus de cette loi? Ce n'est pas le cas. Le chapitre II, sur les pratiques interdites, s'applique au gouvernement qui cherche à recouvrer ses propres créances comme n'importe quel individu. Il ne s'applique pas au gouvernement, dans le sens d'agents de recouvrement, puisque c'est très rare — à ma connaissance, cela n'arrive à peu près pas — que le gouvernement recouvre des créances pour le compte d'autre personne. Le député de Brome-Missisquoi peut être rassuré, s'il avait des craintes quant à la discrétion qui aurait pu être laissée aux fonctionnaires, le chapitre II s'applique à eux comme à tout autre créancier qui cherche à recouvrer une créance.

Un dernier point peut-être en réponse à une question que soulevait le député d'Outremont, lorsqu'il demandait la possibilité que la commission parlementaire entende les professionnels du métier. Ce n'est pas que nous ne voulons pas les entendre, c'est que nous les avons entendus. Nous les avons même entendus à maintes reprises; ils ont été entendus, d'ailleurs, par l'ancien gouvernement dès 1974, ils ont toute liberté, et ils l'ont fait, de communiquer avec le ministre, avec moi; je reçois toujours les avis et les suggestions des groupes intéressés par des projets de loi.

Comme nous n'étudierons pas non plus ce soir, article par article, ce projet de loi, si, dans

l'intervalle, d'ici la semaine prochaine, des groupes intéressés avaient, après cinq ans... Il faut bien dire que cela fait cinq ans, ils ne sont pas pris au dépourvu; essentiellement, en ce qui touche les agents de recouvrement, je rappelle que la loi actuelle reprend l'essentiel de la loi de 1974. Les milieux professionnels, les gens de métier dont parlait le député d'Outremont, voilà déjà cinq ans qu'ils sont au courant de ce projet de loi et ils ont eu, je pense, amplement le temps de faire connaître leurs représentations.

Nous n'avons donc pas, pour cette raison, l'intention d'ouvrir une commission parlementaire à des auditions puisque cela fait des années que ce processus a eu lieu et je pense que ce ne serait pas utile. Finalement, je terminerai en disant — si cela peut servir de réponse générale à certaines remarques ou à certaines suggestions spécifiques qui ont été faites au cours de ce débat et que je n'ai pas le temps de reprendre une par une — que c'est sûr que nous sommes ouverts parce qu'on y a fait allusion, certains députés ont exprimé le désir d'apporter des suggestions lors de l'étude article par article dans le but de bonifier le projet de loi. Nous serons toujours d'accord pour recevoir des suggestions qui, effectivement, bonifient ce projet de loi.

En terminant, tout en répétant cette ouverture d'esprit et cette disposition à recevoir toute suggestion utile, je me réjouis encore une fois que les membres de cette Assemblée, à l'unanimité, aient accepté le principe de ce projet de loi.

(22 heures)

Le Vice-Président: Merci. Est-ce que la motion de deuxième lecture du projet de loi no 54 sera adoptée?

Des Voix: Adopté.

Le Vice-Président: Adopté.

M. le leader adjoint du gouvernement.

Renvoi à la commission des consommateurs

M. Duhaime: Je fais motion, M. le président, pour que ce projet de loi soit déposé en commission parlementaire permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières.

Le Vice-Président: Est-ce que cette motion sera adoptée?

Des Voix: Adopté.

Le Vice-Président: Adopté.

Là-dessus, compte tenu de l'heure, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à demain, 10 heures.

Fin de la séance à 22 h 1